

Université de Montréal

**Le révisionnisme allemand sous Stresemann à travers les yeux des journalistes du
London Times, 1924-1929**

par

Simon Rainville

Département d'histoire

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures

en vue de l'obtention du grade de

Maître ès arts (M.A.)

Avril 2007

©Simon Rainville



D
7
U54
2007
v. 017

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé:

**Le révisionnisme allemand sous Stresemann à travers les yeux des journalistes du
London Times, 1924-1929**

présenté par :

Simon Rainville

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Président-rapporteur : Samir Saul

Directeur de recherche : Paul Létourneau

Membre du jury : Yakov Rabkin

Mémoire accepté le : 27 JUIN 2007

Sommaire

Ce mémoire analyse la perception du *London Times* au sujet de la politique extérieure allemande menée par Gustav Stresemann de 1924 à 1929. Le premier chapitre effectue un survol historique et historiographique de la politique révisionniste de Stresemann. Il y est exposé les deux tangentes prises par les historiens afin d'expliquer la politique de Stresemann; les uns le voient comme un nationaliste hégémoniste alors que les autres le décrivent comme un réaliste qui recherche sincèrement la paix et l'ajustement des intérêts nationaux en Europe.

De ce débat historiographique, quatre questionnements principaux sont élaborés dans les deux chapitres suivants. D'abord, le *Times* perçoit-il une différence de méthodes et de ton entre les demandes révisionnistes de Stresemann de 1924 à 1929 alors que plusieurs historiens divisent « l'ère Stresemann » en deux, soit 1923 à 1926 et 1927 à 1929? Ensuite, le quotidien est-t-il en « décalage » face aux demandes de la diplomatie allemande lors de ces deux périodes? Par ailleurs, quelle est l'étendue du programme de révision du Traité de Versailles développé par Stresemann selon le *Times*? En ce sens, est-ce que Stresemann, ardent annexionniste monarchiste sous Guillaume II, se rallie sincèrement à la République de Weimar? Finalement, une dernière problématique, qui n'est pas directement reliée au débat historiographique sur la politique extérieure menée par Stresemann, se rapporte plutôt au quotidien britannique; peut-on percevoir des traces d'*appeasement* envers la politique étrangère allemande des années Stresemann, ce qui représenterait un prélude à la politique britannique des années 1933-1939 face à Hitler?

Ainsi, le deuxième chapitre analyse la perception du *Times* de la politique extérieure allemande entre 1924 et 1926. Le troisième chapitre, pour sa part, s'intéresse à la période 1927-1929. On y argumente notamment que le quotidien accorde une importance prioritaire aux questions économiques et hiérarchise les problèmes politiques et militaires entre l'Ouest et l'Est à la faveur de l'Europe occidentale. De plus, le quotidien affirme la nécessité, pour la Grande-Bretagne, de maintenir l'équilibre des puissances sur le continent, principalement entre la France et l'Allemagne. En ce sens, l'éditorialiste est généralement conciliant envers la politique menée par Stresemann. Finalement, le quotidien souhaite l'évacuation de la

Rhénanie le plus tôt possible. La conclusion répond aux cinq questionnements principaux développés en introduction.

Mots-clés; Gustav Stresemann, politique extérieure allemande, République de Weimar, entre-deux-guerres, presse britannique, *London Times*.

Abstract

This M.A. thesis analyses how the *London Times* saw German foreign policy under Gustav Stresemann from 1924 to 1929. The first chapter deals with the historical background of Stresemann's revisionist policy and surveys the historiography of that period. We explain that two different tendencies exist when it comes to explaining Stresemann's foreign policy: he is either seen as a hegemonic nationalist or as a realist truly working towards peace and understanding in Europe.

Four main questions are taken from this first chapter and elaborated on the following two chapters. First of all, since some historians cut the "Stresemann era" in two, did the *Times* perceive a difference of tone and of methods in Stresemann's revisionist claims between 1924-1926 and 1927-1929? Secondly, was there a time-lag between German government claims and the understanding of these claims by the newspaper? Thirdly, according to the *Times*, to what extent was Stresemann willing to revise the Paris Treaty? Did Stresemann, the passionate annexationist-monarchist under Wilhelm II, join sincerely the Weimar Republic? The last question, which bears no relation to the quarrel about Stresemann in the historiography, is rather related to the British press and the British historiography. Is it possible to find in the *Times* some signs of appeasement in the 1920's, which would be a prelude to the policy of Chamberlain and of public opinion during the 1930's?

The second chapter analyses how the newspaper perceived German foreign policy between 1924 and 1926 and the third chapter does likewise for the years 1927-1929. We argue that the *Times* attached more importance to economic questions than political questions and to problems encountered to the West than those to the East. The newspaper also believed in the necessity for Great Britain to maintain the balance of power between France and Germany. Its editorialist was generally conciliatory toward Stresemann's policy. Finally, the *Times* wished the complete evacuation of the Rhineland territories as soon as possible. The conclusion of this M.A. thesis answers the five questions developed in introduction.

Table des matières

Identification du jury	ii
Sommaire/Abstract	iii
Table des matières	vi
Liste des sigles et abréviations	viii
Termes allemands	ix
Remerciements	x
Introduction : Stresemann, le révisionnisme et le <i>Times</i>	1
Chapitre 1 : Contexte historique et historiographique	11
1.1 La fin de l'Empire, la défaite, le Traité de Versailles, l'instabilité révolutionnaire (1918-1922)	11
1.2 Le départ de Rathenau, le retour à la <i>Widerstandspolitik</i> et l'occupation de la Ruhr (1922-1923)	15
1.3 Le révisionnisme de Stresemann (1923-1929)	19
1.4 Entre une vision hagiographique et une insistance sur la duplicité	22
1.5 La thèse du <i>Vernunftsrepublikaner</i>	24
1.6 Synthèses et nouveaux champs d'analyse	26
1.7 Les synthèses générales	31
1.8 Conclusion : Stresemann et la politique étrangère allemande	33
Chapitre 2 : De la fin de la résistance passive à l'entrée à la SDN, 1924-1926	36
2.1 La Ruhr, la résistance passive et le rôle de Stresemann	36
2.2 Les réparations, la sécurité française et le plan Dawes (janvier-août 1924)	36
2.3 Vers un pacte rhénan de sécurité (septembre 1924-octobre 1925)	43
2.4 Le désarmement allemand et les accords de Locarno (octobre-décembre 1925)	53

2.5 Vers l'entrée de l'Allemagne à la SDN (janvier-août 1926)	57
2.6 Le siège permanent à la SDN, les entretiens de Thoiry et le désarmement allemand (septembre-décembre 1926)	61
2.7 Conclusion : le <i>Times</i> et la politique étrangère allemande de 1924-1926	65
Chapitre 3 : Le pacte Briand-Kellogg, le plan Young et l'évacuation de la Rhénanie, 1927-1929	68
3.1 Les deux derniers combats importants de Stresemann	68
3.2 L'année 1927 : stabilité et inertie partielle	68
3.3 Le retour des questions de l'évacuation rhénane et des réparations (janvier-décembre 1928)	75
3.4 Les discussions sur les réparations menant au plan Young (janvier-juillet 1929)	85
3.5 La conférence de La Haye (5-31 août 1929)	88
3.6 Conclusion : le <i>Times</i> et la politique étrangère allemande de 1927 à 1929	93
Conclusion générale : le <i>Times</i> et la politique extérieure de Stresemann	96
Bibliographie	104

Liste des sigles et abréviations

BVP	Bayerische Volkspartei (Parti populaire bavarois)
DNVP	<i>Deutschnationale Volkspartei</i> (Parti populaire nationaliste allemand)
DVP	<i>Deutsche Volkspartei</i> (Parti populaire allemand)
KPD	<i>Kommunistische Partei Deutschlands</i> (Parti communiste)
MICUM	Mission interalliée de contrôle des usines et des mines
NLP	<i>Nationalliberale Partei</i> (Parti national libéral)
RDA	République démocratique allemande
RFA	République fédérale d'Allemagne
SDN	Société des Nations
SPD	<i>Sozialdemokratische Partei Deutschlands</i> (Parti social-démocrate)
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
Zentrum	<i>Deutsche Zentrumspartei</i> (Parti catholique)

Termes allemands

<i>Anschluss</i>	union de l'Autriche et de l'Allemagne
<i>Auswärtiges Amt</i>	Ministère des Affaires étrangères
<i>Burschenschaften</i>	corporations étudiantes des jeunes libéraux
<i>Dolchstoßlegende</i>	légende du coup de poignard dans le dos
<i>Erfüllungspolitik</i>	politique d'exécution
<i>Kaiserreich</i>	Reich wilhelmien
<i>Korps</i>	corporations aristocratiques
<i>Machtpolitik</i>	politique de puissance
<i>Minderheitenpolitik</i>	politique des minorités allemandes en Europe
<i>Mitteleuropa</i>	Europe centrale (concept géostratégique)
<i>Realpolitiker</i>	politicien réaliste
<i>Reformburschenschaften</i>	corporations étudiantes des jeunes libéraux réformiste
<i>Schaukelpolitik</i>	politique de balance entre l'Est et l'Ouest
<i>Vernunftsrepublikaner</i>	républicain de raison
<i>Weltpolitik</i>	politique à prétention mondiale
<i>Westorientierung</i>	orientation à l'Ouest
<i>Widerstandspolitik</i>	politique de résistance

Remerciements

Ce mémoire doit certainement beaucoup aux conseils et à la bonne humeur de mon directeur, Paul Létourneau. Qu'il me soit permis de le remercier vivement. Le professeur Samir Saul doit aussi être remercié pour ses conseils et ses connaissances au sujet des relations internationales du point de vue de la France. Martin Laberge a aussi joué un rôle important, non pas dans la réalisation concrète de ce mémoire, mais bien plutôt sous la forme des réflexions et des questionnements sur l'histoire qu'il a su susciter en moi. J'ai grandement apprécié.

Les discussions menées avec plusieurs collègues et amis, tant sur l'histoire que sur la vie en général, m'ont été d'un grand support. Je pense ici particulièrement à Valérie Blanc, Frédéric Cyr, Jean-François Juneau et Charles Brochu-Blain.

Un merci spécial à ma sœur (et colocataire) Audrey qui a su me changer les idées et trouver le moyen de me faire rire. Merci aussi aux autres membres de famille pour leur soutien.

La liste pourrait évidemment s'allonger indéfiniment à plusieurs autres collègues, amis et membres de ma famille, mais je me bornerai à remercier qu'une seule autre personne. Merci, et ce merci doit porter un signe exponentiel, à Stéphanie Poirier, ma compagne et amie. L'appréciation de son apport à ce mémoire dépasse largement les limites du langage. Il suffit donc de la remercier pour tout ce dont je me souviens qu'elle a fait pour moi...elle se souvient probablement de plusieurs autres gestes que j'ai oubliés.

Introduction

Stresemann, le révisionnisme et le *Times*

L'Allemagne n'était-elle pas exactement la ville menacée par la silhouette (figure) de Méphistophélès? ¹

En faisant ainsi référence à la figure de Méphistophélès de Goethe, l'historien Walter Laqueur énonce une réalité inhérente à la République de Weimar, celle d'un régime fragile menacé. Menacé, d'une part, par des facteurs internes; par les ultranationalistes tels les membres du *Deutschnationale Volkspartei* (DNVP, Parti populaire nationaliste allemand) qui n'acceptent pas la fin du *Kaiserreich* et qui jurent de saboter la jeune démocratie; par les membres de l'extrême gauche du *Kommunistische Partei Deutschlands* (KPD, Parti communiste) qui souhaitent l'établissement d'un régime socialiste ainsi que par l'instabilité économique, politique et sociale qui sous-tend la fin de la monarchie wilhelmienne, la défaite militaire et la Révolution. Menacé, d'autre part, par des facteurs externes; par le prolongement du blocus allié après l'armistice, par la volonté alliée -et plus particulièrement française- de punir l'Allemagne pour les pertes « qu'elle a provoquées » lors de la Grande Guerre, par l'isolement diplomatique de l'Allemagne, par les réparations et par la dureté du Traité de Versailles.

S'il est vrai que la République est fragile et menacée, il ne faut cependant pas tomber dans le piège qui nous mène à lire son histoire uniquement à lumière de la fin malheureuse qu'elle a connue en 1933 avec l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir². Cette lecture téléologique *a posteriori* conduit à une mésinterprétation puisque les figures républicaines existaient en Allemagne et qu'elles se battaient contre une majorité qui

¹ W. Laqueur, *Weimar. A Cultural History, 1918-1933*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1974, p.35. Nous avons traduit les citations afin d'alléger. À moins d'avis contraires, les traductions, tant de l'anglais vers le français que de l'allemand vers le français, sont de l'auteur. Pour le texte original, se référer à la source.

² Voir l'avant-propos de D. J. K. Peukert, *La République de Weimar. Années de crise de la modernité*, trad. P. Kessler, Paris, Aubier, 1995 [1987], p.9-13.

voyait la démocratie comme un élément externe à la « civilisation allemande »³. Il faut néanmoins considérer que la République a une chance de réussir si « les Européens, c'est-à-dire les Allemands et leurs voisins, désirent véritablement éviter le retour au chemin de la guerre »⁴. Sans négliger le poids des contraintes internes, plusieurs spécialistes prétendent de plus en plus que l'une des premières causes de la chute de Weimar fut l'intransigeance des puissances occidentales qui recherchaient sans cesse à combler leurs intérêts nationaux aux dépens de l'Allemagne désarmée⁵.

La politique étrangère de la République de Weimar possède sa propre identité, ne serait-ce qu'à cause de sa position de faiblesse diplomatique et militaire qui la différencie de la puissance dont ont pu jouir les deux Reich, avant et après elle⁶. Un point commun traverse la période 1919-1933 en ce qui concerne la politique extérieure, une politique révisionniste qui mène à revoir les clauses jugées inacceptables du Traité de Versailles de 1919 et le retour de l'Allemagne dans le rang des grandes puissances européennes. Parler de continuité de moyens entre les politiques révisionnistes de Walther Rathenau, Gustav Stresemann, Heinrich Brüning et Adolf Hitler⁷ est une erreur fondamentale tant les méthodes et le ton utilisés pour en arriver à la « destruction du diktat » de Versailles diffèrent chez chacun. Par exemple, Jonathan Wright soulève pertinemment une différence flagrante de moyens et de ton entre la politique menée par

³ H. Mommsen, *The Rise and Fall of Weimar Democracy*, trans. E. Forster & L. Eugene, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1973, p.90-107.

⁴ P. Létourneau, « L'échec des premières tentatives allemandes d'organisation d'une paix durable dans l'après-guerre : les deux ministères de Walther Rathenau », *XIX Acta- International Colloquium of Military History*, Istanbul, 1993, p.119.

⁵ Voir : « Le révisionnisme allemand et les puissances occidentales, 1919-1939 », sous la direction de P. Létourneau et G.-H. Soutou, *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, tome 38, n.2, 2006. Particulièrement, pour le cas qui nous intéresse : G.-H. Soutou, « Les Occidentaux et l'Allemagne durant l'entre-deux-guerres »; P. Jardin, « À l'Est du nouveau? La question des frontières orientales de l'Allemagne à la fin des années vingt »; J.-F. Juneau & F. Cyr, « Les Occidentaux et le révisionnisme allemand dans l'historiographie ».

⁶ Le débat continuité/discontinuité de la politique étrangère allemande fait suite au livre de Fritz Fischer, *Griff nach der Weltmacht; die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschland 1914/18*, Düsseldorf, Droste, 1962. Nous préférons la thèse selon laquelle il y a une rupture lors de la République de Weimar développée, notamment, par P. Krüger, *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1985. Pour un point de vue inverse : M. M. Lee & W. Michalka, *German Foreign Policy 1917-1933: Continuity or Break?*, Lemington Spa, Berg, 1987. Les deux historiens soutiennent au contraire qu'une continuité entre les II^e et III^e Reich est perceptible, la République de Weimar recherchant aussi l'hégémonie allemande, mais à long terme, en mettant l'accent sur la puissance économique et la diplomatie.

⁷ Par exemple, C. Fink, « German Revisionpolitik 1919-1933 », *Historical Papers*, 1986, p.134-145.

Stresemann et celle de Hitler. Faisant référence à l'analyse de Ian Kershaw dans le premier tome de sa biographie magistrale sur Hitler⁸, Wright affirme que Stresemann est un leader charismatique qui dirige les membres de son parti vers ses propres idées tandis que Hitler, lui aussi charismatique, tire son pouvoir de sa capacité à projeter les volontés de ses partisans en temps de crise. C'est pour cela que Stresemann doit faire appel à la raison et à l'idéalisme des politiciens alors que Hitler éveille les instincts primaires des masses tels la déception et la désillusion face à Weimar et aux Alliés⁹. Il existe donc quatre phases distinctes de la *Revisionpolitik*, chacune radicalisant la précédente au contact des réalités du moment. Hitler dépasse largement le cadre de la révision de Versailles pour en arriver à une volonté de suprématie en Europe¹⁰.

Deux méthodes révisionnistes diamétralement opposées ponctuent l'entre-deux-guerres. À l'exception des deux cabinets Wirth-Rathenau dans lequel Rathenau occupe les postes de ministre de la Reconstruction et de ministre des Affaires étrangères, la *Widerstandspolitik* (politique de résistance) est la solution privilégiée par les politiciens allemands jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Gustav Stresemann à l'automne 1923¹¹. Devant l'impossibilité de poursuivre la résistance passive lors de la crise de la Ruhr, l'*Erfüllungspolitik* (politique d'exécution) gagnera l'*Auswärtiges Amt* (ministère des Affaires étrangères) à nouveau, et ce, jusqu'à la fin de 1929. La mort prématurée de Stresemann et la crise économique donnent un coup fatal à la République tandis que se produit graduellement un retour à la politique de résistance, sous le gouvernement Brüning notamment, jusqu'à l'avènement de Hitler et d'une politique fondamentalement belliqueuse et agressive.

Ces deux lignes maîtresses ne sont pas menées avec les mêmes méthodes et la même ardeur par les différents ministres des Affaires étrangères, ce qui explique la

⁸ I. Kershaw, *Hitler. 1889-1936: Hubris*, London, Penguin Book, 2001 [1998], p.xxvi.

⁹ J. Wright, *Gustav Stresemann. Weimar's Greatest Statesman*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p.498-499.

¹⁰ Pour un survol de ces quatre phases : C. Bouchard & D. Desrosiers, « Rathenau, Stresemann, Brüning, Hitler : les quatre moments du révisionnisme allemand », *Les Cahiers d'Histoire*, XXII, 2, 2003, p.5-23.

¹¹ R. Poidevin, *L'Allemagne de Guillaume II à Hindenburg, 1900-1933*, Paris, Éditions Richelieu, 1972, p.264; R. Bournazel, *Rapallo : naissance d'un mythe. La politique de la peur dans la France du Bloc National*, Paris, Armand Colin, 1974, p.21.

division en quatre phases du révisionnisme allemand. Celle qui nous intéresse ici, c'est la deuxième phase, c'est-à-dire celle où Stresemann prend les commandes de la politique étrangère allemande. Il peut sembler exagéré d'attribuer une politique à un seul politicien. Jonathan Wright a raison lorsqu'il affirme que Stresemann n'initie pas la politique de révision pacifique de Versailles et qu'il est redevable à ses prédécesseurs tels Rathenau et Wirth ainsi qu'aux membres de son équipe au ministère des Affaires étrangères, comme, par exemple, Rauscher, Schubert et Hoesch¹². Il faut pourtant admettre que sa forte personnalité et son implication sans relâche confèrent un caractère personnel à son *Erfüllungspolitik*. Bien que le changement de situations politiques et sociales doit être pris en considération, la relâche de la politique de conciliation dictée par Stresemann après sa mort témoigne de la personnalisation de la politique extérieure de cette époque¹³. Comme nous l'expliquerons plus en détails dans le premier chapitre, Stresemann suscitait des appréciations diverses de son vivant. Stresemann, qui connu un parcours riche, inhabituel et souvent contradictoire, éveillait la méfiance chez les uns et l'enthousiasme chez les autres. Le recul des historiens ne semble pas avoir permis d'en venir à une compréhension satisfaisante de l'homme et de sa politique.

Nous traiterons de ce débat historiographique qui plonge ses racines dans les opinions contradictoires des contemporains de Stresemann afin de bien cerner la période. Cependant, notre attention se dirige vers un groupe particulier, celui des journalistes. Par l'analyse du *London Times*, nous dégagerons la perception que ce journal libéral se fait de la politique étrangère et du révisionnisme allemand sous Stresemann. Le choix d'utiliser la presse britannique, plutôt que la presse française, par exemple, est double. D'abord, la grande majorité de l'opinion publique en France à cette époque, tant à droite qu'à gauche, est antiallemande; l'étude d'un journal français nous aurait probablement apporté très peu de nuances. Ensuite, l'Allemagne de l'entre-deux-guerres, et particulièrement sous Stresemann, recherche sans cesse l'appui de la Grande-Bretagne. Le choix d'un journal libéral est dicté par les penchants libéraux de

¹² J. Wright, *Gustav Stresemann. Weimar's Greatest Statesman ...* p.503.

¹³ Pour ce qui est du tournant vers la droite en politique extérieure dans « l'après Stresemann », voir : J. Bariéty, « La politique extérieure allemande au début des années 1930 : continuité ou rupture ? », in G. Krebs & G. Schneilin (éds.), *Weimar, ou, De la démocratie en Allemagne*, Asnières, PIA, 1994, p.315-326; G.-H. Soutou, « Les Occidentaux et l'Allemagne »....

Stresemann. Ainsi, il est intéressant de voir ce que le *Times* pensa de la politique allemande de 1924 à 1929. Une attention particulière est accordée aux éditoriaux puisqu'il s'agit du moyen principal dont dispose le quotidien afin de transmettre son opinion. Pour ce qui est de la méthode utilisée, ce quotidien a fait l'objet d'un index (*The Official Index to the Times*) tout au long de son histoire. Nous avons donc utilisé cet index détaillé afin d'avoir accès à tous les sujets qui se rapportent à la politique étrangère de la République de Weimar.

Le projet initial de ce mémoire prévoyait une comparaison entre le *Times* et le *Manchester Guardian*. Or, nous avons décidé de n'utiliser que le *Times* pour deux raisons principales. Premièrement, l'Allemagne occupe une place prépondérante dans les préoccupations du *Times*; plusieurs articles, nouvelles et éditoriaux y sont consacrés chaque jour. Il se trouve donc que la comparaison avec le *Manchester Guardian*, également très intéressé par l'Allemagne, aurait nécessité davantage d'espace que 100 pages. Ainsi, nous avons préféré traiter d'un journal en profondeur plutôt que d'analyser superficiellement deux quotidiens. En ce sens, l'éventail des sujets traités pour la période 1924-1929 a déjà dû être rétréci dans la présente analyse étant donné que la couverture médiatique du *Times* est extrêmement complète. Deuxièmement, le *Times* est un journal plus près du pouvoir que le *Manchester Guardian*. Ce mémoire vise donc à analyser une source près du gouvernement afin de constater si elle réagit aux événements de l'époque de façon similaire.

Nous avons porté une attention particulière aux relations qu'entretient l'Allemagne avec la France, la Grande-Bretagne, la Russie, la Belgique, les États-Unis et l'Union soviétique. Cependant, dans le cas des relations avec la Pologne et la Tchécoslovaquie, il faut se rendre à l'évidence que le *Times* s'y intéresse beaucoup moins. Nous avons aussi étudié les articles portant sur les principaux politiciens allemands de l'époque tels Stresemann, Wirth, Marx, Cuno, Luther et Müller. Si nous savons aujourd'hui que la politique extérieure de la période 1924-1929 est largement celle de Stresemann, il n'en demeure pas moins que le chancelier et les diplomates jouent un rôle important et que la presse traite souvent d'eux; le gouvernement allemand

est vu comme un tout. De plus, nous avons analysé les sujets qui traversent la période tels les réparations, la révision des frontières à l'Est et la question de la culpabilité unique de l'Allemagne dans le déclenchement de la Grande Guerre. La *Minderheitenpolitik* (politique des minorités allemandes en Europe), sujet fort important à la compréhension de la politique allemande à l'Est, est très peu couverte pour des raisons de sources; le *Times* en traite rarement et superficiellement. Évidemment, les sujets d'actualité pour chaque année - par exemple, le plan Dawes en 1924, les accords de Locarno en 1925, l'entrée de l'Allemagne à la SDN en 1926- n'ont pas été négligés. En d'autres termes, nous avons recoupé les thématiques qui s'échelonnent sur plusieurs années et les événements ponctuels afin de dresser le portrait le plus exhaustif possible.

L'intérêt d'une telle étude est triple. D'abord, nous avons été étonné de constater qu'il n'existe pas d'analyse systématique de la perception de la presse britannique au sujet de la politique extérieure allemande des années 1920 Ceci est étrange puisque Stresemann recherche l'appui, ou du moins, la modération des Britanniques pour faire contrepoids aux exigences françaises. Néanmoins, l'ouvrage *The British Press and Germany, 1936-1939* de F. R. Gannon, dans lequel l'auteur fait une étude approfondie de sept journaux anglais, offre à la fois un point de comparaison et un modèle¹⁴. En ce sens, *The Roots of Appeasement : The British Weekly Press and Nazi Germany during the 1930s* de Benny Morris s'intéresse lui aussi aux années 1930¹⁵. Mentionnons finalement aussi une autre monographie s'intéressant à la période nazie et qui analyse le combat national-socialiste contre l'Église vu par les deux quotidiens libéraux; *Britische Presse und nationalsozialistischer Kirchenkampf : eine Untersuchung der "Times" und des "Manchester Guardian" von 1930 bis 1939* de Markus Huttner¹⁶. Il s'agit d'un autre modèle pour notre mémoire. Il convient donc de jeter les premiers jets d'une étude historique sur la presse britannique et la politique extérieure allemande dans les années 1920.

¹⁴ F. R. Gannon, *The British Press and Germany, 1936-1939*, Oxford, Clarendon Press, 1971.

¹⁵ B. Morris, *The Roots of Appeasement : The British Weekly Press and Nazi Germany during the 1930s*, London, Frank Cass, 1992.

¹⁶ M. Huttner, *Britische Presse und nationalsozialistischer Kirchenkampf : eine Untersuchung der "Times" und des "Manchester Guardian" von 1930 bis 1939*, Paderborn, F. Schöningh, 1995.

Ensuite, cette étude s'insère à la fois dans les domaines de l'histoire politique et de l'histoire des représentations. L'histoire politique parce que son sujet est éminemment politique; l'histoire des représentations puisque la presse n'offre pas un reflet de l'histoire, mais bien une interprétation subjective de celle-ci. Ainsi, et c'est le deuxième intérêt, la perception de la presse britannique de la politique étrangère allemande s'avère une excellente façon de comprendre la dynamique entre journalistes étrangers - que Stresemann adorait « renseigner » lors des *Freitagnachmittag-Pressetee*, (les thés pour la presse du vendredi après-midi)¹⁷ - et politique extérieure qui se répercute souvent sur la prise de décision gouvernementale en ce début de l'ère des médias de masse et de la démocratie parlementaire britanniques. Il est d'autant plus intéressant de l'analyser que la Première Guerre mondiale a été le point de départ d'un intérêt marqué, par le *Foreign Office*, pour la presse et l'opinion publique, en ce sens que la presse de masse devient un acteur incontournable de la vie politique et diplomatique britannique¹⁸. En effet, malgré son poids grandissant depuis la guerre de Crimée (1853-1856), l'opinion publique britannique prend une importance particulière après la Grande Guerre. Le troisième intérêt est donc d'apporter une analyse des représentations politiques qui offre un angle d'approche différent des études diplomatiques et strictement politiques. En ce sens, ce témoin privilégié des événements de l'entre-deux-guerres aide à saisir la perception d'une partie importante de l'opinion publique britannique.

Ainsi, notre mémoire vient porter un regard inédit sur la période 1924-1929 puisqu'il se démarque des études se basant sur les archives diplomatiques et économiques. Bien que modeste, cet effort aide à infirmer ou à confirmer certaines thèses couramment défendues dans l'historiographie de l'entre-deux-guerres. Notre recherche apporte donc une contribution aux cinq problématiques décrites dans les paragraphes suivants.

¹⁷ C. Baechler, *Gustave Stresemann (1878-1929) : de l'impérialisme à la sécurité collective*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1996, p.480-484.

¹⁸ P. Taylor, « Publicity and Diplomacy : The Impact of the First World War Upon Foreign Office Attitudes Towards the Press », in D. Dilks (ed.), *Retreat From Power. Studies in Britain's Foreign Policy of the Twentieth Century, Volume I 1906-1939*, London/Basingstoke, MacMillan Press Ltd, 1981, p.42-63.

Les spécialistes séparent souvent « l'ère Stresemann » en deux, soit la stabilisation de la République de 1924 à 1926 et l'apparition de nouveaux problèmes de 1927 à 1929. En conséquence, le premier objectif de notre recherche est d'étudier si la presse britannique perçoit une différence de méthodes et de ton entre les demandes révisionnistes de Stresemann de 1924 à 1929. Le défi principal des dirigeants occidentaux est d'appréhender la transformation du révisionnisme allemand tout au long de l'entre-deux-guerres¹⁹. Il semble qu'ils se retrouvent toujours une étape derrière les revendications réelles des Allemands; les dirigeants « alliés » ne comprennent pas que le révisionnisme de Stresemann n'est pas celui de Rathenau, que celui de Brüning n'est pas celui de Stresemann et ainsi de suite. En ce sens, notre analyse de l'évolution de la perception de la presse britannique libérale incorpore la notion de « décalage » des politiciens. Les journalistes étaient-ils, eux aussi, en retard sur les revendications allemandes? Voici un deuxième objectif.

Le débat historiographique portant sur Gustav Stresemann – et qui existait déjà de son vivant - offre la meilleure façon d'appréhender la vision du quotidien. Le débat se situe principalement à deux niveaux et s'inscrit dans la polémique sur la continuité de la politique allemande. D'une part, on se questionne sur la sincérité de son rattachement à la République de Weimar, étant donné qu'il fut un ardent annexionniste durant la Grande Guerre. Notre troisième objectif est d'analyser la perception du quotidien au sujet de cette question. D'autre part, on s'interroge sur l'étendue de son programme de révision du Traité de Versailles. En d'autres termes, Stresemann accorde-t-il une place hégémonique ou prépondérante à l'Allemagne? Est-il européiste ou hégémoniste? Un quatrième objectif consiste donc à étudier la perception du *Times* de l'étendue de son programme de révision de Versailles.

Le cinquième et dernier objectif se rapporte à l'histoire britannique. L'historiographie de la Grande-Bretagne sur l'entre-deux-guerres perçoit de plus en plus des signes d'*appeasement* dans la politique britannique des années 1920, soit plusieurs

¹⁹ P. Grosser, *Pourquoi la 2^e Guerre mondiale?*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999, p.62 et 192.

années avant l'*appeasement* de Chamberlain face à Hitler²⁰. Comme l'explique David Reynolds : « Au niveau de la défense et de la diplomatie, les problèmes de la Grande-Bretagne dans les années 1930 ont été façonnés par les politiques des années 1920 »²¹. D'ailleurs, on peut considérer que le Traité de Versailles, en tant que texte évolutif (par exemple, le montant des réparations n'était pas fixé), représentait une porte ouverte au révisionnisme afin de satisfaire un éventuel refus allemand face au traité²². Nous savons que les quotidiens et la BBC ont été manipulés par le gouvernement dans les années 1930 et que, par le fait même, ils étaient très près des positions de Londres²³. Nous souhaitons donc étudier le *Times* en cherchant des traces d'*appeasement* envers la politique étrangère allemande des années Stresemann afin de voir si la position de la presse britannique des années 1930 prend racine dans les années 1920. Pour faciliter notre analyse, nous avons utilisé des publications portant sur la presse britannique²⁴, sur l'histoire du *Times*²⁵, ainsi que sur les liens existant, d'une part, entre presse et histoire²⁶ et, d'autre part, entre mentalités collectives et relations internationales²⁷.

²⁰ On parle souvent de différentes phases d'*appeasement* (une tradition qui remonte, pour certain, au XIX^e siècle) et de différents champs d'application de l'apaisement (politique, militaire, économique, etc.). Voir : P. Kennedy, *The Realities Behind Diplomacy. Background Influences on British External Policy, 1865-1980*, Glasgow, Fontana Press, 1981, p.223-257; P. Kennedy, *Strategy and Diplomacy 1870-1945*, London, George Allen & Unwin, 1983, p.13-39; G. Schmidt, *The Politics and Economics of Appeasement*, trans. J. Bennett-Ruete, Leamington Spa/Hamburg/New York, Berg, 1986; K. Robbins, *Appeasement*, Oxford, Blackwell, 1988. Voir aussi le chapitre historiographique sur ce sujet extrêmement complexe dans P. Grosser, *Pourquoi la 2^e Guerre mondiale? ...* p.163-222.

²¹ D. Reynolds, *Britannia Overruled. British Policy & World Power in the 20th Century*, London/New York, Longman, 1992, p.120. Voir aussi: A. Lentin, *Lloyd Georges, Woodrow Wilson, and the Guilt of Germany: An Essay in the Pre-history of Appeasement*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1985.

²² G.-H. Soutou, « Les Occidentaux et l'Allemagne durant l'entre-deux-guerres »... p.169-170.

²³ A. Adamthwaite, "The British Government and the Media, 1937-1938", *Journal of Contemporary History*, Vol. 18, no. 2, 1983, p. 281-297; R. Cockett, *Twilight of Truth: Chamberlain, Appeasement and the Manipulation of the Press*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1989.

²⁴ S. J. Potters, *News and the British world: the emergence of an imperial press system, 1867-1922*, Oxford/Clarendon/New York, Oxford University Press, 2003; R. Marx, « Presse et propagande politique dans l'Angleterre de l'Entre-deux-guerres », in J.C. Sergeant (ed.), *Visages de la presse britannique*, Nancy, Presses de l'Université de Nancy, 1987, p.23-28.

²⁵ O. Woods & J. Bishop, *The Story of the Times*, London, M. Joseph, 1983; W. D. Bowman, *The Story of the Times*, London, G. Routledge, 1931.

²⁶ S. Oskamps, *Attitudes and Opinions*, 3rd ed., London, Prentice-Hall International, 2005; H. Cooper & G. Robinson, *How to study Mass Media Effects*, Montreal, McGill University Press, 1974.

²⁷ *Actes du 113^e Congrès International des Sociétés Savantes, Presse, radio et histoire*, tome 1, Paris, CTHS, 1989; P. Milza, « Mentalités collectives et relations internationales », *Relations internationales*, 41, 1985, p.93-109; R. Frank, « Penser historiquement les relations internationales », *Annuaire français des relations internationales*, 2003, p.42-65.

La question de l'occupation de la Ruhr, bien qu'extrêmement importante, ne sera pas abordée dans ce mémoire pour trois raisons principales. D'abord, Stresemann n'y participe que brièvement en tant que chancelier et ministre des Affaires étrangères puisqu'il entre en fonction qu'à la fin du mois d'août 1923, soit à peine un mois avant de mettre fin à la résistance passive. Le *Times* ne peut pas réellement se positionner sur la politique de Stresemann en si peu de temps. Ensuite, cet événement est d'une extrême complexité. Nous avons donc décidé de la laisser de côté plutôt que de la traiter en surface. Finalement, bien que la crise de la Ruhr se termine officiellement avec la politique d'exécution menée par Stresemann, la question de l'évacuation de la Ruhr reste au centre des préoccupations française et allemande durant toute la période. Il est donc possible d'avoir une excellente idée de la vision du quotidien au sujet de l'occupation.

Après avoir replacé le sujet dans son contexte historique et historiographique, nous débuterons l'analyse de la politique étrangère allemande telle que perçue par le *London Times* pour la période 1924-1929. Les deux chapitres suivants reprennent la division traditionnelle de « l'ère Stresemann », soit la stabilisation de la République de 1924 à 1926 et l'apparition de nouveaux problèmes de 1927 à 1929. Chaque section recoupe les différents thèmes mentionnés plus haut, c'est-à-dire les sujets de « longue durée » tels les réparations et l'évacuation de la Rhénanie ainsi que les sujets « ponctuels », tels les accords de Locarno et les entretiens de Thoiry.

Chapitre 1

Contexte historique et historiographique: la politique étrangère allemande des années 1920

La politique de Locarno est incompatible avec la politique de la méfiance, de la violence (*Gewalt*), de l'oppression. Elle est la politique de la compréhension (*Verständigung*) et de la libre volonté. Elle est la politique de la croyance (*Glaubens*) en un futur nouveau et devrait être, à l'égard de la politique du passé, la politique du futur». – Gustav Stresemann¹

La politique révisionniste de Stresemann mérite une attention particulière puisqu'elle occupe une position centrale dans la politique étrangère allemande de l'entre-deux-guerres. Après avoir expliqué le contexte de l'avènement de la République de Weimar ainsi que de la politique étrangère menée avant l'arrivée de Stresemann, nous allons nous intéresser au révisionnisme de « l'ère Stresemann ». Il sera notamment question de deux visions opposées de la politique de Stresemann, l'une le voyant comme hégémoniste et l'autre comme « européiste ».

1.1 La fin de l'Empire, la défaite, le Traité de Versailles, l'instabilité révolutionnaire (1918-1920)

Le révisionnisme et la politique étrangère allemande des années 1920 sont incompréhensibles sans quelques explications historiques préalables. L'Allemagne de l'entre-deux-guerres est d'abord le produit de la fin du *Kaiserreich* fondé en 1871 par Otto von Bismarck après les trois guerres d'unification contre le Danemark, l'Autriche et la France. En déclarant que l'Allemagne est « un pays saturé », Bismarck insinue que le Reich n'a plus de prétentions territoriales, ce qui le pousse à rechercher l'équilibre des puissances en Europe et à prévoir des guerres défensives sur un seul front à la fois, d'où la complexité des « systèmes bismarckiens »². Avec la démission forcée de Bismarck en 1890 et la prise effective du pouvoir par Guillaume II toute de suite après une « période

¹ Discours prononcé le 29 juin 1927 lors de la réception du prix Nobel de la paix, cité dans : C. Baechler, « La politique de paix de Stresemann: réalisme ou conviction? », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 35, n.1, 2003, p.17.

² G. Mann, *The History of Germany Since 1789*, trans. M. Jackson, London, Penguin Books, 1968 [1958], p.285-330 et 363-387.

d'observation »³, l'Allemagne se lance dans une *Weltpolitik* (politique à prétention mondiale). Le Reich cherche, d'une part, à fonder des colonies - ce qui l'oblige nécessairement à se heurter aux autres puissances, notamment l'Angleterre - et, d'autre part, une position hégémonique en Europe continentale. Ce que l'Allemagne désire, c'est remplacer l'ordre européen dominé par l'Angleterre par un ordre mondial où l'Angleterre serait une puissance au même titre que les autres et où l'Allemagne pourrait développer son plein potentiel économique⁴. La croyance en une superpuissance allemande, héritée de l'époque wilhelmienne, joue sur la suite des événements puisque l'Allemagne des années 1920 cherchera elle aussi un statut de grande puissance⁵. Par un jeu complexe des forces profondes et des échanges diplomatiques⁶, le Reich se retrouve en guerre en 1914 et subit la défaite quatre années plus tard.

Cette défaite, le peuple allemand n'y est pas préparé puisque l'armée allemande n'a pas été battue sur son territoire et que la propagande demeure forte jusqu'au mois d'août 1918⁷. Quelques mois après l'armistice du 11 novembre 1918, le Traité de Versailles - à l'élaboration duquel l'Allemagne n'a pas participé mais qu'elle a dû signer le 28 juin 1919 - donne un autre coup dur au moral allemand déjà affaibli. Les clauses, que les Allemands espéraient « justes » étant donné les 14 points de Wilson, sont au contraire très sévères : perte d'un dixième de sa population et d'un septième de son territoire par le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, par l'amputation de territoires à majorité allemande en Pologne, par le retour des cantons d'Eupen et Malmédy à la Belgique; démilitarisation de la Rhénanie, cœur industriel de l'Allemagne, pour quinze ans; interdiction d'effectuer l'*Anschluss* de l'Autriche et de l'Allemagne; limitation à 100 000 soldats pour l'armée et prohibition de posséder une artillerie lourde,

³ Voir l'explication de C. Baechler, *Guillaume II d'Allemagne*, Paris, Fayard, 2003, p.98-127.

⁴ S. Haffner, *De Bismarck à Hitler. Une histoire du Reich allemand*, trad. C. Vernier, Paris, Éditions la Découverte, 1991 [1987], p.56.

⁵ M. M. Lee & W. Michalka, *German Foreign Policy 1917-1933: Continuity or Break?*, Lemington Spa, Berg, 1987, p.150.

⁶ Pour une explication des causes de la guerre, voir entre autres: J. Droz, *Les causes de la Première Guerre mondiale. Essai d'historiographie*, Paris, Éditions du Seuil, 1973. Pour une historiographie de la Grande Guerre dans son ensemble: A. Prost & J. Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Éditions du Seuil, 2004. (*Points/Histoire*, H336). Pour une explication des buts de guerre économiques : G.-H. Soutou, *L'or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1989.

⁷ S. Haffner, *De Bismarck à Hitler ...* p.100.

une aviation militaire et des chars d'assaut; responsabilité unique et « morale » du déclenchement de la guerre qui astreint l'Allemagne à payer des réparations au montant indéterminé⁸.

Ces conditions draconiennes ont des conséquences importantes puisque la majorité de la population les rejette. D'abord, l'article 231 accordant la responsabilité unique et morale du Reich - du moins dans l'esprit des Allemands⁹ - pour le déclenchement de la guerre rend impensable une acceptation du « diktat » de Versailles pour la grande majorité des citoyens¹⁰, ce qui explique la *Widerstandspolitik* (politique de résistance) comme solution préconisée au début de la République. Cet article explique aussi les attaques incessantes contre le Traité de Versailles et contre tous ceux qui tentent de l'honorer¹¹. Les valeurs anti-démocratiques et militaristes héritées du II^e Reich ne font qu'accentuer les tensions. De plus, ces clauses poussent les gouvernements weimariens à rechercher le retour des régions perdues et suscitent la *Minderheitenpolitik* (politique des minorités allemandes en Europe). Ces deux questions, notamment la rétrocession du « corridor polonais » et la protection des minorités allemandes en Pologne, perturbent grandement les relations internationales tout au long de l'entre-deux-guerres¹².

⁸ Sur Versailles: M. F. Boemecke, G. D. Feldman & E. Glaser (eds.), *The Treaty of Versailles. A Reassessment after 75 Years*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998; M. Macmillan, *Peacemakers. The Paris Conference of 1919 and Its Attempt to End War*, London, John Murray, 2001.

⁹ Il est intéressant de noter que malgré l'idée répandue en Allemagne que le Traité de Versailles parlait d'une faute unique et morale du Reich, aucun passage dans le texte ne l'affirme implicitement. Il n'en demeure pas moins que le mythe est habilement maintenu et déstabilise la République. Voir : B. Poloni, « Weimar : des républicains en quête de république », in G. Krebs et G. Schneilin (éds.), *Weimar, ou, De la démocratie en Allemagne*, Asnières, PIA, 1994, p.74, note 18.

¹⁰ M. M. Lee & W. Michalka, *German Foreign Policy 1917-1933 ...* p.150.

¹¹ Voir, entre autres: R. P. Grathwol, *Stresemann and the DNVP: Reconciliation or Revenge in German Foreign Policy, 1924-1928*, Lawrence, Regents Press of Kansas, 1980; K. Sontheimer, « La culture politique de la République de Weimar », trad. V. Robert, in G. Krebs et G. Schneilin (éds.), *Weimar, ou, De la démocratie en Allemagne*, Asnières, PIA, 1994, p.81-90.

¹² Voir par exemple, P. Krüger, « La politique extérieure allemande et les relations franco-polonaises (1918-1932) », trad. E. Pietri et G.-H. Soutou et G.-H. Soutou, « L'alliance franco-polonaise (1925-1933) ou comment s'en débarrasser? », *Revue d'histoire diplomatique*, 95, 1981, p.264-294 et p. 295-348; C. Fink, « Stresemann's Minority Policies, 1924-29 », *Journal of Contemporary History*, 14, 3, 1979, p.403-422; J. Hiden, « The Weimar Republic and the problem of the *Auslandsdeutsche* », *Journal of Contemporary History*, 12, 1977, p.273-289.

Ensuite, l'Allemagne, réduite à une force militaire de 100 000 hommes – bien que cette clause ne soit jamais respectée –, doit changer drastiquement sa politique extérieure. En effet, l'utilisation de la force est jugée « comme la continuation de la politique par d'autres moyens » (selon les termes de Clausewitz¹³) par tous les gouvernements allemands tout au long du XIX^e siècle et ceci ne change pas avec le Traité de Versailles¹⁴. Les dirigeants de la République se trouvent devant une nouveauté, c'est-à-dire mener une politique étrangère sans force armée pour la soutenir, ce qui les pousse à croire que l'Allemagne est devenue une puissance de second ordre et que cela doit signifier, pour plusieurs, « la fin de toute politique étrangère pour l'Allemagne »¹⁵. Il faut donc pour la jeune République inventer une nouvelle façon d'exécuter la politique internationale. De plus, la démilitarisation de la Ruhr rendra possible son occupation par la France en 1923 et débouchera sur une crise dont la République ne se remettra pas¹⁶. Finalement, les réparations immenses qui découlent de ce traité de paix mènent à l'affrontement ouvert entre la France et l'Allemagne, mais aussi aux plans Dawes et Young. Comme l'écrit Golo Mann : « Disons simplement que le principe des réparations tel qu'appliqué par le Traité de Versailles a créé treize années de chaos et de folie et qu'il ne pouvait en être autrement »¹⁷.

Versailles jette donc les bases du révisionnisme et de la politique étrangère allemande de l'entre-deux-guerres et contient les germes d'une instabilité patente. Tous les partis s'entendent sur la nécessité de se libérer de ces clauses jugées inacceptables. Là où ils voient les choses autrement, c'est sur les méthodes et le ton à employer. C'est dans ce contexte de défaite et de dureté des dispositions du traité de paix, mais aussi de

¹³ Sur Clausewitz et son influence sur les militaires allemands, voir, entre autres, les travaux de Raymond Aron, spécifiquement : R. Aron, *Sur Clausewitz*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1987; R. Aron, *Penser la guerre, Clausewitz*, Paris, Gallimard, 1976, 2 vol.

¹⁴ G. Post Jr. *The Civil-Military Fabric of Weimar Foreign Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1973, p.167.

¹⁵ B. Knauss, «Politik ohne Waffen. Dargestellt an der Diplomatie Stresemanns», *Zeitschrift für Politik*, X, 1963, p.249.

¹⁶ C. Fischer, «Continuity and Change in Post-Wilhelmine Germany. From the 1918 Revolution to the Ruhr Crisis», in G. Eley & J. Retallack (eds.), *Wilhelmism and its legacies: German modernities, imperialism, and the meanings of reform, 1890-1930: essays for Hartmut Pogge von Strandmann*, New York, Berghahn Books, 2003, p.202-218; A. Adamthwaite, *Grandeur and Misery: France's bid for power in Europe 1914-1940*, London, New York/Sydney, Arnold, 1995, p.107.

¹⁷ G. Mann, *The History of Germany Since 1789 ...* p.569.

perturbations révolutionnaires, que la République fait ses premiers pas. La Révolution spartakiste, refusée tant par les sociaux-démocrates (SPD) que la droite et l'extrême droite (DNVP), ébranle la politique interne et externe de la jeune démocratie. Mais les troubles ne viennent pas que des communistes. L'extrême droite tente plusieurs coups d'État qui échouent et rejette la défaite militaire sur les démocrates antinationalistes qui ont signé l'armistice¹⁸. Elle se défend par l'idée d'un coup de poignard dans le dos par les juifs et les « défaitistes » (*Dolchstoßlegende*)¹⁹. Cette *Dolchstoßlegende*, dont ils se serviront pour discréditer le nouveau régime, déstabilise la politique allemande puisqu'elle a l'appui d'une grande majorité de la population qui ne peut accepter une défaite alors qu'en 1918 on lui faisait encore miroiter l'utopie de la victoire imminente. Avec tous ces éléments mis ensemble, et malgré le fait qu'une grande partie de la population demandait une réforme du système politique en Allemagne par la mise de l'avant d'un véritable régime parlementaire avant la guerre²⁰, il n'est pas surprenant que la majorité de la population repousse le nouveau régime qu'elle considère comme un corps étranger à la nation allemande.

1.2 Le départ de Rathenau, le retour à la *Widerstandspolitik* et l'occupation de la Ruhr (1922-1923)

On doit d'abord traiter de Walther Rathenau si l'on veut comprendre la politique de Stresemann. En effet, Rathenau est le premier à pratiquer une *Erfüllungspolitik* (politique d'exécution) qui, jusqu'à la conférence de Gênes, tente désespérément de s'entendre avec les Alliés. L'ensemble de ses efforts se dirige vers une amélioration des relations entre l'Allemagne, la France et l'Angleterre. Sa position à l'égard de la Russie soviétique se caractérise par un maintien de relations cordiales et un refus de s'associer contre les pays occidentaux. Le révisionnisme de Rathenau se définit ainsi par une réelle

¹⁸ R. Poidevin, *L'Allemagne de Guillaume II à Hindenburg ...* 1972, p.238-247. Par exemple, voir l'explication de Ian Kershaw au sujet de la tentative de coup d'État par Hitler en 1923 : I. Kershaw, *Hitler. 1889-1936: Hubris*, London, Penguin Book, 2001 [1998], p.169-219

¹⁹ Voir l'étude complète de Pierre Jardin, *Aux racines du mal. 1918 le déni de défaite*, Paris, Tallandier, 2005.

²⁰ H. A. Winkler, *Histoire de l'Allemagne XIX^e-XX^e siècle. Le long chemin vers l'Occident*, trad. O. Demange, Paris, Fayard, 2005 [2000], p.333.

volonté de paix et de compromis afin d'en venir à un retour du Reich au statut de grande puissance ainsi qu'à l'élaboration d'une Europe économiquement forte²¹.

Le départ de Rathenau, puis sa mort le 24 juin 1922, ont pour effet de rediriger la politique étrangère allemande vers la *Widerstandspolitik* (politique de résistance). Cette politique de résistance, ainsi que la signature du Traité de Rapallo avec la Russie, amène une « guerre froide » avec la France qui débouche sur l'occupation de la Ruhr. La France définit trois objectifs principaux pour la conduite de sa politique étrangère au lendemain de la Grande Guerre: la rétrocession de l'Alsace-Lorraine perdue en 1871 aux mains de Bismarck, la sécurité nationale et la nécessité d'obtenir le paiement des réparations allemandes. Par ces trois priorités, Paris désire s'assurer que l'Allemagne ne sera plus en mesure d'assaillir son territoire comme elle le fit en 1914. Le but ultime est de stabiliser le rapport de force entre les deux pays, l'Allemagne étant plus peuplée et plus riche que la France, et ainsi, pouvoir instaurer une Europe française²². Cette vision « traditionnelle » est aujourd'hui remise en question comme l'explique Pierre Grosser : les travaux récents d'historiens démontrent que la France et l'Allemagne auraient été en équilibre fragile jusqu'à 1935 en ce qui concerne la production industrielle. Pour d'autres, cette adéquation ne s'appliquerait pas à l'industrie lourde²³. Quoi qu'il en soit, il semble que les dirigeants français étaient conscients des limitations françaises.

Le Traité de Versailles de 1919 garantit le premier objectif français : l'Alsace et la Lorraine redeviennent des territoires français. Il ne reste alors que deux objectifs à atteindre. La question de la sécurité du territoire français est au centre des préoccupations des décideurs français en matière de relations extérieures tout au long de l'entre-deux-guerres; le paiement des réparations allemandes vient appuyer cette

²¹ Voir notamment : P. Létourneau, *Walther Rathenau (1867-1922)*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1996; P. Létourneau, «L'échec des premières tentatives allemandes d'organisation d'une paix durable dans l'après-guerre : les deux ministères de Walther Rathenau », *XIX Acta- International Colloquium of Military History*, Istanbul, 1993; H. G. Kessler, *Walther Rathenau. His Life and Work*, London, Gerard Howe Ltd, 1929.

²² J. Néré, *The Foreign Policy of France from 1914 to 1945*, London/ Boston, Routledge and Kegan Paul, 1975, p.12-21. J. Bariéty, *Les relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale : 10 novembre 1918 au 10 janvier 1925 : de l'exécution à la négociation*, Paris, Édition Pedone, 1977, p.121-149 et 750 (*Série internationale*, 8).

²³ P. Grosser, *Pourquoi la 2^e Guerre mondiale?*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999, p.66.

question. Pour modifier le rapport de force entre les deux voisins, les dirigeants français tentent de se rapprocher de l'Angleterre à plusieurs reprises sans qu'aucun accord ne soit conclu puisque les intérêts nationaux anglais et français divergent. En fait, l'Angleterre n'a aucune raison d'offrir une alliance concrète. Elle favorise plutôt l'équilibre des puissances continentales et tente ainsi de freiner les demandes françaises²⁴.

Ne se faisant pas d'illusions quant à la possibilité d'obtenir une garantie anglaise, la France doit tenter de se protéger par ses propres moyens. Malgré les tentatives d'assurer la sécurité française par les clauses économiques, militaires et morales du Traité de Versailles, Paris juge toujours ces engagements insuffisants. La France et l'Allemagne entrent alors dans une « guerre froide » franco-allemande qui atteint son point culminant avec l'épreuve de force finale, l'occupation de la Ruhr à l'été 1923. Le gouvernement allemand demande alors à la population de résister passivement contre l'invasion franco-belge. La période de résistance passive se caractérise par le refus allemand de coopérer avec la Mission interalliée de contrôle des usines et des mines (MICUM) et la volonté de Poincaré d'exécuter le Traité de Versailles à la lettre. Comme la résistance passive prend davantage d'importance à chaque jour, la France, secondée par la Belgique, applique le plan en trois étapes qu'elle prépare depuis 1920 : elle établit une frontière interallemande (séparant ainsi les territoires occupés et les territoires non occupés), contrôle les chemins de fers et expulse des milliers d'Allemands, notamment les fonctionnaires²⁵.

Gustav Stresemann devient alors chancelier le 13 août 1923 et décide d'arrêter la résistance passive pour deux raisons principales: d'abord, l'Allemagne ne peut gagner cette lutte puisque le pays est au bord de la faillite et, ensuite, le Reich allemand est le théâtre d'affrontements quotidiens qui risquent de détruire l'unité de la nation. Or, toute l'action de Stresemann est dirigée vers le maintien du Reich depuis le putsch Kapp-

²⁴ Pour la période 1920-1922, voir : J. Bariéty, «Le projet de pacte franco-britannique, 1920-1922», *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 193, 1999, p.83-99. Pour la période 1922-1925, voir : F. Gendron, *La question d'une contribution britannique à la sécurité française de Cannes à Locarno entre 1922 et 1925*, Montréal, Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 1986, p.123-208.

²⁵ J. Bariéty, «La "guerre froide" franco-allemande: 1920-1923», in J. Bariéty & R. Poidevin, *Les relations franco-allemandes, 1815-1975*, Paris, Armand Colin, 1977, p.251-252 (*Série Histoire Contemporaine*).

Lüttwitz en 1920 puisqu'il croit que l'unité de la nation représente la seule valeur sur laquelle repose réellement la civilisation allemande. Le 26 septembre, il ordonne aux Rhénans de retourner au travail, et ce, en coopérant avec les occupants français et belges. Il s'agit du retour à l'*Erfüllungspolitik* (politique d'exécution). Cet épisode fait prendre conscience aux deux voisins, mais aussi aux États-Unis et à la Grande-Bretagne qui s'étaient montrés discrets, que la situation ne peut plus durer : il faut trouver une solution à cette crise²⁶.

Ce sentiment est consolidé par la peur grandissante des dirigeants occidentaux de voir se rapprocher davantage les deux laissés-pour-compte de Versailles, l'Allemagne et l'URSS. En effet, le Traité de Rapallo du 16 avril 1922 entre l'Union soviétique et l'Allemagne, par lequel les relations diplomatiques et économiques entre les deux pays reprenaient, avait donné un coup important à l'ordre versaillais²⁷. Les Occidentaux ne pouvaient se permettre qu'une alliance s'établisse entre ces deux grandes puissances éventuelles. La décision de rechercher la détente des relations franco-allemandes est aussi renforcée par l'arrivée au pouvoir, le 11 mai 1924, du Cartel des gauches dirigé par Édouard Herriot. Cependant, la politique du Cartel envers l'Allemagne diffère de celle de ses prédécesseurs seulement dans la méthode à utiliser afin d'arriver à des buts similaires : alors que Poincaré favorise la confrontation, le Cartel propose la conciliation et le compromis²⁸. De plus, la volonté croissante de coopération du ministre des Affaires étrangères allemand Stresemann ouvre la porte aux négociations. Avec Chamberlain à sa tête, le gouvernement travailliste au pouvoir en Angleterre favorise également la mise en place d'une situation de détente²⁹.

²⁶ C. Baechler, *Gustave Stresemann (1878-1929): de l'impérialisme à la sécurité collective*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1996, p.354-362 (*Les mondes germaniques*).

²⁷ La peur était d'ailleurs fondée et les échanges militaires s'accroissaient toujours davantage entre les deux pays : G. Post Jr., *The Civil-Military Fabric of Weimar Foreign Policy ...* p.110-129. L'importance des relations germano-soviétiques pour la reconstruction de la Reichswehr est décrite dans J.C. Corum, *The Roots of Blitzkrieg. Hans von Seeckt and German Military Reform*, Lawrence, University Press of Kansas, 1992.

²⁸ A. Adamthwaite, *Grandeur and Misery ...* p.103.

²⁹ J.-B. Duroselle, « Reconsiderations. The Spirit of Locarno: Illusions of Pactomania », *Foreign Affairs*, 50, 1972, p.752-753.

1.3 Le révisionnisme de Stresemann (1923-1929)

Gustav Stresemann, qui occupe le poste de chancelier du mois d'août au mois d'octobre 1923 et celui de ministre des Affaires étrangères de 1923 jusqu'à sa mort en 1929, arrive donc au pouvoir dans une situation politique très difficile, tant au niveau intérieur qu'extérieur. La personnalité et le parcours de Stresemann méritent une attention particulière si l'on désire comprendre sa politique extérieure. De son vivant, il provoquait des opinions contradictoires: pour les uns, il redonnait à l'Allemagne son prestige perdu lors de la Grande Guerre alors que, pour les autres, il trahissait les intérêts nationaux. Par exemple, Sebastian Haffner écrit dans son *Histoire d'un Allemand (1914-1933)*: « Tant que Stresemann était ministre des Affaires étrangères, on se souciait assez peu du chancelier. Sa mort était le début de la fin »³⁰. Cette citation offre une évaluation de l'espoir qu'il pouvait éveiller chez certains Allemands de l'époque. La personnalité complexe du personnage explique en partie ces deux visions inverses. L'historien britannique Jonathan Wright affirme que Stresemann a de la difficulté à inspirer confiance en partie à cause de son ambition palpable et de son statut de « politicien professionnel »³¹ qui a appris l'art de survivre dans un système hautement instable ». Citant Lord D'Abernon, il ajoute que son intelligence, sa rapidité et son sens des décisions lui valent injustement la réputation d'être insouciant et imprudent ainsi que de manquer de conviction³².

Son parcours, riche et inhabituel, sert aussi à la compréhension d'une telle dichotomie d'opinion. Né en 1878 à Berlin d'un père distributeur de bière fervent des idéaux libéraux des années 1830-1840, il entreprend des études d'économie politique en

³⁰ S. Haffner, *Histoire d'un Allemand (1914-1933)*, édition augmentée, trad. B. Hébert, Paris, Actes Sud, 2003 [2000], p.131. (*Babel*, 653). Le texte fut publié pour la première fois en 2000 dans sa version allemande après qu'un manuscrit écrit dans les années 1930 ait été découvert.

³¹ Référence à la catégorisation politique de Max Weber développée dans *Politik als Beruf*: M. Weber, *Wissenschaft als Beruf, 1917/1919 ; Politik als Beruf, 1919*, heraus. von W. J. Mommsen und W. Schluchter ; in Zusammenarbeit mit B. Morgenbrod, Tübingen , J.C.B. Mohr, 1992. Voir une courte étude sur Stresemann et Weber: G. Hübinger, « Gustav Stresemann and Max Weber : Politics and Scholarship », in W. J. Mommsen & J. Osterhammel (eds.), *Max Weber and his Contemporaries*, London, Unwin Hyman, 1987, p.323-333.

³² J. Wright, *Gustav Stresemann. Weimar's Greatest Statesman*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p.505-506.

1897 à l'Université de Berlin. À cette époque, il devient membre des *Burschenschaften* (corporations étudiantes des jeunes libéraux), mais quitte rapidement puisqu'elles s'assimilent trop aux *Korps* aristocratiques que Stresemann déteste. Il devient alors un membre actif des *Reformburschenschaften* (corporations étudiantes des jeunes libéraux réformistes) et effectue ainsi ses premiers pas en « politique » et en tant qu'orateur. Il devient nationaliste en lisant les écrits de Friedrich Naumann qui prône, d'une part, l'unité du Reich et des travailleurs en une seule entité et, d'autre part, la construction d'une *Mitteleuropa* sous domination allemande. En 1898, il se dirige vers l'Université de Leipzig où il entreprend un doctorat sur le développement de l'industrie des bouteilles de bière à Berlin, un monde qu'il connaît bien pour y avoir grandi. Sa thèse, acceptée en 1901, lui ouvre les portes du marché du travail.

Durant les années 1901-1914, il se consacre principalement à deux tâches reliées entre elles; organiser l'industrie manufacturière de la Saxe et monter les échelons du *Nationalliberale Partei* (NLP, Parti national libéral). Après un désaccord avec son parti, il fonde le *Deutsche Volkspartei* (DVP, Parti populaire allemand) en 1918. Son succès instantané dans les deux sphères principales de sa vie lui apporte une certaine notoriété. Il se fait le défenseur acharné de la guerre sous-marine à outrance de Tirpitz, cette décision désastreuse qui coûtera cher à l'Allemagne durant la Grande Guerre. Durant celle-ci, il s'avère aussi un ardent impérialiste et un annexionniste avoué. À l'époque du putsch Kapp de mars 1920, il hésite entre l'alignement à la République de Weimar et le soutien aux putschistes. Selon l'expression de Henry Ashby Turner, Stresemann est un « fellow traveler on the right », c'est-à-dire qu'il n'est pas tout à fait gagné à la démocratie puisqu'il ne condamne pas publiquement le putsch Kapp; il est dans un « entre-deux »³³.

De 1920 à 1923, son désir d'entrer au gouvernement est fort, mais, jugeant que le temps est trop peu propice pour son baptême politique, il attend. Son attente s'explique aussi par le fait que ses prises de positions impérialistes et monarchistes le

³³ H. A. Turner, *Stresemann and the politics of the Weimar Republic*, Princeton, Princeton University Press, 1963, p. 66-67 et 265.

rendaient inaptes, aux yeux de plusieurs, à servir dans un système démocratique. Malgré le fait qu'il ne s'agisse pas d'un moment aisé – la République est alors le théâtre de la pire crise de sa jeune existence - il devient chancelier de l'Allemagne démocratique en août 1923 pour une période de 100 jours. Il met fin à la résistance passive et entreprend la « *Westorientierung* » - l'orientation à l'ouest – que l'on peut définir comme « une tactique dialectique d'exécution-révision du Traité de Versailles par la pratique de la négociation continue avec les puissances occidentales »³⁴.

Devenu ministre des Affaires étrangères, les décisions importantes se multiplient : signature du plan Dawes en 1924, accords de Locarno en 1925, entrée à la Société des Nations (SDN) et accord de Berlin en 1926. À partir de 1926, au plus tard, Stresemann se fait le promoteur d'une communauté européenne: plutôt étonnant pour quelqu'un qui s'affichait ouvertement annexionniste et monarchiste huit années auparavant. En ce sens, il accepte de participer à la tentative de rendre la guerre illégale en signant le pacte Briand-Kellog en 1928. L'année de sa mort, 1929, il réussit à obtenir le plan Young pour remplacer le plan Dawes qui arrive à échéance ainsi que l'évacuation de la Ruhr pour 1930, soit cinq ans avant la date prévue par le Traité de Versailles³⁵.

Les discours et les écrits souvent contradictoires de Stresemann n'ont pas aidé à cerner son action et son dessein. Deux citations, choisies parmi plusieurs autres, serviront à illustrer les contradictions inhérentes à ses affirmations. En 1924, il affirme: «... je crois qu'en fin de compte ces grandes questions seront toujours résolues par l'épée» tandis qu'en 1927, il assure: «Au cours de ma vie, j'en suis venu à l'opinion que sans compromis, c'est-à-dire sans une conciliation, jamais rien de grand qui fut durable dans le monde n'a été créé»³⁶. On voit donc qu'il exprime des opinions différentes à

³⁴ J. Bariéty, « La place de la France dans la "*Westorientierung*" de la République de Weimar au cours de sa phase de stabilisation », 1924-1929 », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, 8, 1, 1976, p.42.

³⁵ Les deux biographies les plus complètes et les plus utiles sur Stresemann sont: C. Baechler, *Gustave Stresemann* ; J. Wright, *Gustav Stresemann ...*

³⁶ Citées dans: H. A. Turner, «Stresemann und das Problem der Kontinuität in der Deutschen Aussenpolitik», in G. Zieburra (hrsg.), *Grundfragen der deutschen Aussenpolitik seit 1871*, Darmstadt,

différentes personnes à différents moments. Certains historiens voient dans ce changement d'attitude une évolution de sa pensée alors que d'autres y voient une duplicité machiavélique.

Le débat historiographique sur Stresemann se situe principalement à deux niveaux et s'inscrit dans la polémique sur la continuité de la politique allemande traitée brièvement en introduction. D'une part, on se questionne sur la sincérité de son rattachement à la République de Weimar étant donné qu'il fut un ardent monarchiste durant la Grande Guerre. D'autre part, on s'interroge sur l'étendue de son programme de révision du Traité de Versailles puisqu'il s'affichait ouvertement annexionniste. En d'autres termes, Stresemann accorde-t-il une place hégémonique ou prépondérante à l'Allemagne? Est-il européiste ou hégémoniste? Son parcours et sa personnalité, mais aussi ses discours et ses écrits, ont donc mené les spécialistes sur deux voies différentes pour essayer d'expliquer sa politique.

1.4. Entre une vision hagiographique et une insistance sur la duplicité

L'année de la mort de Stresemann – et même avant -, plusieurs biographies de gens qui le connaissent personnellement voient le jour. Celles-ci n'ont évidemment pas une grande valeur historique puisqu'elles font l'éloge du politicien. Elles développent cependant le mythe du « grand Européen » qui a subi une conversion radicale, un « chemin de Damas », afin de passer d'impérialiste à républicain en si peu de temps³⁷. La publication d'une sélection des papiers personnels de Stresemann en 1932 et 1933 sous le nom de *Vermächtnis* porte un coup dur à cette vision puisqu'une lettre écrite au Kronprinz en septembre 1925 s'y retrouve. Cette lettre contient un passage où Stresemann explique son plan à Guillaume II : il faut finasser (*finassieren*) pour atteindre ses objectifs. Il n'en faut pas plus pour que la double appréciation de Stresemann s'envenime davantage. En France particulièrement, on voit cette lettre comme la preuve de la duplicité de Stresemann qui joua le jeu de la démocratie et de la

Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1975, p.297 et 302. Voir aussi la citation mise en exergue de ce chapitre.

³⁷ Voir: C. Baechler, *Gustave Stresemann ...* p.22.

SDN afin de redonner à l'Allemagne son hégémonie. Cette interprétation prévaut jusqu'aux années 1950 étant donné que les années 1940 sont le théâtre de sujets plus brûlants³⁸.

Il faut attendre la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la partition de l'Allemagne et l'ouverture des archives de la République de Weimar (dont les *Nachlass Stresemann* ou « *Papiers de Stresemann* ») afin que l'on porte de nouveau un intérêt au personnage³⁹. Les historiens, loin de reprendre la thèse de la « conversion soudaine », développent plutôt une autre vision qui deviendra un premier courant historiographique. Hans Wilhelm Gatzke publie en 1954 une étude sur le rôle de Stresemann dans le réarmement allemand⁴⁰. Il y développe l'idée que Stresemann, en *Realpolitiker*, accepte la démocratie puisqu'il agit avec les moyens qui sont à sa disposition. Tout ceci afin de retrouver, dans un avenir prochain, l'avantage dont jouissait le Reich wilhelmien. Il argumente notamment que la conciliation de Stresemann signifie dans les faits des concessions faites par les Alliés et non pas par l'Allemagne. Il n'est donc pas un « bon Européen », ou du moins, il est un bon Européen si l'on considère que Bismarck l'était. Stresemann veut le bien de l'Europe dans la mesure où cela coïncide avec le bien de l'Allemagne, tout comme le voulait Bismarck, son modèle.

L'élève de Gatzke, Annelise Thimme, pousse cette conception plus loin en 1956 et 1957 et dépeint Stresemann comme un monarchiste nationaliste qui se rallie à Weimar par pur opportunisme⁴¹. Elle insiste sur le double caractère de Stresemann qui est à la fois romantique et réaliste. Ces deux traits de personnalité se combattent tout au long de sa vie. Ceci réfute, selon elle, les thèses du « chemin de Damas » et de la conversion

³⁸ Voir: J. Bariéty, *Les relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale ...* p.199.

³⁹ Voir le résumé du contenu des *Papiers* et leur comparaison avec le *Vermächtnis*: H. W. Gatzke, «The Stresemann Papers», *Journal of Modern History*, 26, 1954, p.49-59. Gatzke insiste notamment sur le fait que le *Vermächtnis* a été sous-exploité par les historiens jusqu'aux années 1950.

⁴⁰ H. W. Gatzke, *Stresemann and the rearmament of Germany*, Baltimore, John Hopkins Press, 1954.

⁴¹ A. Thimme, « Die Locarnopolitik im Lichte des Stresemann-Nachlasses », *Zeitschrift für Politik*, III, 1956, p.42-63. Il existe une version anglophone de ce texte: A. Thimme, «Stresemann and Locarno», in H. W. Gatzke. *European diplomacy between two wars, 1919-1939*, Chicago, Quadrangle Books, 1972, pp.73-93; A. Thimme, *Gustav Stresemann. Eine politische Biographie zur Geschichte der Weimarer Republik*, Hannover, O. Goedel, 1957.

subite. Stresemann ne change ni subitement ni graduellement; il oscille entre les deux pôles de sa personnalité. Dans une argumentation douteuse, elle affirme :

Stresemann avait 40 ans lorsque l'effondrement de 1918 eu lieu, 43 ans lorsqu'il parla pour la première fois de la nécessité d'une entente (*Verständigung*) franco-allemande et ses biographes d'une « transformation ». Il avait finalement 47 ans lorsqu'il emprunta la voie de Locarno; des étapes de la vie (*Altersstufen*) où l'homme, en général, ne change pas réellement en profondeur ses idées (*Anschauungen*) politiques⁴².

Pour Gatzke et Thimme, Stresemann n'a aucunement délaissé ses idéaux de l'époque wilhelmienne. Finalement, le paroxysme est atteint en 1965 lorsqu'un historien marxiste de la République démocratique allemande (RDA), Wolfgang Ruge, dresse un portrait très sombre de Stresemann, le qualifiant de précurseur d'Hitler qui recherchait la Deuxième Guerre mondiale: « Chacun des deux politiciens incarnait justement des étapes différentes d'une soif de pouvoir impérialiste »⁴³. En 1962, le livre influant de Fritz Fischer, *Griff nach der Weltmacht*, dans lequel il suggère l'idée d'une continuité entre la politique étrangère de Bismarck à Hitler, allait dans le même sens que Ruge tout en étant moins catégorique⁴⁴. Cette première interprétation insiste donc sur le caractère nationaliste et monarchiste de Stresemann qui se rallie à la République par opportunisme et par réalisme.

1.5 La thèse du *Vernunftsrepublikaner*

Comme le mentionne Manfred Enssle, les monographies écrites dans les années 1950, profitant de la publication des *Papiers de Stresemann*, n'ont en fait qu'accentué la controverse et la complexité de l'étude de la personnalité et de la politique étrangère de

⁴² A. Thimme, « Die Locarnopolitik im Lichte des Stresemann-Nachlasses » ... p.58.

⁴³ W. Ruge, *Stresemann. Ein Lebensbild*, Berlin, Deutscher Verlag der Wissenschaften, 1965, p.223. Ruge poursuit en ce sens en 1969. Le texte est repris sous le titre «Stresemann – Ein Leitbild?», in W. Michalka & M.M. Lee (heraus.), *Gustav Stresemann*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1982, p.72-97.

⁴⁴ F. Fischer, *Griff nach der Weltmacht; die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschland 1914/18*, Düsseldorf, Droste, 1962. Pour une explication des thèses de Fischer, voir: É. Husson, *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, p.69-83. (*Perspectives germaniques*).

Stresemann⁴⁵. Il s'agit, soit de recherches idéologiques, soit de travaux hagiographiques, plutôt qu'historiques. La deuxième conception suggère plutôt que Stresemann est un précurseur de la démocratie allemande et qu'il recherche sincèrement l'ajustement des intérêts nationaux⁴⁶. Il ne s'agit certainement pas d'une coïncidence si cette vision « républicaine » arrive au moment où la République fédérale d'Allemagne (RFA) cherche des figures démocrates comme modèles. La création de la Communauté européenne favorise aussi une vision plus européiste et républicaine. Utilisant de nouvelles sources archivistiques, Henry Ashby Turner lance en 1963 la thèse du *Vernunftsrepublikaner* (républicain pragmatique ou de raison) qu'il oppose à la conception machiavélique et opportuniste développée par ses prédécesseurs ainsi qu'à la thèse de la conversion subite⁴⁷.

S'appuyant principalement sur la politique intérieure, Turner affirme que l'instabilité des premiers moments de Weimar ainsi que les meurtres d'Erzberger et de Rathenau, deux figures républicaines, font prendre conscience à Stresemann qu'un retour à la monarchie est impossible et que, si la République sombre, elle sera remplacée par une dictature de la droite, ou encore pire, de la gauche. Par pragmatisme, il décide alors de poursuivre ses buts en acceptant réellement la démocratie républicaine bien que ses préférences personnelles aillent vers la monarchie constitutionnelle, comme en témoignent les idées libérales qu'il a reçues de ses parents des années « révolutionnaires » 1830-1840. Son rattachement à la République se situe donc pour Turner vers 1922. De plus, argumentant que les objectifs d'Hitler et de Stresemann sont difficilement assimilables, Turner s'en prend, dans un article de 1972, à la thèse de la continuité de la politique étrangère allemande, telle que défendue par Fischer, Ruge et plusieurs autres:

Les allusions qui se trouvent dans les deux dernières pages du livre de Fritz Fischer à propos d'une soi-disant continuité dans la politique étrangère allemande et la position de Stresemann à l'intérieure de celle-ci doivent être

⁴⁵ M. Enssle, «Stresemann's Diplomacy Fifty Years after Locarno: Some Recent Perspectives», *The Historical Journal*, 20, 4, 1977, p.937.

⁴⁶ Pour un résumé succinct des principaux arguments de cette tendance : C. Baechler, «La politique de paix de Stresemann: réalisme ou conviction?», *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 35, 1, 2003, p.5-17.

⁴⁷ H.A. Turner, *Stresemann and the Politics of the Weimar Republic ...*

rejetées aussi bien à cause des carences méthodologiques que de l'insuffisance de bien-fondé [des arguments]. Ces mêmes remarques critiques peuvent être dirigées, encore plus intensément, contre les écrits de Wolfgang Ruge⁴⁸.

Donc, pour Turner, on ne peut parler de visées hégémoniques chez Stresemann, ses buts se limitant à la récupération d'une position de grande puissance égale en droits aux grandes puissances et son principe étant la « communication mutuelle avec les puissances occidentales avant les mesures diplomatiques »⁴⁹.

1.6 Synthèses et nouveaux champs d'analyse

Durant les années 70 et 80, on voit les études spécialisées sur différents champs de la politique menée par Stresemann se multiplier afin de « donner de Stresemann et de sa politique une image moins polémique »⁵⁰. Les deux interprétations opposées, c'est-à-dire le Stresemann nationaliste, monarchiste, hégémoniste contre le Stresemann précurseur de la démocratie allemande recherchant sincèrement l'ajustement des intérêts nationaux, se déploient simultanément. Au même moment, les historiens tentent de synthétiser les connaissances acquises et de rendre intelligibles les nombreux documents et écrits sur Stresemann. En effet, une telle entreprise s'avère capitale puisque Martin Walsdorff dénombre, en 1972, plus d'un millier d'ouvrages et de documents traitant de Stresemann ou encore écrits par celui-ci, sans être tout à fait exhaustif⁵¹. En 1977, Manfred Enssle lance un double appel à ses collègues; effectuer des synthèses sur l'immense littérature qui porte sur les différents points de la politique étrangère de Stresemann ainsi qu'explorer la politique économique et commerciale de son ministère étant donné qu'il vient du milieu des lobbyistes⁵². Jean Freymond avait déjà tenté un premier défrichage mais les questions économiques demeuraient très peu connues. Freymond conclut son article de la façon suivante :

⁴⁸ H.A. Turner, «Stresemann und das Problem der Kontinuität in der Deutschen Aussenpolitik» ... p.292-293.

⁴⁹ H.A. Turner, «Stresemann und das Problem der Kontinuität in der Deutschen Aussenpolitik» ... p.299-300.

⁵⁰ C. Baechler, «La politique extérieure de l'Allemagne 1871-1945 vue par les historiens allemands», *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, 10, 1, 1978, p.17.

⁵¹ M. Walsdorff, *Bibliographie Gustav Stresemann*, Düsseldorf, Droste-Verlag, 1972. Voir aussi: G. Zwoch, *Gustav-Stresemann-Bibliographie*, Düsseldorf, Droste-Verlag, 1953.

⁵² M. Enssle, «Stresemann's Diplomacy Fifty Years after Locarno »... p.937-948.

Sa vision est mondiale. Elle se caractérise par la volonté d'ouverture économique et de collaboration. Elle est moins marquée par l'aspiration à jouer le premier, ou tout au moins un des tous premiers rôles sur la scène économique mondiale, et davantage par le souci de trouver une issue au marasme économique dont souffrent toutes les économies [...] Comme autour de 1910, Stresemann estime que les meilleures cartes de l'Allemagne puisse jouer sont celles de la solidarité, du dialogue et de la coopération économique internationale – dont la coopération européenne – qui seules permettront à sa force économique, si ce n'est à sa supériorité, d'être pleinement mise en valeur. Or, cette mise en valeur, n'est-ce pas ce qui va permettre à l'Allemagne de rayonner économiquement sur la scène mondiale et, en fin de compte, de recouvrer la position politique qui était la sienne et peut-être même d'accéder à la prééminence à laquelle elle aspire depuis si longtemps⁵³.

L'auteur, malgré des formulations ambiguës telles « une volonté d'ouverture économique et de collaboration » et « le souci de trouver une issue au marasme économique dont souffrent toutes les économies », range Stresemann du côté des hégémonistes qui désirent « accéder à la prééminence à laquelle elle aspire depuis si longtemps ».

La thèse de Jacques Bariéty, où il s'intéresse, entre autres, au personnage, se range du côté des défenseurs de la vision hégémoniste de Stresemann. Bariéty base son analyse principalement sur les relations franco-allemandes, problématique principale de son ouvrage⁵⁴. Il croit que la prise de conscience chez Stresemann de la puissance militaire française et de l'impossibilité de restaurer la monarchie dans cette Allemagne instable l'oblige à se plier à la réalité, mais non à l'accepter. Dès 1920, Stresemann se rallie à la République. Sa volonté de sauver l'œuvre de Bismarck, c'est-à-dire l'unité du peuple allemand, ainsi que sa compréhension du fait que la puissance économique allemande pourrait être utilisée afin de restaurer le pays l'amène à se ranger définitivement du côté de la République⁵⁵. Son argumentation revient à dire : la France est plus forte artificiellement, mais l'Allemagne demeure la plus grande puissance d'Europe à long terme. Il faut ainsi se soumettre maintenant aux puissances alliées afin

⁵³ J. Freymond, «Gustav Stresemann et l'idée d'une "Europe économique" (1925-1927)», *Relations internationales*, 8, 1976, p.352.

⁵⁴ J. Bariéty, *Les relations franco-allemandes...* p.200-201.

⁵⁵ J. Bariéty, *Les relations franco-allemandes...* p.209-215.

de retrouver la pleine souveraineté et profiter de l'avantage des forces profondes. Donc, pour Bariéty, Stresemann recherche une Allemagne hégémonique⁵⁶.

Enssle remarque aussi que les récentes études démontrent le caractère instrumental de la coopération diplomatique de Stresemann et qu'elles prônent la vision d'un Stresemann à la recherche de la suprématie allemande⁵⁷. Par exemple, en 1972, Jon Jacobson base son explication sur la politique quotidienne menée par Stresemann plutôt que sur ses discours et ses écrits⁵⁸. Jacobson croit que le programme de révision de Stresemann vise la restauration de la puissance allemande et que la coopération est le seul outil qu'il possède. Il en veut pour preuve que « l'esprit de Locarno » commence à faiblir puisque les gouvernements occidentaux en ont assez des demandes incessantes de concessions de Stresemann. Les études de Michael-Olaf Maxelon, Werner Weidenfeld et Martin Walsdorff, sur les relations de l'Allemagne avec la France, l'Angleterre et la Russie, vont dans le même sens et renchérisent sur la thèse de l'hégémone⁵⁹. Une démonstration frappante d'une historienne qui défend le caractère instrumental réside dans l'article de Carole Fink intitulé *Stresemann's Minority Policies, 1924-29*. Traitant de l'élaboration des accords de Locarno, elle affirme : « Il semble, néanmoins, que Stresemann lui-même avait l'intention de limiter sa politique des minorités à une action d'attente diplomatique à l'Est tandis qu'il travaillait à un arrangement à l'Ouest et à l'évacuation de la Rhénanie »⁶⁰. Il ressort clairement de ce passage l'impression que Stresemann est un calculateur qui attend à l'Est pour marquer des points à l'Ouest.

Ne portant pas attention à la publication d'un discours de Stresemann datant de 1925 découvert par H. A. Turner qui affirme que ce discours montre la vraie pensée de

⁵⁶ Il défend aussi cette argumentation dans J. Bariéty, « La place de la France dans la "Westorientierung" »...

⁵⁷ Voir l'analyse de l'ouvrage de Bariéty dans M. Enssle, « Stresemann's Diplomacy Fifty Years after Locarno »... p.940.

⁵⁸ J. Jacobson, *Locarno Diplomacy: Germany and the West, 1925-1929*, Princeton, Princeton University Press, 1972.

⁵⁹ M.-O. Maxelon, *Stresemann und Frankreich, 1914-1929; deutsche Politik der Ost-West-Balance*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1972; W. Weidenfeld, *Die Englandpolitik Gustav Stresemanns: Theoretische und praktische Aspekte der Aussenpolitik*, Mainz, Von Hase und Koehler, 1972; M. Walsdorff, *Westorientierung und Ostpolitik. Stresemanns Rußlandpolitik in der Locarno-Ära*, Bremen, Schünemann Universitätsverlag, 1971.

⁶⁰ C. Fink, « Stresemann's Minority Policies, 1924-29 » ... p.408.

Stresemann, étant donné qu'il s'adresse aux membres de son parti qui partagent ses idéaux⁶¹, Robert Grathwol défend de son côté la thèse du politicien sincère qui recherche le compromis dans deux articles publiés dans les années 1970⁶². Dans une formulation qui rejette l'argument des thèses hégémonistes selon lequel Stresemann voulait « finasser »⁶³ comme Metternich le fit en son temps, il affirme notamment: « Stresemann avait beaucoup plus en commun avec Metternich que son allusion dans sa lettre au prince Guillaume : une croyance dans le vieux Concert européen »⁶⁴.

En 1980, Grathwol persiste dans cette direction. Il publie une étude sur les liens entre Stresemann et le parti ultranationaliste, le *Deutschnational Volkspartei* (DNVP)⁶⁵. Grathwol démontre que l'étendue de la révision chez Stresemann a des limites. Il argumente que Stresemann a réussi à gagner le DNVP à sa vision de coopération et d'ajustement des intérêts nationaux pour arriver à leurs fins. S'il avait été ultranationaliste, pourquoi aurait-il calmé et responsabilisé leurs esprits belliqueux? Grathwol ajoute que Stresemann fait siens la majorité des buts du DNVP mais qu'il propose des méthodes différentes; Stresemann croit, par pragmatisme, que la coopération apportera de meilleur résultat que l'affrontement prôné par les ultranationalistes. Cette concordance des buts mais cette discordance des méthodes entre Stresemann et les ultranationalistes font de Stresemann un politicien responsable qui pratique la *Realpolitik* de Bismarck. Son but ultime est donc le retour de la puissance allemande mais cette puissance est, pour Stresemann, non agressive et se base sur la domination économique. La question du rattachement à la République n'est pas discutée par Grathwol puisque son analyse débute en 1924 alors qu'il est déjà en poste au gouvernement. Cette analyse, s'intéressant d'abord aux questions de politique interne, éclaire néanmoins la politique extérieure de Stresemann. Si Stresemann ne partage pas

⁶¹ H. A. Turner, « Eine Rede Stresemanns über seine Locarnopolitik », *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 19, 1967, p.412-436.

⁶² R. P. Grathwol, « Germany and the Eupen-Malmédy Affair 1924-1926: "Here Lies the Spirit of Locarno" », *Central European History*, 8, 3, 1975, p.221-250; « Gustav Stresemann: Reflections on His Foreign Policy », *The Journal of Modern History*, 45, 1, 1973, p.52-70.

⁶³ Sur la controverse autour du « finassieren » utilisé dans la lettre au Kronprinz de 1925 : C. Baechler, *Gustave Stresemann ...* pp.614-616; J. Wright, *Gustav Stresemann ...* p.326-329.

⁶⁴ R. P. Grathwol, « Gustav Stresemann: Reflections on His Foreign Policy » ... p.70.

⁶⁵ R. P. Grathwol, *Stresemann and the DNVP ...*

les visées du DNVP, il n'est pas revancharde, ou du moins, pas à l'extrême. On ne peut donc pas en faire un hégémone précurseur d'Hitler.

En 1982, un collectif dirigé par Marshall M. Lee et Wolfgang Michalka intitulé *Gustav Stresemann* dans lequel ils réunissent des contributions sur Stresemann datant principalement des années 1970 et difficilement accessibles autrement. Ils ajoutent aussi quelques nouvelles études. Dans l'introduction, Michalka explique que le recueil a pour but de « contribuer à historiciser la personne et la politique de Gustav Stresemann ». Il dresse un portrait de Stresemann calculateur pour qui Locarno et l'entrée à la SDN « possédaient un caractère instrumental dans ce contexte »⁶⁶. Deux ouvrages importants sur la politique extérieure allemande voient le jour dans les années 1980. Lee et Michalka récidivent en 1987 en défendant la thèse d'une continuité de la politique étrangère de Bismarck à Hitler. Pour eux, « il y a une continuité claire dans les vues de Stresemann avant et après la guerre »⁶⁷, ce qui implique que Stresemann est demeuré un hégémone annexionniste. D'autres historiens, dont Carole Fink et Imanuel Geiss, renchérissent⁶⁸.

Peter Krüger prend le contre-pied de cette thèse dans *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar* et soutient plutôt que l'on est en droit de parler d'une politique étrangère autonome pour la République. Pour Krüger, s'il y a une continuité de la politique étrangère de l'époque de Weimar, elle est à chercher du côté de la politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne (RFA) des années 1950 et non pas du côté de la *Weltpolitik* wilhelmienne ou de la politique agressive des nazis⁶⁹. Il argumente ainsi que Stresemann voulait encourager la « collaboration étroite et la balance pacifique des intérêts »⁷⁰.

⁶⁶ W. Michalka, «Einleitung», in W. Michalka & M.M. Lee (heraus.), *Gustav Stresemann*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1982, p.XIV et XVI.

⁶⁷ M. M. Lee & W. Michalka, *German Foreign Policy 1917-1933 ...* p.75.

⁶⁸ C. Fink, «German Revisionpolitik, 1919-1933», *Historical Papers*, 1986, p.134-145; I. Geiss, « The Weimar Republic between the Second and Third Reich: Continuity and Discontinuity in the German Question, 1919-1933 », in M. Laffan (ed.), *The Burden of German History 1919-1945. Essays for the Goethe Institute*, London, Methuen London, 1988, p.56-80.

⁶⁹ P. Krüger, *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, [1993] 1985, p.555

⁷⁰ P. Krüger, *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar ...* p.210.

En 1994, l'ancien diplomate américain Henry Kissinger, dans son monumental ouvrage intitulé *Diplomacy*⁷¹, propose une chapitre sur « Stresemann et la réémergence des vaincus ». Il y décrit Stresemann comme un excellent *Realpolitiker*, mais non pas comme un grand Européen, ou du moins, pas de la même façon que pouvait l'être Konrad Adenauer. Pour Kissinger, Stresemann voit la possibilité de « retrouver le niveau de 1914, et peut-être au-delà » pour ainsi orienter son pays « vers le centre de la scène internationale »⁷². Ainsi, les accords de Locarno marquent le début de la fin de l'ordre versaillais et érigent deux types de frontières en Europe, celles acceptées par l'Allemagne et les autres. Il ne fait aucun doute pour Kissinger que Stresemann recherche une Allemagne hégémonique. Ceci ne fait pas de lui un précurseur d'Hitler puisqu'il semble avoir transformé sa tactique de coopération et son sens de l'opportunité en conviction. Une Allemagne prédominante, certes, mais non pas belliciste. Pour ce qui est de la question du rattachement à la République de Weimar, Kissinger n'en parle tout simplement pas; la politique interne des États ne le préoccupe pas dans son ouvrage puisqu'il s'intéresse à l'histoire de la diplomatie internationale.

1.7 Les synthèses générales

Si Enssle réclamait des synthèses en 1977, nous pouvons constater que les dix dernières années ont donné lieu à deux biographies d'importance qui tentent de dresser un portrait cohérent des différentes questions touchant Stresemann. Celles-ci se situent par ailleurs dans un renouveau du genre biographique dans l'histoire contemporaine en France et en Allemagne après la réunification allemande⁷³. La biographie très détaillée de l'historien français Christian Baechler, publiée en 1996, représente la première véritable biographie scientifique portant sur Stresemann⁷⁴. Baechler souscrit à la vision du « républicain de raison » et affirme que Stresemann passa de « l'impérialisme à la sécurité collective ». Il défend d'ailleurs cette interprétation à plusieurs autres

⁷¹ Nous empruntons la traduction effectuée par M.-F. de Paloméra : H. Kissinger, *Diplomatie*, trad. M.-F. de Paloméra, Paris, Fayard, 1996 [1994].

⁷² H. Kissinger, *Diplomatie ...* p.259 et 252.

⁷³ Voir : C. DeFrance, «Le renouveau de la biographie dans les historiographies française et allemande contemporaines», *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 33, 4, 2001, p. 373-384.

⁷⁴ C. Baechler, *Gustave Stresemann ...*

occasions⁷⁵. Baechler dénote quatre étapes dans la maturation politique et idéologique à mesure que Stresemann se familiarise avec la réalité de son époque et aussi au gré des confrontations d'idées. D'une logique impérialiste à une logique de compromis, la « transformation » de la pensée de Stresemann a pour cause et pour effet une volonté de conciliation qui le caractérise depuis toujours. Le ton parfois agressif qu'utilise Stresemann n'altère jamais l'essence même de son discours, c'est-à-dire la conciliation pacifique et l'unité du Reich. Stresemann est donc un *Realpolitiker* qui se rallie à la République bien avant son avènement au pouvoir en août 1923, soit en 1919 lorsqu'il défend le parlementarisme malgré l'époque mouvementée. Dans cette vision, Stresemann laisse une place prédominante à l'Allemagne en Europe, mais non pas une place hégémonique puisque chaque pays est interrelié économiquement.

Six années plus tard, l'historien britannique Jonathan Wright dresse un portrait similaire à celui de Baechler⁷⁶. Wright démontre lui aussi l'évolution du réalisme politique de Stresemann tout au long de sa carrière. Il ajoute que Stresemann recherche le compromis autant au niveau de sa politique extérieure qu'au niveau de sa politique intérieure. Pour ce qui est de la prépondérance de l'Allemagne dans une Europe des puissances, Wright argumente que Stresemann ne croit pas que l'Allemagne va dominer l'Europe avec la révision de Versailles puisque l'URSS possède un potentiel de loin supérieur à celui de l'Allemagne. De plus, il base son Europe sur l'interdépendance des économies pour faire contrepoids aux États-Unis, ce qui est profitable à l'ensemble du continent. Il est donc faux d'affirmer que le but premier de Stresemann est l'hégémonie allemande en Europe; sa plus grande préoccupation se situe au niveau de la paix européenne. Le ton parfois franchement nationaliste de Stresemann sert à faire accepter

⁷⁵ C. Baechler, «L'Alsace-Lorraine dans les relations franco-allemandes de 1918 à 1933», in J. Bariéty, A. Guth et J.M. Valentin (dir.), *La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales. Actes du colloque tenu en Sorbonne (Paris IV) 15-16-17 janvier 1987*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1987, p.69-109; C. Baechler, « Stresemann et la frontière rhénane, 1919-1929 », in C. Baechler et C. Fink, *L'établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales*, Francfort/Berne/New York, 1996, p.181-198; C. Baechler, *L'Aigle et l'Ours. La politique russe de l'Allemagne de Bismarck à Hitler 1871-1945*, Berne, Peter Lang, 2001, p.253-275; C. Baechler, «La politique de paix de Stresemann: réalisme ou conviction?» ...

⁷⁶ J. Wright, *Gustav Stresemann...* Pour un résumé succinct des arguments de Wright: J. Wright, « Stresemann: A Mind Map », in G. Johnson, *Locarno revisited: European diplomacy, 1920-1929*, London/New York, Routledge, 2004, p.146-160.

sa politique à une Allemagne humiliée et fragile; il ne signifie pas qu'il désire une hégémonie allemande et reflète une lutte entre son idée romantique du Reich et sa volonté de travailler au bien de la République. Au niveau de la question du ralliement à Weimar, Wright propose comme date décembre 1920 puisque Stresemann y affirme, lors d'un discours, qu'il n'existe pas d'autre base de discussion que la Constitution de Weimar.

1.8 Conclusion : Stresemann et la politique étrangère allemande

L'appréciation du rôle et de la personnalité de Stresemann a grandement changé depuis les années 1920. On le vit, à différentes époques et selon différents critères, comme un ultranationaliste, un opportuniste, un grand Européen et un politicien pragmatique. La thèse du politicien pragmatique semble aujourd'hui la plus probable. Christian Baechler décrit bien la tendance actuelle lorsqu'il affirme que « Stresemann n'est pas un homme de système, au contraire, il est un de ces hommes qui mûrissent avec l'expérience et la confrontation des idées »⁷⁷. Cependant, il semble que les deux interprétations opposées, c'est-à-dire Stresemann « l'euro péiste » et Stresemann « l'hégémoniste », sont toujours défendues par les historiens⁷⁸.

Le recul historique ne semble pas offrir une étude « définitive » sur ce personnage. Comme l'écrit Brendan Simms dans un article historiographique de 2003, les historiens voient de façons différentes certains aspects de la vie et de la politique de Stresemann; le même événement est utilisé afin de démontrer des points de vue opposés. Simms donne l'exemple suivant :

Il invoquait sans cesse l'exemple des réformateurs prussiens et prétendait voir des parallèles "presque aussi ressemblant qu'une photographie" entre la situation de la Prusse après la défaite contre Napoléon en 1806-07 et le situation de l'Allemagne après 1918. Évidemment, cet héritage était ambigu puisqu'il pouvait être utilisé afin de justifier la *Machtpolitik* de Stresemann d'avant 1918 - et ses

⁷⁷ C. Baechler, «La politique de paix de Stresemann » ... p.9.

⁷⁸ Voir par exemple, l'article P. Jardin qui dépeint un Stresemann beaucoup plus calculateur et nationaliste que Baechler et Wright; P. Jardin, «À l'Est du nouveau? La question des frontières orientales de l'Allemagne à la fin des années vingt», *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 38, n.2, 2006, p.197-221.

implications en politique intérieure - en même temps qu'il pouvait justifier sa politique "d'exécution" qui équivaut (*match*) à l'*Erfüllungspolitik* de la Prusse envers Napoléon. Savoir si Stresemann était sincère au sujet de la réconciliation et de l'interdépendance dans les années 1920 comme l'étaient les réformateurs prussiens au sujet de l'alliance avec la France demeure une question ouverte⁷⁹.

Son rattachement à la République de Weimar demeure aussi un point largement débattu. Le rattachement s'est-il réellement effectué, et si oui, quels en sont l'élément déclencheur et le moment précis? Aujourd'hui, les historiens ne s'interrogent plus sur le nationalisme de Stresemann. Aucun doute ne subsiste à cet égard; n'était-il pas impérialiste et annexionniste à l'époque wilhelmienne? Les spécialistes tentent plutôt de discerner la prépondérance que Stresemann accorde à l'Allemagne dans sa conception d'une Europe interdépendante, « solidaire dans la prospérité ou dans la ruine ».

Une autre préoccupation des historiens se situe au niveau de ce qui serait arrivé avec la fin de la révision et de la détente, deux phénomènes qui se dessinent à partir de 1927 et qui accélèrent avec la crise de 1929. On peut aussi se demander où la politique de balance (*Schaukelpolitik*) entre l'ouest et l'URSS aurait mené à long terme, même si Stresemann n'était pas mort prématurément? Était-elle viable et pouvait-elle mener à une communauté européenne? Ou encore : la question des minorités allemandes hors de l'Allemagne se conciliait-elle avec sa volonté communautaire? La position de Stresemann face aux États-Unis et aux questions économiques qui en résultent fait encore l'enjeu de plusieurs débats⁸⁰. Finalement, Stresemann s'avère un point central dans la problématique « continuité/discontinuité » du Reich wilhelmien au Reich hitlérien.

Les questions sur la politique interne de Stresemann ne font pas l'objet de ce regard historiographique. Cependant, la politique extérieure menée sous Stresemann s'avère un excellent exemple du lien étroit qui existe entre politique intérieure et politique extérieure. Les historiens tentent par exemple de discerner la position de Stresemann face aux différents partis politiques tels le parti ultranationaliste (DNVP), ou

⁷⁹ B. Simms, «The Return of the Primacy of Foreign Policy», *German History*, 21, 3, 2003, p.285.

⁸⁰ M. Berg, *Gustav Stresemann und die Vereinigten Staaten von Amerika: weltwirtschaftliche Verflechtung und Revisionspolitik 1907-1929*, Baden Baden, Nomos, 1990.

encore, de comprendre la place qu'il accorde à la politique interne dans ses calculs politiques. Ce genre d'interrogations acquiert une importance particulière lorsque l'on constate que les mécontentements internes se répercutent durement sur la façon de mener la politique extérieure.

Le débat sur Stresemann peut sembler relever de la biographie, mais il revêt une portée beaucoup plus grande. En fait, tous les spécialistes s'entendent pour affirmer que Stresemann marqua de sa personne la politique des années 1920 comme peu d'autres politiciens. En ce sens, une meilleure compréhension de ce personnage peut mener à une meilleure interprétation de l'entre-deux-guerres dans sa totalité puisque l'Allemagne s'avère l'élément perturbateur de l'époque.

La suite de ce mémoire, et les questionnements qui y sont présentés, prennent donc racines dans ce débat historiographique.

Chapitre 2

De la fin de la résistance passive à l'entrée à la SDN, 1924-1926

2.1 La Ruhr, la résistance passive et le rôle de Stresemann

Lors de la signature du Traité de Versailles, l'Allemagne doit signer un « chèque en blanc » en ce qui concerne les réparations qu'elle devra payer aux belligérants; le montant sera fixé ultérieurement. L'incapacité – et le refus – de payer ces réparations mènera notamment la France de Poincaré à occuper la Ruhr à l'été 1923¹. À la fin de la résistance passive décrétée par Stresemann le 26 septembre 1923, le plan Dawes sera finalement adopté afin de revoir l'épineuse question des réparations en accordant un prêt international à l'Allemagne pour qu'elle soit en mesure de s'acquitter de sa dette. Comme nous l'avons déjà mentionné, bien que Stresemann joue un certain rôle dans l'occupation de la Ruhr, nous ne traiterons pas cet épisode puisque la question nécessiterait une attention particulière tant elle est complexe. De plus, la question de l'évacuation de la Rhénanie est au centre des revendications allemandes durant toute la période, ce qui nous permet de comprendre la position du *Times* au sujet de l'occupation.

2.2 Les réparations, la sécurité française et le plan Dawes (janvier-août 1924)

Le *Times* se préoccupe beaucoup de la question des réparations allemandes. Pour le journal, l'entrée de la France dans la Ruhr ne peut pas s'expliquer par la théorie du gage productif, donc des réparations, mais bien plutôt par la question de la sécurité de son territoire. Sans le dire ouvertement, l'éditorialiste prend position en faveur de la politique allemande lorsqu'il affirme, dans trois éditoriaux, que la politique française n'a fait qu'augmenter son besoin de sécurité en alimentant les cris nationalistes en Allemagne qui mettent en péril la paix². Les questions de la sécurité française, des

¹ Sur l'occupation de la Ruhr, on consultera particulièrement : J. Bariéty, *Les relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale : 10 novembre 1918 au 10 janvier 1925 : de l'exécution à la négociation*, Paris, Édition Pedone, 1977; S. Jeannesson, *Poincaré, la France et la Ruhr, 1922-1924 : histoire d'une occupation*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1998.

² "Back to Security", *Times*, 10 mars 1924, p.13bc; "On the Eve", *Times*, 15 mars 1924, p.11bc; "The European Dilemma", *Times*, 29 mars 1924, p.13cd. Il est à noter que le système utilisé par *The Official*

réparations et du plan Dawes sont donc reliées pour le *Times* : « Le nouveau débat sur les réparations sera un important débat ayant des répercussions sur les sujets principaux sur lesquels dépend la paix européenne »³.

En février 1924, au moment où le comité d'experts visite Berlin afin de définir la capacité allemande à payer, le quotidien est déjà en faveur d'un prêt à l'Allemagne. De plus, dans un éditorial du 12 février, le journal met en garde la France contre sa politique dans la Ruhr qui « va à l'encontre des intérêts de l'Angleterre, de l'Europe et, à long terme, selon nous, de la France elle-même ». Ainsi, si la France était raisonnable, l'Angleterre pourrait enfin lui offrir ce qu'elle désire, la sécurité, et l'Europe pourrait retourner vers une période de paix. L'Allemagne pourrait payer les réparations dues à la France avec ce prêt⁴. Heureux de voir le problème des réparations pris sous l'égide du comité d'experts, le journal s'accommode aisément de la conclusion du comité selon laquelle l'Allemagne doit avoir le contrôle de tout son territoire, Rhénanie comprise⁵.

Le rapport des experts ne possède aucun caractère officiel ou décisionnel. Ainsi, tel que stipulé dans le Traité de Versailles, l'instance suprême en matière de réparations est le Comité des Réparations. Le *Times*, sans surprise, voit d'un œil favorable la position allemande qui demande le droit d'exposer son point de vue devant ce comité. L'éditorialiste rappelle que le comité apporte des données économiques, mais que le problème relève aussi du politique. Il ne cache d'ailleurs pas sa joie lorsque les gouvernements britannique et allemand affirment accepter le plan dans sa totalité comme bases de discussion, respectivement les 12 et 16 avril⁶.

Cependant, le journal est rapidement déçu lorsque la moitié des votes lors des élections allemandes du mois de mai vont aux partis qui s'affichent contre le plan

Index to the Times (London, Times Pub. Co) est repris dans ce mémoire; les lettres qui suivent le numéro de page correspondent aux colonnes dans lesquelles l'article est publié. Par exemple, les lettres « bc » après la page 11 correspondent aux deuxième et troisième colonnes de la page 11.

³ "Gathering Hopes", *Times*, 29 avril 1924, p.13.cd

⁴ "Foreign Problems First", *Times*, 12 février 1924, p.13bc.

⁵ "Capacity to Pay", *Times*, 11 avril 1924, p.15b.

⁶ "The Experts Approved", *Times*, 12 avril 1924, p.13c; "Another Step Forward", *Times*, 16 avril 1924, p.15bc.

Dawes. Plusieurs éditoriaux affirment que cela est très dangereux pour le futur de l'Allemagne et de l'Europe⁷. Le journal saisit bien l'urgence de changer le cours des choses, le besoin de retourner vers le chemin de la paix et l'immense danger qui guette l'Europe. Chaque article transpire le besoin de coopération, de compromis, d'esprit de corps européen. L'éditorialiste exprime son point de vue à plusieurs reprises, mais il peut difficilement être plus clair que lorsqu'il affirme : « Il se pourrait que ce soit le test ultime de la sagesse européenne »⁸.

Rapidement le journal défend l'idée selon laquelle la France et la Grande-Bretagne doivent mettre leur différend de côté afin d'être solidaire face à l'Allemagne récalcitrante⁹. En ce sens, l'éditorialiste doute que le désarmement complet de l'Allemagne ait été effectué et souhaite une franche collaboration de la part du gouvernement allemand « pour simplifier la situation ». Mais jamais le journal ne met le gros de la responsabilité sur l'Allemagne; celle-ci est l'objet de la politique française et réagit comme elle le peut. Ainsi, l'éditorial « *Cross-Currents* » martèle une fois de plus que « le désordre au sujet des réparations, l'occupation de la Ruhr et la malheureuse confusion des gaffes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Allemagne ont eu pour résultats d'accentuer la mainmise de l'élément militariste sur l'opinion allemande et les gouvernements allemands successifs ». L'article poursuit en affirmant que Stresemann et le chancelier Marx offrent un bon combat pour faire accepter le plan Dawes à la population allemande¹⁰. Il est donc clair que la France doit agir dans un esprit de conciliation avec l'Allemagne puisqu'elle a tout à gagner. À l'inverse, on se félicite de la déclaration de Marx selon laquelle « la seule voie possible pour le Reich est celle du rapport des experts »¹¹.

Le 3 juin, au lendemain de nouvelles élections en Allemagne, Stresemann reprend son rôle de ministre des Affaires étrangères dans le second gouvernement Marx.

⁷ Notamment: "The German Elections", *Times*, 6 mai 1924, p.15bc; "The New Reichstag and its Task", *Times*, 28 mai 1924, p.15cd.

⁸ "Approaching the Issue", *Times*, 22 avril 1924, p.13bc

⁹ "Old Diplomacy of New?", *Times*, 29 mai 1924, p.17bc.

¹⁰ "Cross-Currents", *Times*, 2 juin 1924, p.15bc.

¹¹ "Herr Marx Again", *Times*, 7 juin 1924, p.13bc.

En France, les élections du 15 juin mettent au pouvoir le Cartel des gauches de Herriot, ce qui s'avère une excellente occasion de pousser de l'avant les négociations sur le plan Dawes puisque le Cartel propose la conciliation et le compromis plutôt que la confrontation comme le fait Poincaré¹². Comme le mentionne un éditorial du 20 juin, avec le changement de gouvernement à Paris, « la formule [au sujet de la Rhénanie] n'est plus "pas d'évacuation jusqu'à ce que l'Allemagne paie" mais bien "pas d'évacuation jusqu'à ce que le plan des experts fonctionne" »¹³. La vision demeure la même au sujet de l'attitude à adopter face à l'Allemagne et au sujet de la politique menée par Stresemann et Marx : « En ce moment, la politique la plus judicieuse envers l'Allemagne est de renforcer les éléments raisonnables, qui sont bien représentés dans les partis de Marx et Stresemann, et d'éviter d'autres provocations des groupes extrémistes et nationalistes qui revendiquent bruyamment les traditions agressives de l'Allemagne d'avant-guerre »¹⁴. Il est donc intéressant de constater que le *Times* affirme sans relâche la responsabilité des Alliés pour ramener l'Allemagne sur une voie plus raisonnable. On voit déjà que le quotidien est, d'une certaine façon, favorable à un *appeasement* avant son temps, ou du moins, à un plus grand respect de la puissance allemande.

Trois semaines avant la tenue de la conférence de juillet sur les réparations qui découle du rapport des experts, le *Times* signe un éditorial dans lequel il défend vigoureusement l'idée que les réparations doivent être le seul sujet abordé à cette occasion. L'éditorialiste avance d'abord l'argument selon lequel ajouter à cette question celles concernant la sécurité française ou l'évacuation de la Rhénanie ne ferait qu'alourdir la conférence. Prenant l'exemple de la conférence de Gênes de 1922, où aucune question n'avait été résolue, entre autres, à cause de la surabondance des problématiques soulevées¹⁵, il plaide ainsi en faveur de la limitation de la conférence de

¹² A. Adamthwaite, *Grandeur and Misery: France's bid for power in Europe 1914-1940*, London/New York/Sydney, Arnold, 1995, p. 103.

¹³ "A Fresh Beginning", *Times*, 20 juin 1924, p.13bc.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Sur Gênes, voir: C. Fink, «Beyond Revisionism: The Genoa Conference of 1922», in C. Fink, A. Frohn & J. Heideking (eds.), *Genoa, Rapallo, and European reconstruction in 1922*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p.11-27; C. Fink, «From Illusion to Disillusion», in M. Petricioli (éd.), *Une occasion manquée?: 1922, la reconstruction de l'Europe : actes du colloque tenu à Florence, 1-3 octobre*

juillet aux questions sur les réparations. Mais la raison principale est à chercher ailleurs. Il conclut l'article intitulé « *Limit the Conference* » de cette façon : « Un plan défini pour les réparations est prêt à être appliqué. Sur la question de la sécurité, nous sommes encore dans le domaine de la conjecture »¹⁶.

Bien que l'éditorialiste ait raison à ce sujet, il ne faut pas non plus négliger le fait que cet article représente bien l'opinion du *Times* selon laquelle la France a amplement de quoi satisfaire sa sécurité grâce au Traité de Versailles. Ainsi, le quotidien plaide en faveur du règlement prioritaire du problème des réparations. La question de la sécurité est très secondaire pour le journal; la sécurité britannique est assurée dans l'immédiat étant donné que l'Allemagne a perdu sa flotte après la Première Guerre mondiale. Ceci explique aussi la réticence du quotidien face à l'occupation de la Ruhr qu'il perçoit comme relevant d'abord de la sécurité française davantage que du gage productif. De plus, le contrôle de la Ruhr, cœur industriel de l'Allemagne, est essentiel si la République de Weimar veut pouvoir s'acquitter des réparations. D'ailleurs, un éditorial du 23 juillet 1924 explique en détail cette différence de vue entre la Grande-Bretagne et la France¹⁷.

Dans un article paru le 2 juillet 1924, la question de la primauté des réparations sur la sécurité est développée davantage. D'abord, le règlement de la question des réparations va améliorer l'atmosphère pour les problématiques ayant une connotation « sentimentale » telles que l'occupation de la Ruhr et la sécurité française. Ensuite, l'Allemagne a accepté, par la voie d'une réponse à une note alliée, une nouvelle inspection générale au sujet de son désarmement, conformément au Traité de Versailles, ce qui doit être reconnu « non seulement parce que cela indique un changement d'attitude de la part de l'Allemagne, mais parce que cela semble être un résultat directe des nouvelles méthodes et d'une meilleure coopération entre la France et la Grande-

1992, Bern, Peter Lang, 1995, p.13-29. Pour une analyse plus détaillée, mais plus ancienne: C. Fink, *The Genoa Conference; European Diplomacy 1921-1922*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1984.

¹⁶ "Limit the Conference", *Times*, 30 juin 1924, p.15bc.

¹⁷ "Down to Bed-Rock", *Times*, 23 juin 1924, p.15bc.

Bretagne »¹⁸. Il faut donc être compréhensif envers l'Allemagne et l'aider à revenir vers le chemin de la raison. En ce sens, l'éditorial soulève les menaces qui pèsent sur la République de Weimar venant autant de l'extrême-droite (DNVP, « Hitleristes ») que de l'extrême-gauche (KPD). Une fois de plus, on souligne l'urgence d'agir afin de laisser toutes les chances possibles à Stresemann et Marx. Cette urgence est d'ailleurs rappelée à maintes reprises durant les jours qui séparent cet éditorial de la conférence¹⁹.

La Conférence interalliée de Londres, portant sur les réparations, s'ouvre le 17 juillet 1924. Bien que cette conférence ait pour objet les réparations, il est impossible de la séparer de la question de l'occupation de la Ruhr comme le souhaitait le *Times* le 2 juillet. Alors que le quotidien se montrait très compatissant envers les peurs françaises et le besoin de sécurité de Paris jusqu'à cette conférence, le ton change soudainement lorsque les négociations semblent figées dans une impasse. Ainsi, dans un éditorial du 30 juillet, le journaliste prend ouvertement position en faveur de l'évacuation de la Ruhr afin de s'assurer que le plan Dawes sera signé. On peut aussi y lire :

Est-ce que l'application du rapport Dawes est absolument liée au Traité de Versailles et aux interprétations conflictuelles de certaines de ses clauses? Est-ce que les Français, qui ont formellement accepté le programme d'évacuation économique de la Ruhr, vont contenir leur liberté d'action unilatérale d'occuper de nouveau la Ruhr à un certain moment -quoique difficilement définissable- afin que le plan des experts fonctionne? C'est là que réside la difficulté. Le plan des experts est hautement incompatible avec la politique de la Ruhr. Si les décisions, prises dans un but d'appliquer le plan, sont hantées par le fantôme de la politique de la Ruhr, alors elles vont certainement échouer pour la simple raison que le prêt sur lequel le succès du plan dépend ne sera pas accordé²⁰.

Ce qui était souvent sous-entendu dans les éditoriaux du *Times* depuis l'occupation de la Ruhr est ainsi ouvertement exposé. Encore une fois, il faut noter que l'Allemagne est exempte de toute faute et de toute possibilité d'action sur le cours des choses. Elle est

¹⁸ "Control and Security", *Times*, 2 juillet 1924, p.15bc.

¹⁹ L'urgence se ressent aussi dans plusieurs autres éditoriaux, lorsque des problèmes de procédure concernant la conférence sur le plan Dawes surgissent: "A Question of Procedure", *Times*, 5 juillet 1924, p.15bc; "Chequers and Paris", *Times*, 10 juillet 1924, p.15bc; "Mr. Macdonald's Statement", *Times*, 11 juillet 1924, p.15bc; "A Golden Opportunity", *Times*, 15 juillet 1924, p.15bc; "Conference Prospects", *Times*, 17 juillet 1924, p.15bc.

²⁰ "The Elusive Formula", *Times*, 30 juillet 1924, p.13bc.

perçue comme un objet de la politique française, et en deuxième recours, de la politique britannique.

Le 2 août, les Allemands sont invités à la deuxième partie de la conférence qui débutera trois jours plus tard. Le point de vue du *Times* ne change pas comme on peut le lire le 5 août :

La Conférence aura porté fruit si elle sort la France et l'Allemagne de l'atmosphère créée par le conflit de la Ruhr. Les demandes, que les Allemands devraient faire, portent principalement sur les questions de l'évacuation militaire de la Ruhr et du retour effectif des exilés et des prisonniers dans la Ruhr et la Rhénanie. Ces demandes sont logiques et légitimes. Ce sera la tâche de la Conférence, dans sa nouvelle phase, d'assurer une coopération internationale au sujet du schéma des experts en apportant un accord qui dissipera l'anxiété et la suspicion autant en France qu'en Allemagne²¹.

Un autre pas est ainsi franchi puisque l'éditorialiste qualifie de « logiques et légitimes » les demandes allemandes au sujet de l'évacuation de la Ruhr. Une fois de plus, le sentiment d'urgence et d'extrême nécessité d'adoucir l'antagonisme franco-allemand est présent dans un éditorial du 15 août qui décrit la conférence comme un moment critique « pour la sauvegarde de la civilisation européenne »²².

Les différentes délégations alliées et la délégation allemande ratifient l'accord le 16 août au terme d'un mois de difficiles négociations. Avec le plan Dawes, le gouvernement Herriot promet l'évacuation de la Ruhr dans un horizon d'une année afin de ne pas brusquer les puissances anglo-américaines et ainsi se retrouver seul pour faire face à l'Allemagne. En contrepartie, l'Allemagne garantit qu'elle paiera les réparations, dont le montant vient d'être révisé à la baisse. La France y gagne l'assurance que ces sommes seront payées puisqu'elles sont reconnues et acceptées par les experts des pays participants²³. Cependant, le plus difficile pour la France et l'Allemagne sera de faire accepter cet accord par leurs parlements respectifs avant le 30 août, date décidée lors de la conférence. Après d'âpres compromis, cela sera fait dans les deux pays²⁴.

²¹ "A New Phase", *Times*, 5 août 1924, p.13bc.

²² "The Last Phase", *Times*, 15 août 1924, p.11bc.

²³ Voir : C. Baechler, *Gustave Stresemann (1878-1929) : de l'impérialisme à la sécurité collective*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1996, p.552-556.

²⁴ J. Bariéty, *Les relations franco-allemandes...*p.717-732.

2.3 Vers un pacte rhénan de sécurité (septembre 1924-octobre 1925)

La discussion sur les réparations l'ayant démontré, il est maintenant devenu impossible pour l'Europe de laisser de côté la question de la sécurité française, et, par conséquent, celles de l'occupation de la Ruhr et du désarmement allemand. Pour trouver une solution à la question de la sécurité française, la prochaine année et demie sera consacrée principalement à la négociation d'un pacte de paix (les accords de Locarno) qui sera suivie de l'entrée de l'Allemagne à la SDN. En effet, déjà au début du mois de septembre, quelques jours après la ratification du plan Dawes par la France et l'Allemagne le 30 août, la question de l'entrée de l'Allemagne à la SDN est soulevée par le Premier ministre britannique MacDonald²⁵. Le *Times*, à ce sujet, est clair; il n'est pas nécessaire de presser les choses au sujet de ces deux questions. La fin de la session de la SDN de 1924 étant fixée au 30 septembre, il vaut mieux s'assurer que le plan Dawes soit mis sur pied adéquatement²⁶. De toute façon, « il reste encore amplement de temps pour considérer consciencieusement et pratiquement le problème défini et limité de la sécurité de l'Europe de l'Ouest »²⁷. Deux éléments importants ressortent de cette citation. D'une part, les réparations priment toujours sur la sécurité en Europe. D'autre part, pour l'éditorialiste, le problème de la sécurité concerne l'Europe de l'Ouest, du moins inconsciemment, puisqu'il n'a pas jugé bon d'inclure les problèmes des frontières à l'Est, entre l'Allemagne et la Pologne, par exemple. Pour le *Times*, il est donc clair, bien avant les accords de Locarno d'octobre 1925, qui concerneront exclusivement la sécurité à l'Ouest, qu'il existe une hiérarchie au niveau de la sécurité européenne.

Ceci étant dit, le *Times* n'est pas opposé à l'admission de l'Allemagne à la SDN et son obtention d'un siège permanent au Conseil de sécurité. Le quotidien désire seulement que les politiciens européens traitent d'un dossier à la fois et s'accordent

²⁵ J. Wright, *Gustav Stresemann. Weimar's Greatest Statesman*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p.294-296.

²⁶ Plusieurs éditoriaux vont dans ce sens: "The League in Session", *Times*, 2 septembre 1924, p.11bc; "Arbitration", *Times*, 5 septembre 1924, p.11bc; "A Formula at Geneva", *Times*, 9 septembre 1924, p.13bc; "Germany and the League", *Times*, 12 septembre 1924, p.11bc; "Germany and the League", *Times*, 24 septembre 1924, p.13bc.

²⁷ "Obstacles at Geneva", *Times*, 25 septembre 1924, p.11bc.

assez de temps pour réfléchir à une question aussi complexe que la sécurité en Europe et le retour de l'Allemagne au statut de grande puissance :

Il y aura un intervalle pour la réflexion et cela n'est pas une mauvaise chose car, même s'il est désirable à tous les niveaux que l'Allemagne devienne membre de la SDN, les grands changements que son entrée apportera au niveau de la politique européenne devraient être considérés judicieusement au préalable. Par exemple, il s'agirait d'un malheur si, afin de faciliter l'admission de l'Allemagne à la SDN, les raisons pour lesquelles la guerre fut menée étaient reléguées dans l'oubli ou si les tentatives vigoureuses de l'Allemagne d'obscurcir à son avantage l'origine de la guerre devaient être couronnées de succès²⁸.

Trois points dévoilent la vision du *Times*. D'abord, l'Allemagne doit être mise sur un pied d'égalité avec les autres puissances en étant membre de la SDN. Ensuite, elle est responsable du déclenchement de la Première Guerre mondiale, ce qui ne justifie pas qu'elle doive être traitée comme elle l'a été depuis 1918. Finalement, l'entrée de l'Allemagne à la SDN apporterait de nombreux changements au niveau de la politique européenne du fait qu'elle redeviendrait la première puissance continentale, ce qui nécessite des réflexions préalables.

Les derniers mois de l'année 1924 sont peu mouvementés au niveau de la politique européenne. En Allemagne, des élections ramènent les électeurs vers des partis politiques moins extrémistes que lors des élections du 4 avril. À plusieurs reprises durant la campagne électorale, le *Times* rappelle aux électeurs allemands l'importance des mois qui vont suivre pour la survie de la paix en Europe. Une fois de plus, le sentiment d'urgence prédomine²⁹. Dans un éditorial du 29 novembre intitulé « *The Coming German Elections* », on peut lire :

Les autres nations ne doivent pas prendre partie dans le conflit au sujet des élections allemandes, mais il est possible d'exprimer à tout prix le désir que celles-ci aient pour résultat d'établir un gouvernement pratique et efficace assez fort pour travailler continuellement en faveur de la paix et d'éviter les erreurs qui ont empêché à plusieurs reprises la tentative de rétablir des relations internationales normales avec l'Allemagne³⁰.

²⁸ "The Changing League", *Times*, 30 septembre 1924, p.13cd.

²⁹ Voir par exemple, "Elections in Germany", *Times*, 21 octobre 1924, p.15cd.

³⁰ "The Coming German Elections", *Times*, 29 novembre 1924, p.13c.

Ainsi, pour la première fois, l'éditorialiste affirme explicitement que les Allemands ont une part de responsabilité dans ce qui leur arrive. L'Allemagne n'est plus simplement l'objet de la politique européenne – et d'abord française.

Ce changement de situation s'explique, entre autres, par le fait que le quotidien considère que le climat qui régnait en Allemagne et dans les relations internationales en avril était différent. Les choses étaient plus difficiles pour les Allemands puisque la situation était incertaine : « Les dernières élections sont arrivées à un moment où les souvenirs troublants de la période d'inflation étaient encore frais à l'esprit, où la politique française était incertaine, où la Ruhr était encore fermement occupée et où le soutien en faveur du plan Dawes n'était aucunement clair [...] Là où il n'y avait que de l'incertitude, il y maintenant une confiance grandissante »³¹. Ainsi, l'Allemagne étant mieux positionnée, il faut maintenant lui rappeler sa part de responsabilité puisqu'elle est, de fait, revenue au centre du jeu politique européen. Cependant, il s'avère impossible de former un gouvernement de majorité ou de coalition après les élections. Comme cela fut le cas lors de la dernière élection, on soulève l'urgence et l'importance que l'Allemagne se stabilise et soit raisonnable³². Plusieurs négociations mèneront finalement à la création d'un gouvernement « au-dessus des partis », le 22 janvier 1925³³.

L'Allemagne n'est donc plus uniquement l'objet de la politique des autres; elle possède une emprise sur sa destinée. Cependant, Stresemann craint un retour à cette difficile condition d'objet de la politique des autres puisque les Conservateurs sont de retour au pouvoir en Grande-Bretagne depuis novembre 1924 avec un ministre des Affaires étrangères pro-français, Austin Chamberlain. Celui-ci propose un protocole de pacte de défense mutuelle à la France et refuse d'évacuer Cologne, la zone britannique de la Ruhr, comme prévu dans le Traité de Versailles, sous prétexte que l'Allemagne n'a

³¹ "Elections in Germany"...

³² "Germany Seeking a Government", *Times*, 14 janvier 1925, p.15bc.

³³ R. Grathwol, *Stresemann and the DNVP: Reconciliation or Revenge in German Foreign Policy, 1924-1928*, Lawrence, Regents Press of Kansas, 1980, p.42-62.

pas effectué son désarmement³⁴. Le quotidien énonce l'ironie du désarmement tel que stipulé à Versailles :

[...] l'Allemagne ne peut aucunement mener de guerre étrangère en ce moment. Au niveau de l'artillerie lourde et des autres outils de la dernière guerre, elle est effectivement désarmée. Mais il s'agit de savoir si elle prépare une nouvelle guerre. Dans l'art de faire la guerre, tout ce qui est apparent, a-t-on dit, est toujours obsolète. Quels sont les armements de la prochaine guerre? Et est-ce que l'Allemagne est en train de les forger³⁵ ?

Donc, le désarmement porte principalement sur les armements de la Première Guerre mondiale. Bien que le *Times* ne se positionne pas contre le désarmement, il témoigne tout de même du caractère secondaire et utopique d'un tel désarmement.

Au sujet de l'évacuation de Cologne, l'éditorialiste mentionne qu'il n'est pas dans l'intérêt de la Grande-Bretagne d'utiliser ses troupes terrestres pour une telle tâche, mais que la situation présente l'oblige à agir ainsi. Une fois de plus, signe que le ton du *Times* change, on rappelle la responsabilité de l'Allemagne : « le mieux que l'on puisse espérer est que le gouvernement allemand soit capable de mettre de l'avant des mesures de précaution au sujet de sa propre organisation militaire de façon à rendre envisageable l'évacuation le plus rapidement possible »³⁶. Dans le même ordre d'idées, le quotidien mentionne quelques jours plus tard que l'Allemagne doit cesser de menacer les Alliés en prétextant à tout moment que, sans concessions de la part de ceux-ci, les nationalistes allemands vont se renforcer et mettre en péril par le fait même le plan Dawes³⁷. On se désole aussi du fait que le ton des Allemands soit plus dur depuis qu'ils savent que la zone de Cologne ne sera pas évacuée à la date prévue³⁸. L'Allemagne devrait s'occuper de ses problèmes internes, même si, en partie, ceux-ci ont été créés par le Traité de Versailles et les actions alliées subséquentes, telles le maintien du blocus après l'armistice et l'occupation de la Ruhr.

³⁴ J. Hiden, *Germany and Europe 1919-1939*, London/New York, Longman, p.55.

³⁵ "German Disarmament", *Times*, 29 décembre 1924, p.11b.

³⁶ "The Evacuation of Cologne", *Times*, 19 décembre 1924, p.15bc

³⁷ "German Christmastide Diplomacy", *Times*, 24 décembre 1924, p.11cd.

³⁸ "Unravelling the Knot", *Times*, 12 janvier 1925, p.13bc.

Dans ce contexte, l'Allemagne décide de passer à l'action et envoie un mémorandum au sujet d'un pacte de sécurité, d'abord à la Grande-Bretagne, puis à la France, afin de ne pas retomber dans l'isolement politique. Lord d'Abernon, ambassadeur britannique en Allemagne, pousse Stresemann à réitérer une proposition faite en juin 1922 par le gouvernement Cuno³⁹, mais celle-ci sera réévaluée afin de se concentrer sur les pays en lien avec la Rhénanie : Allemagne, France, Belgique, Hollande, Suisse et, indirectement, Grande-Bretagne. Le but principal est d'offrir un pacte de sécurité afin de satisfaire la France et ainsi pouvoir accélérer l'évacuation complète de la Ruhr⁴⁰. Ce projet englobe les principaux points qui seront mis de l'avant dans les accords de Locarno d'octobre 1925; un pacte rhénan de sécurité garanti par la Grande-Bretagne et l'Italie, un pacte d'arbitrage entre la France et l'Allemagne, une renonciation implicite allemande à l'Alsace et à la Lorraine, une porte ouverte à d'autres idées et à d'autres traités d'arbitrage avec des partenaires à l'est. Finalement, le refus de respecter les frontières avec la Pologne est clair, mais une renonciation à les recouvrir par la voie militaire est aussi mentionnée. Il s'agit de propositions afin d'amorcer une discussion, ce qui témoigne de la position de faiblesse dans laquelle Stresemann croit être⁴¹.

Avant même la mise sur pied du mémorandum allemand, la question de la sécurité est discutée à plusieurs reprises comme en témoignent trois éditoriaux dans les deux semaines précédant celui-ci⁴². Du côté du *Times*, on relie rapidement les questions du désarmement allemand, de la sécurité française (donc d'un pacte de sécurité) et de l'entrée de l'Allemagne à la SDN. Le quotidien accueille très favorablement « cette brèche dans les conceptions figées » de la sécurité européenne et argumente que les propositions allemandes « sont inspirées par un authentique désir de coopérer pour

³⁹ Pour le déroulement des discussions entre D'Abernon et les différents politiciens allemands, voir : F. G. Stambrook, « 'Das Kind' – Lord D'Abernon and the Origins of the Locarno Pact », *Central European History*, 1, 3, 1968, p. 233-263.

⁴⁰ C. Baechler, *Gustave Stresemann...*p.587.

⁴¹ J. Wright, *Gustav Stresemann...*p.303.

⁴² "Herr Luther's Programme", *Times*, 21 janvier 1925, p.15bc; "Superfluous Anxieties", *Times*, 27 janvier 1925, p.15bc; "Security", *Times*, 3 février 1925, p.13bc.

trouver une solution pacifique au problème de sécurité; de ce point de vue, les augures sont favorables »⁴³.

L'éditorialiste va même plus loin en affirmant qu'interpréter les propositions allemandes « [...] comme une manœuvre politique ayant pour but un soi-disant plan de conquête revient à nuire gravement à la paix européenne ». Ainsi, non seulement est-ce une initiative admirable, mais ne pas la prendre au sérieux s'avère dangereux pour l'Europe. L'Allemagne, pour le *Times*, est bien intentionnée. Dans ce même éditorial intitulé « *Pacts and Protocols* », le quotidien réaffirme que la garantie des frontières à l'Ouest est beaucoup plus importante qu'à l'Est et se contente d'ajouter que « personne n'est indifférent aux intérêts vitaux de la Pologne »⁴⁴. Une semaine plus tôt, le quotidien affirmait même que la Pologne, afin de bien s'entendre avec l'Allemagne, devrait rechercher « un compromis raisonnable en ce qui concerne les frontières » avec son voisin⁴⁵. La Pologne est donc à la merci de l'Allemagne et rien ne peut modifier cette conjoncture. Cet argumentaire est développé en profondeur dans un autre éditorial où l'on explique que le cas de la Pologne est beaucoup moins urgent et beaucoup plus complexe que celui de la Ruhr puisqu'il implique la Russie soviétique et une minorité allemande forte⁴⁶.

Alors que le protocole de pacte de sécurité, proposé à la France par la Grande-Bretagne à la fin de 1924, échoue définitivement le 12 mars 1925, le *Times* argumente en faveur de l'ouverture d'une réelle discussion sur les propositions allemandes en qualifiant « d'historique » cette chance que doivent « saisir à deux mains la France et la Grande-Bretagne »⁴⁷. Mais les choses devront attendre puisque le Président de la République de Weimar, Ebert, est mort subitement le 28 février, ce qui a provoqué des remous en Allemagne⁴⁸. Ainsi, les mois de mars et d'avril sont le théâtre d'une

⁴³ "The Master Key", *Times*, 6 mars 1925, p.15bc.

⁴⁴ "Pacts and Protocols", *Times*, 11 mars 1925, p.15bc.

⁴⁵ "Guaranteed Security", *Times*, 4 mars 1925, p.15cd.

⁴⁶ "A Debate on Security", *Times*, 25 mars 1925, p.15bc.

⁴⁷ "The Protocol – and After?", *Times*, 13 mars 1925, p.15bc.

⁴⁸ C. Baechler, *Gustave Stresemann...*p.593-595; J. Wright, *Gustav Stresemann...*p.307-310.

campagne présidentielle et les différents gouvernements européens préfèrent attendre le résultat de celles-ci avant de se lancer dans des discussions.

Le *Times* voit dans cette élection un débat entre les partisans d'un retour au Reich wilhelmien et ceux de la République puisque plusieurs ardents monarchistes, tels Hindenburg et Ludendorff, se présentent au poste de Président. Voter pour un monarchiste serait, une fois de plus, synonyme de graves dangers pour la paix européenne selon le quotidien⁴⁹. Alors que l'ex-maréchal Hindenburg prend de l'ascendance sur ses concurrents au fil des semaines, l'éditorialiste minimise la portée de ce choix et des propos qu'il a tenus depuis le début du mois de mars. Une fois l'élection terminée, il rappelle que le résultat n'est pas surprenant et n'apporte rien de vraiment nouveau à la politique étrangère de l'Allemagne, le rôle du Président étant minime dans les faits; l'essentiel est que « les portes sont toujours ouvertes à la négociation »⁵⁰.

Deux semaines après les élections en Allemagne, la réponse française aux propositions allemandes se fait toujours attendre. Dans un éditorial du 15 mai intitulé « *The Next Step* », le quotidien exhorte les différents pays à reprendre les pourparlers le plus tôt possible puisque la question du pacte de sécurité laisse dans l'attente la question de l'évacuation de Cologne qui demeure une épine dans les négociations globales. Il faut rapidement passer à une autre étape⁵¹. Il y a ensuite plusieurs échanges de notes entre la Grande-Bretagne et la France sur la problématique. Le *Times* réitère, le 2 juin 1925, le point de vue selon lequel les frontières à l'Est sont d'une importance secondaire pour l'Angleterre et qu'elle ne peut, à ce sujet, offrir plus de garanties à la France qu'elle ne l'a fait dans le Traité de Versailles. Il argumente de nouveau : « Une fois que les frontières occidentales seront réellement garanties et que les chefs auront établi une confiance commune en la paix, le reste ne nécessitera que de simples arrangements »⁵².

⁴⁹ "Choosing a President", *Times*, 10 mars 1925, p.15cd; "A Severe Ordeal", *Times*, 23 mars 1925, p.15cd; "Republic or Kaiser?", *Times*, 14 avril 1925, p.11bc; "The German Elections", *Times*, 24 avril 1925, p.13bc.

⁵⁰ Pour la citation: "Hindenburg's Victory", *Times*, 28 avril 1925, p.15bc. Voir aussi: "Hindenburg and Europe", *Times*, 30 avril 1925, p.17bc.

⁵¹ "The Next Step", *Times*, 15 mai 1925, p.17bc.

⁵² "A Simple Issue", *Times*, 2 juin 1925, p.13bc. Le même argumentaire est repris le 11: "The Chances of the Pact", *Times*, 11 juin 1925, p.15bc.

Et puis vient finalement, le 4 juin 1925, la note alliée sur le désarmement allemand. Une fois de plus, le *Times* incite les gouvernements à agir dans un sens conforme à la réalisation de la paix et de la sécurité en Europe. Le quotidien considère les demandes alliées comme légitimes et simples à remplir:

Cette question du désarmement et de [l'évacuation de la zone de] Cologne est pour le moment un obstacle... Remplir les demandes contenues dans la dernière note alliée ne devrait pas être très difficile pour le gouvernement allemand. Il ne sera alors certainement pas difficile pour nous [les Britanniques] d'évacuer Cologne quand cela sera fait. Il s'agira, en fait, d'un soulagement. Nous nous sentirons alors prêt pour des sujets plus importants⁵³.

Donc, il faut régler le problème du désarmement allemand, et conséquemment de l'occupation de Cologne, avant de pouvoir passer à une étape plus importante.

La réponse française aux propositions allemandes du 9 février arrivera seulement le 16 juin puisque la France devait attendre le moment opportun et le rapport du MICUM qui mena à la note du 4 juin sur le désarmement. Le document affirme que l'entrée de l'Allemagne à la SDN est un prérequis au futur pacte de sécurité et que la France doit se porter garante du traité de garantie entre l'Allemagne et la Pologne⁵⁴. Le *Times* n'y voit pas de réel inconvénient et réitère la nécessité d'aller de l'avant⁵⁵. Le 20 juillet 1925, après de nombreux débats à l'intérieur du cabinet et du Reichstag dus à un rejet de la note française, principalement au sujet de la garantie française du traité germano-polonais, l'Allemagne répond à la France en reprenant les thèses allemandes et en répudiant les thèses françaises⁵⁶.

L'éditorial intitulé « *The German Reply* » exprime le point de vue du quotidien. On se félicite d'abord de l'esprit d'ouverture dont fait preuve l'Allemagne et de l'acceptation implicite de son entrée à la SDN. Ensuite, l'éditorialiste n'est pas totalement opposé à l'idée selon laquelle l'Allemagne ne pourrait remplir l'article 16 du Covenant de la SDN qui stipule que chaque membre doit porter assistance militairement

⁵³ "The Evacuation of Cologne", *Times*, 6 juin 1925, p.13bc.

⁵⁴ J. Wright, *Gustav Stresemann...*p.315.

⁵⁵ "The Pact for Peace", *Times*, 19 juin 1925, p.17bc.

⁵⁶ J. Jacobson, *Locarno Diplomacy. Germany and the West, 1925-1929*, Princeton, Princeton University Press, 1972, p.52-57.

à tous les autres membres. L'Allemagne fait remarquer à ce sujet que comme elle est désarmée, il est impossible de remplir cette condition. L'article est conclu de la façon suivante : « La note allemande est plus favorable que ce que l'on pouvait s'attendre étant donné la situation actuelle de l'Allemagne. Elle démontre une bonne foi et une vaste préoccupation. Cela rend maintenant possible l'accélération des négociations [...], mais cela démontre aussi que plusieurs sujets doivent encore être abordés et que les négociations, même si elles s'accélèrent, seront encore longues »⁵⁷. Le *Times* est donc partagé sur la question, mais il démontre une évidente volonté d'en arriver aux négociations réelles.

La réplique allemande sera accueillie plutôt favorablement à Londres et à Paris, accélérant les pourparlers entre les deux gouvernements. La première partie de la Ruhr est d'ailleurs évacuée le 31 juillet. Cela se soldera par la visite à Londres, du 8 au 10 août, de Briand, ministre des Affaires étrangères français. Cette visite a pour objectif de discuter de la réplique française à la réplique allemande du 20 juillet⁵⁸. Cette visite est considérée comme un autre pas vers la paix et est grandement saluée par le *Times*⁵⁹. Le 24 août, la France répond à nouveau à l'Allemagne en lui répétant, sur un ton plus cordial que le 16 juin, la vision française. Paris invite Berlin à une « session d'information » sur les conditions alliées du 1^{er} au 5 septembre⁶⁰. Le quotidien se contente de réaffirmer sa confiance et son enthousiasme en ce projet⁶¹. Les négociations continuent d'aller de l'avant jusqu'au 15 septembre, journée où l'Allemagne est invitée à une conférence à Locarno à compter du 5 octobre.

Dans un éditorial du 17 septembre intitulé « *Germany and the Pact* », on retrouve une fois de plus de la sympathie pour la cause allemande ainsi qu'une certaine culpabilité britannique : « Il est normal qu'un pays qui a été si longtemps au froid entretienne certains soupçons, nourrisse certains ressentiments, et accepte de prendre place au bord du feu de ses anciens ennemis seulement avec circonspection ». Ce

⁵⁷ "The German Reply", *Times*, 23 juillet 1925, p.15bc.

⁵⁸ C. Baechler, *Gustave Stresemann...*p.611.

⁵⁹ "A Forward Movement", *Times*, 13 août 1925, p.11bc.

⁶⁰ J. Wright, *Gustav Stresemann...*p.320-321.

⁶¹ "Getting Together", *Times*, 28 août 1925, p.13bc.

passage n'excuse pas les attaques des nationalistes allemands contre les politiques allemande, française et britannique, mais il contient une certaine acceptation d'un tort allié justifiant un soupçon face aux ennemis de la Grande Guerre et, surtout, des signataires du Traité de Versailles. Renchérissant dans le sens du caractère historique du futur pacte, l'éditorialiste mentionne, dans le même article, qu'il « n'est pas exagéré de dire que cette étape va amener une révolution dans les mentalités européennes »⁶².

Durant toutes ces tractations politiques, un acteur important s'était tenu à l'écart. L'Union soviétique était occupée par sa quête de stabilité intérieure. Avec les négociations de plus en plus intenses au sujet d'un pacte de sécurité rhénan, la Russie bolchevique croit être la cible désignée malgré les nombreuses explications alliées selon lesquelles le but unique de ce pacte était la paix européenne. Tchitcherine, le commissaire du peuple aux Affaires étrangères soviétique, fait alors pression sur l'Allemagne afin que celle-ci n'entre pas dans un pacte anti-soviétique et qu'elle ne déclare pas immuables les frontières de la Pologne, voisin commun des deux pays⁶³. Le quotidien, dans un article du 2 octobre, défend lui aussi l'idée selon laquelle il ne s'agit pas d'un pacte anti-soviétique. Il rejette aussi l'argument, notamment français, qui veut que la requête allemande afin d'être exemptée du respect de l'article 16 du Convent de la SDN stipulant qu'une action militaire pour défendre tout membre de la SDN soit en fait une garantie envers la Russie que l'Allemagne ne l'attaquera pas sous aucun prétexte. De plus, l'éditorialiste affirme : « Nous pouvons avoir confiance que Stresemann va s'en tenir au plan qu'il a lui-même mis sur pied. Il sait que le pacte de sécurité proposé, comme M. Chamberlain l'a dit à Genève, est dirigé contre personne »⁶⁴. Une fois de plus, on ne doute pas de la bonne volonté du gouvernement allemand.

⁶² "Germany and the Pact", *Times*, 17 septembre 1925, p.13bc.

⁶³ C. Baechler, *L'Aigle et l'Ours. La politique russe de l'Allemagne de Bismarck à Hitler 1871-1945*, Berne, Peter Lang, 2001, p.257-275.

⁶⁴ "M. Tchitcherine's Visits", *Times*, 2 octobre 1925, p.13bc.

2.4 Le désarmement allemand et les accords de Locarno (octobre–décembre 1925)

Le 2 octobre 1925, la délégation allemande quitte pour la ville suisse de Locarno en vue de la conférence sur le pacte rhénan qui débutera trois jours plus tard. Seuls cinq pays y participent pleinement - l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie – alors que la Pologne et la Tchécoslovaquie sont présentes lors des discussions sur les traités d'arbitrage à l'Est. Le 10 octobre, dans un éditorial plutôt pessimiste en comparaison des éditoriaux des mois précédents, ton probablement dû aux affrontements sévères entre Briand et Stresemann en ce début de conférence⁶⁵, le quotidien doute de la réelle possibilité que la conférence soit couronnée de succès. L'éditorialiste répète le caractère secondaire du problème des frontières à l'Est : « Après tout, si l'Allemagne entre à la SDN dans les conditions ordinaires, tous les traités d'arbitrage qu'elle pourrait contracter avec ses voisins de l'Est ne seraient-ils pas d'une certaine façon garanties »⁶⁶? Il se félicite aussi que les traités d'arbitrage n'impliquent pas la participation britannique, mais s'empresse d'ajouter que « cela ne signifie que le gouvernement britannique doive ou puisse regarder un projet d'accord à l'Est avec indifférence »⁶⁷.

Les accords de Locarno du 16 octobre 1925 correspondent en apparence à une victoire de la diplomatie française en ce sens qu'ils répondent aux grandes lignes de la politique extérieure de la France de l'entre-deux-guerres⁶⁸. En effet, l'Allemagne souscrit à l'idée de ne pas reprendre l'Alsace-Lorraine par la force, mais non pas par la diplomatie. Par le traité de garantie mutuelle, point central de Locarno, l'Angleterre donne à la France ce qu'elle désire depuis la fin de la guerre, c'est-à-dire une garantie d'intervention militaire en cas d'agression allemande. De plus, les traités bilatéraux, entre la France et la Pologne et entre la France et la Tchécoslovaquie, offrent un réseau d'alliances qui permet d'appréhender une attaque contre l'Allemagne sur deux fronts si la nécessité se fait sentir. Locarno offre aussi une meilleure assurance de paiement des

⁶⁵ C. Baechler, *Gustave Stresemann...* p.628.

⁶⁶ "Sober Hopes", *Times*, 10 octobre 1925, p.13bc.

⁶⁷ "Arbitration at Locarno", *Times*, 16 octobre 1925, p.15cd.

⁶⁸ Nous basons notre analyse sur la reproduction du Pacte de Locarno publié dans C.A. McCartney (dir.), *Survey of International Affairs, 1925*, vol. II, London, Royal Institut of International Affairs, 1928, p. 439-452.

réparations de la part de l'Allemagne. Il ne faut pas négliger le fait que Locarno laisse espérer à Paris qu'une collaboration plus étroite avec Londres au sujet de l'application du Traité de Versailles est possible⁶⁹.

Cependant, l'Allemagne y gagne aussi beaucoup, quoi qu'en disent les nationalistes allemands du DNVP qui affirment que Stresemann est un traître qui vend l'Allemagne aux ennemis⁷⁰: l'acceptation non explicite de la révision des frontières orientales puisque Stresemann se refuse de lier les pays de l'Est aux accords, la possibilité de racheter à la Belgique la région d'Eupen-Malmédy, l'assurance que la France ne pourra plus réoccuper la Rhénanie sous peine de représailles anglaises et italiennes, l'impossibilité pour la France d'envoyer des troupes à ses alliés de l'Est en passant par le Reich ainsi qu'un siège permanent à la SDN qui assure le retour de l'Allemagne dans le concert des grandes puissances européennes⁷¹.

L'Allemagne réussit aussi à se libérer de l'article 16 du Covenant de la SDN qui oblige les pays signataires à appliquer des sanctions contre un pays contrevenant. L'annexe F stipule que chaque membre doit résister « à tout acte d'agression dans la mesure où cela est compatible avec sa situation militaire »⁷². Cela constitue une victoire pour Stresemann puisque l'Allemagne, désarmée par le traité de Versailles, se voit dans l'impossibilité de remplir les obligations qui découlent de l'article 16. En fait, la véritable raison pour laquelle les dirigeants allemands désirent être exemptés de l'article 16 est de rassurer l'URSS quant aux motivations de l'Allemagne; Stresemann souhaite signifier aux Soviétiques qu'il n'entend pas se liguer avec les puissances occidentales contre eux⁷³. Finalement, la détente, que symbolise Locarno, assure l'afflux des capitaux américains pour redresser l'Allemagne puisque l'application du plan Dawes nécessite une entente entre les différents pays⁷⁴.

⁶⁹ J. Jacobson, *Locarno Diplomacy...* p. 38.

⁷⁰ Pour le point de vue du DNVP: R. Grathwol, *Stresemann and the DNVP...*

⁷¹ M. Kitchen, *Europe between the Wars. A political history*, London/New York, Longman, 1988, p. 60-62.

⁷² C.A McCartney (dir.), *Survey of International Affairs, 1925 ...* p. 451.

⁷³ M. Kitchen, *Europe between the Wars ...* p. 60.

⁷⁴ P. Grosser, *Pourquoi la 2^e Guerre mondiale?*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999, p. 62.

Bien que satisfait de la tournure des événements, le *Times* affiche une réserve et admet sa crainte que le test ultime de Locarno, c'est-à-dire la ratification par les différents parlements, ne soit pas concluante. En effet, le quotidien a raison d'être méfiant, étant donné que des crises politiques internes éclatent en France et en Allemagne dès que la conférence se termine, crises qui pourraient avoir des effets désastreux sur la politique internationale. Mais, heureusement, « le chancelier Luther semble regarder la situation avec calme et continue, avec un cabinet réduit [par le départ de trois ministres nationalistes du DNVP], mais avec une détermination manifeste, à parachever le Traité de Locarno »⁷⁵. Une fois de plus, on retrouve l'idée selon laquelle une partie de la population allemande est instable, mais le gouvernement, lui, est raisonnable et bien intentionné.

Dans tous les pays, la campagne pour faire accepter les accords à la population va bon train de la mi-octobre au 1^{er} décembre 1925, date à laquelle les gouvernements doivent ratifier les documents à Londres. Le *Times* publie un article le 18 novembre dans lequel il souligne l'ambiguïté de plusieurs clauses des accords de Locarno. L'éditorialiste affirme : « [...] la valeur du Traité repose davantage dans l'esprit de conciliation – qu'il confirme - que dans les clauses mécaniques qui seront probablement utiles à réfréner une action déterminée et entêtée »⁷⁶. En d'autres termes, le quotidien croit que les accords apportent une ambiance propice au maintien de la paix, mais qu'ils sont, dans les faits, très peu contraignants. Cela explique la retenue dont fait preuve le journal à plusieurs reprises durant les discussions sur le pacte de sécurité, en comparaison avec l'optimisme qui régnait lors des pourparlers pour le plan Dawes.

Un des points sur lesquels les nationalistes allemands insistent est que les Occidentaux sont de mauvaise foi puisqu'ils n'ont pas évacué Cologne à la date prévue. Les Alliés veulent rendre cette évacuation conditionnelle à la signature des accords de Locarno. Finalement, le Reichstag accepte les accords le 27 novembre. Le *Times* est

⁷⁵ "Changing Governments", *Times*, 30 octobre 1925, p.13bc. Les qualités de Luther et Stresemann sont encore plus louangées dans un article du 7 novembre : "The German Dilemma", *Times*, 7 novembre 1925, p.13bc.

⁷⁶ "The Locarno Treaties", *Times*, 18 novembre 1925, p.15f.

évidemment satisfait que les troupes britanniques reviennent au pays et croit que cela sera favorable à la paix européenne⁷⁷. Pour le quotidien, les bons politiciens que sont Stresemann et Luther ont agi dans l'intérêt de leur pays et de l'Europe. L'éditorialiste conclut son article de cette façon : « Le moment venu, il sera clair que la nation allemande dans son entier approuve complètement, et avec entrain, l'action clairvoyante du chancelier Marx et de Stresemann »⁷⁸. Quelques jours plus tard, il ajoute : « Une grande proportion de la population, incluant les socialistes, a rejeté la doctrine du militarisme »⁷⁹. Le *Times* sous-estime donc la haine manifestée par les deux extrêmes du jeu politique allemand envers le Traité de Versailles et l'implantation profonde du militarisme dans les mentalités allemandes de l'époque⁸⁰. Pour lui, il s'agit d'un temps nouveau en Allemagne même s'il est conscient qu'il existe une minorité militariste puissante.

Le 30 novembre, les troupes d'occupation débutent l'évacuation qui se terminera le 31 janvier 1926. Stresemann se rend à Londres le 1^{er} décembre 1925 afin d'officialiser les accords. Le *Times* en profite pour réaffirmer qu'un « profond désappointement » des Allemands au sujet de Versailles était « inévitable et justifiable ». En ce sens, durant les six années qui ont séparé Versailles de Locarno, les Alliés « ont sans relâche imposé leur volonté à l'Allemagne et aux autres pays vaincus. Cela n'est pas la paix; cela est simplement la perpétuation de la guerre ». Ainsi, « Locarno n'est évidemment pas la fin » des problèmes en Europe, mais représente tout de même « un progrès duquel l'Europe peut espérer être éloigné pour longtemps »⁸¹. Une fois de plus, le journal argumente que l'on a été dur à l'endroit de l'Allemagne et qu'elle a raison de ne pas s'être pliée entièrement à Versailles. De plus, grâce à la proposition allemande

⁷⁷ "Evacuation", *Times*, 17 novembre 1925, p.15bc.

⁷⁸ "Germany and the Pact", *Times*, 28 novembre 1925, p.13cd.

⁷⁹ "From War to Peace", *Times*, 1^{er} décembre 1925, p.15f-16bc.

⁸⁰ Sur le militarisme, voir, entre autres: U. Frevert, *A Nation in Barracks : Modern Germany, Military Conscription and Civil Society*, trans. A. Boreham with D. Brückenhaus, Oxford/New York, Berg, 2004. Sur le militarisme dans la politique étrangère de Weimar: G. Post Jr. *The Civil-Military Fabric of Weimar Foreign Policy*, Princeton: Princeton University Press, 1973. H. A. Winkler insiste pour sa part sur le mythe du Reich comme élément du militarisme allemand dans H. A. Winkler, *Histoire de l'Allemagne, XIX^e-XX^e siècles. Le long chemin vers l'Occident*, trad. O. Demange, Paris, Fayard, 2005 [2000].

⁸¹ "From War to Peace" ...

concernant le pacte rhénan de sécurité, l'Europe a fait un autre pas vers une « nouvelle ère de paix », l'éditorialiste parlant de « l'esprit de conciliation de Locarno »⁸². Un certain sentiment de culpabilité est donc perceptible.

2.5 Vers l'entrée de l'Allemagne à la SDN (janvier-août 1926)

La signature des accords de Locarno ouvre incontestablement une nouvelle ère de conciliation. La prochaine étape pour l'Allemagne (il s'agissait d'une condition française pour l'acceptation du pacte rhénan) est de demander son entrée à la Société des Nations. C'est la tâche à laquelle se mettront Luther et Stresemann dès que le second gouvernement Luther sera formé le 26 janvier 1926. L'Allemagne, après de nombreux débats au Reichstag⁸³, demande son admission à la SDN le 8 février. Le *Times* donne clairement son avis; il est inopportun d'augmenter le nombre de sièges au Conseil de sécurité jusqu'à 15 et seule l'Allemagne doit entrer et avoir un siège permanent. Mais le plus intéressant réside dans son subtil rejet de la candidature polonaise pour un siège permanent :

Il s'agirait d'un malheureux précédent d'admettre, par exemple, que parce que la Pologne a occasionnellement des disputes avec l'Allemagne, elle doit par le fait même être admise au conseil en même temps. Cet argument offre une mésinterprétation et une distorsion de l'esprit de la SDN [...] Au départ, le plan du conseil était qu'il devait être constitué de onze membres, dont sept devaient être permanents – les grandes puissances, incluant les États-Unis, la Russie et l'Allemagne- et quatre autres élus à tour de rôle⁸⁴.

Ainsi, sans rejeter ouvertement la candidature polonaise, le quotidien est clair; les grandes puissances sont les seules à pouvoir avoir un siège permanent et l'admission de l'Allemagne ne doit pas nécessairement coïncider avec l'admission de la Pologne.

Les intrigues diplomatiques se nouent durant trois semaines, l'Espagne, la Pologne et le Brésil voulant entrer en même temps que l'Allemagne⁸⁵. Le *Times*, qui se prononçait subtilement en défaveur de l'admission de la Pologne le 8 février, change de

⁸² "Locarno Treaties Signed", *Times*, 2 décembre 1925, p.15f-16bc.

⁸³ C. Baechler, *Gustave Stresemann...*p.663-665.

⁸⁴ "Germany and the League", *Times*, 8 février 1926, p.13bc.

⁸⁵ J. Wright, *Gustav Stresemann...*p.351-353.

ton le 27 février : « L'objection suprême à la proposition d'ajouter plusieurs membres au Conseil en même temps que l'Allemagne est que cela s'est fait en hâte et de façon inattendue, sans en avertir au préalable l'Allemagne, et ainsi revêt l'apparence déplorable d'être dirigée contre l'Allemagne au moment de son admission durement gagnée à la SDN ». La volonté du quotidien de voir seulement l'Allemagne admise est, cette fois, clairement énoncée. L'éditorialiste conclut : « Tout le reste pourra être discuté plus tard »⁸⁶. On peut aussi y voir une pointe de sentiment de culpabilité qui fait que l'Allemagne doit retrouver officiellement le statut de grandes puissances que les événements lui ont enlevé depuis 1918.

Pour régler la question de l'admission allemande, une session extraordinaire est appelée du 7 au 17 mars à Genève. Rapidement, les discussions tournent au vinaigre alors que le Brésil, l'Espagne et la Pologne refusent catégoriquement l'entrée unilatérale de l'Allemagne au sein du Conseil de sécurité de la SDN. Dans un éditorial cinglant contre ces pays, le *Times* affirme qu'ils avaient fait la promesse formelle qu'ils accepteraient l'entrée de l'Allemagne et qu'il est tout à fait inacceptable de changer d'opinion ainsi. Si les choses avaient été claires dès le départ, « ce spectacle humiliant d'une discorde internationale aurait pu être évité ». En ce sens, l'éditorialiste juge normal que l'Allemagne refuse alors de proposer sa candidature si elle n'est pas assurée d'un siège permanent⁸⁷. Le quotidien omet ainsi le fait que l'Allemagne a refusé plusieurs tentatives de compromis qui, il est vrai, allaient dans le sens d'un renforcement de l'influence française à la SDN⁸⁸. Il va même jusqu'à se poser la question à savoir pourquoi la Pologne a désespérément besoin d'un siège immédiatement et remet en cause la puissance du Brésil qui lui permet d'oser se positionner contre les désirs des Européens⁸⁹. Donc, l'Allemagne est encore la victime pour le *Times*.

Le 17 mars, l'entrée de l'Allemagne est remise à la prochaine assemblée, c'est-à-dire au mois de septembre 1926. Dans un éditorial extrêmement dur, on fustige

⁸⁶ "The League Council", *Times*, 27 février 1926, p.13bc.

⁸⁷ "Clouds over Europe", *Times*, 12 mars 1926, p.15bc.

⁸⁸ C. Baechler, *Gustave Stresemann...* p.667-668.

⁸⁹ "On The Eve of Failure", *Times*, 17 mars 1926, p.15bc.

particulièrement le Brésil qui est, en définitive, le pays qui a fait échouer la conférence. Afin de minimiser l'échec, le *Times* conclut que la chose la plus importante est que l'esprit de conciliation entre la France et l'Allemagne n'a pas été détruit et qu'ainsi les accords de Locarno sont toujours vivants. Une fois de plus, on louange le caractère raisonnable et mature du gouvernement allemand qui n'a pas provoqué une crise⁹⁰.

Ce refus jette certainement une douche froide à la diplomatie européenne pour quelques temps. Le gouvernement allemand, principalement à cause des critiques des partis ultranationalistes, ne peut se permettre de demeurer passif et renoue les liens avec l'URSS qu'il avait laissés en plan depuis le mois d'octobre. Stresemann souhaite rappeler aux Soviétiques que le pacte de Locarno et l'hypothétique entrée à la SDN ne sont pas dirigés contre l'URSS. Il est à noter que les Allemands et les Soviétiques ont déjà signé un accord important en 1922 à Rapallo⁹¹. Le but, pour l'Allemagne, est de reconduire cet accord afin de conserver de bonnes relations avec la Russie soviétique qui, de son côté, souhaiterait plus de coopération avec l'Allemagne afin de l'éloigner des Occidentaux. Évidemment, les deux pays veulent aussi, par le fait même, faire pression sur la Pologne qui est un État limitrophe aux deux pays⁹².

Le traité entre l'Allemagne et l'URSS est discuté parallèlement aux discussions sur le pacte rhénan et l'adhésion allemande à la SDN, ce qui enlève de la validité à l'interprétation selon laquelle l'Allemagne veut punir les Occidentaux pour le rejet. Le *Times*, le 14 avril⁹³, annonce en primeur un imminent accord germano-soviétique, ce qui

⁹⁰ "Failure At Geneva", *Times*, 18 mars 1926, p.17bc. L'argumentaire est approfondi une semaine plus tard: "The Geneva Debate", *Times*, 24 mars 1926, p.17bc.

⁹¹ Sur Rapallo, voir : V. Vourkoutiotis, *Making Common Cause. German-Soviet Secret Relations, 1919-1922*, New York, Palgrave, 2007; P. Krüger, «A Rainy Day, April 16 1922: The Rapallo Treaty and the Cloudy Perspective for German Foreign Policy», in C. Fink, A. Frohn & J. Heideking (eds.), *Genoa, Rapallo, and European reconstruction in 1922*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p.49-64; P. Létourneau, *Walther Rathenau (1867-1922)*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1996; R. Himmer, «Rathenau, Russia and Rapallo», *Central European History*, 9, 1976, p.147-183; D. Felix, *Walther Rathenau and the Weimar Republic. The Politics of Reparations*, Baltimore, The John Hopkins Press, 1971; R. Bournazel, *Rapallo: naissance d'un mythe. La politique de la peur dans la France du Bloc National*, Paris, Armand Colin, 1974.

⁹² J. Wright, *Gustav Stresemann...*p.354-356.

⁹³ "Germany and The Soviet", *Times*, 14 avril 1926, p.16d.

oblige les négociants à accélérer la cadence⁹⁴. Le Traité de Berlin est signé le 24 avril 1926. Il prévoit principalement la neutralité des deux pays en cas d'attaque ennemie et le refus de participer à un blocus économique contre l'autre pays. Le quotidien explique « que, formellement, les signataires de Locarno ne peuvent pas soulever d'objections » à ce traité, puisqu'il respecte les engagements de l'Allemagne. Il explique ensuite que contrairement aux négociations avec l'Ouest qui piétinent, les pourparlers avec l'URSS ont été efficaces, renvoyant ainsi une certaine faute envers les discussions de Genève⁹⁵. L'éditorialiste soulève tout de même des réserves envers ce traité : « Une nouvelle situation est en train d'être créée en Europe de l'Est et, si l'Allemagne a considéré nécessaire d'adapter ses nouvelles obligations contractées sous le Traité de Locarno au Traité de Rapallo, les puissances occidentales vont devoir considérer à quel degré il sera nécessaire pour elles d'adapter leurs conceptions de Locarno à cette situation apparemment changeante »⁹⁶. Donc, il est clair que l'Allemagne ne peut pas changer les données par elle-même et s'attendre à ce que les Occidentaux ne réagissent pas. Néanmoins, le *Times* ne blâme pas l'Allemagne.

La signature du Traité de Berlin n'a pas créé de remous chez les différents gouvernements européens, comme l'avait fait le Traité de Rapallo. Les tractations se poursuivent à la SDN afin d'en arriver à l'acceptation de l'entrée de l'Allemagne au mois de septembre 1926. Berlin maintient d'ailleurs une pression incessante de mars à septembre afin que les choses accélèrent⁹⁷. Lorsque, insatisfait des propositions de réforme, le Brésil quitte la SDN, le *Times* rappelle que la délégation brésilienne a fait échouer l'entrée de l'Allemagne à la SDN et que son départ est bénéfique à la situation européenne. Ainsi, on peut espérer que la « sottise méchanceté (*mischief*) de mars sera remédiée en septembre »⁹⁸. On ne peut être plus clair au sujet de l'entrée unilatérale de l'Allemagne à la SDN.

⁹⁴ C. Baechler, *Gustave Stresemann...* p.672.

⁹⁵ "A New Situation", *Times*, 20 avril 1926, p.17bc.

⁹⁶ "The German-Soviet Treaty", *Times*, 28 avril 1926, p.17bc.

⁹⁷ C. Baechler, *Gustave Stresemann...* p.676-684..

⁹⁸ "An Introspective Council", *Times*, 12 juin 1926, p.15cd.

2.6 Le siège permanent à la SDN, les entretiens de Thoiry et le désarmement allemand (septembre-décembre 1926)

Du 30 août au 3 septembre, un comité spécial se réunit avant le début de la session automnale de la SDN. Après s'être entendus sur les détails, les membres de la SDN accueillent finalement l'Allemagne le 8 septembre 1926. Deux jours plus tard, la délégation allemande fait son entrée triomphale à Genève. Deux éditoriaux particulièrement éclairants traitent de l'entrée de l'Allemagne à la SDN. Le premier s'intéresse surtout à la future politique extérieure allemande. Il mentionne d'abord qu'il s'agit enfin de la fin de l'après-guerre et de l'entrée en vigueur des accords de Locarno. Il dresse ensuite un tableau lucide des objectifs allemands en politique étrangère : évacuation de la Rhénanie, fin de la mission de contrôle interalliée de Berlin, désarmement général afin d'être sur un pied d'égalité avec les autres puissances, pression sur Dantzig et la Sarre, protection des minorités allemandes, révision de plusieurs clauses territoriales et matérielles du Traité de Versailles.

Le quotidien admet que les différentes délégations ont des intérêts nationaux qui se déploient à la SDN et que l'Allemagne a tous les droits de faire valoir les siens. Le plus étonnant est que le *Times* ne remet en cause aucune de ces prétentions et ne se soulève aucunement contre un programme clairement révisionniste. Il accepte ensuite la volonté allemande « d'évolution par la coopération » en autant que « la coopération prime sur l'évolution », ce qui est, en fait, une porte ouverte au révisionnisme. Le quotidien poursuit dans la même veine et déclare : « Si l'Allemagne veut combler les objectifs qu'elle s'est fixés à l'intérieur des limites de la SDN, elle aura de grandes chances de réussir quand elle aura démontré qu'ils sont bons pour l'Europe »⁹⁹.

Dans le second éditorial, le *Times*, bien qu'heureux de voir l'Allemagne enfin admise, voit un inconvénient dans le remaniement du Conseil de sécurité : « Il aurait été plus satisfaisant d'avoir introduit l'Allemagne dans le Conseil tel qu'il existait, sans aucune autre modification. Le sentiment corporatif aurait été soumis à moins de tension

⁹⁹ "Germany and the League", *Times*, 11 septembre 1926, p.11cd.

[...] Le nouveau Conseil est une expérience »¹⁰⁰. Ainsi, l'éditorialiste aurait préféré un Conseil restreint eurocentriste où l'Allemagne aurait repris sa place de grande puissance dans un « esprit de corps ». Ce qu'il souhaite en fait, c'est un retour à la diplomatie d'avant-guerre sous couvert d'européisme.

À peine devenu membre de la SDN, Stresemann tente d'accélérer le processus de révision. Briand et lui, dans l'esprit de conciliation de Locarno, décident de se rencontrer à Thoiry le 17 septembre, soit en marge de Genève et de son caractère officiel. Le plan élaboré se résume ainsi : évacuation de la Rhénanie, retour de la Sarre à l'Allemagne en échange de compensations financières, retrait du veto français au sujet de la région belge d'Eupen-Malmédy et fin du contrôle militaire. En contrepartie, l'Allemagne offrirait un paiement accéléré des réparations prévues par le plan Dawes afin de contrer la crise financière qui sévit en France¹⁰¹. L'idée, bien qu'intéressante, implique une révision complète de la problématique des réparations allemandes et des dettes alliées. C'est précisément ce que fait remarquer le *Times*. Il ajoute :

Il semble y avoir eu une curieuse impression à Paris que le rapprochement franco-allemand était déplaisant pour ce pays [la Grande-Bretagne]- une vision fautive qui est difficilement explicable puisque la diplomatie britannique peut être considérée comme un membre de premier plan dans les négociations qui ont mené à Locarno. Tout développement de cette même politique – à condition, bien sûr, qu'il soit fait à l'intérieur du schéma prévu – ne peut qu'être accueilli favorablement dans ce pays, qui sera sans aucun doute tenu informé et sera consulté au même titre que les autres puissances concernées, si la discussion au sujet d'un adoucissement du Traité de Versailles telle l'évacuation de la Rhénanie se concrétisait. En ce moment, tout ce qui peut être dit est que les ministres des Affaires étrangères de France et d'Allemagne ont minutieusement étudié l'ensemble des controverses franco-allemandes et que les deux connaissent maintenant la pensée de l'autre. Dans de futures négociations, cela s'avérera probablement un facteur inestimable¹⁰².

Ainsi, l'éditorialiste est enchanté du fait que la France et l'Allemagne poursuivent leur rapprochement, qualifiant la rencontre de Thoiry « de continuité et de commencement à la fois ». Il cache cependant mal son irritation face à une tentative de règlement bilatéral

¹⁰⁰ "The Council Transformed", *Times*, 18 septembre 1926, p.11bc.

¹⁰¹ J. Bariéty, «Finances et relations internationales à propos du "plan Thoiry"», *Relations internationales*, 21, 1980, p.51-70; J. Wright, *Gustav Stresemann...*p.373-383.

¹⁰² "Franco-German Conversations", *Times*, 22 septembre 1926, p.13bc.

de questions sur lesquelles l'Angleterre a présentement un droit de regard. Il indique d'ailleurs que Stresemann a intensément insisté sur le fait que ces entretiens n'étaient pas dirigés contre la Grande-Bretagne. Ce n'est donc pas le plan révisionniste qui dérange le quotidien, mais bien le fait que cela se fasse bilatéralement. Ceci va dans le sens des paroles de Pierre Grosser selon lesquelles la Grande-Bretagne ne s'efface pas du continent avec Locarno et qu'elle n'apprécie pas autres mesures le rapprochement franco-allemand¹⁰³.

Le *Times* est outré lorsqu'il apprend les propos nationalistes tenus par Stresemann dans un bar de Genève le 21 septembre devant des Allemands nationalistes vivant en Suisse. Stresemann a affirmé que l'entrée de l'Allemagne à la SDN est une réfutation implicite de la culpabilité allemande pour le déclenchement de la Première Guerre mondiale, que l'Allemagne a maintenant droit à des colonies et qu'elle doit recouvrer la souveraineté sur les territoires perdus¹⁰⁴. Ce qui dérange le plus l'éditorialiste, c'est le « stupide démenti » de Stresemann au sujet de la responsabilité de la guerre¹⁰⁵. Stresemann fait ensuite écho à ses propos dans un discours tenu à Cologne. Cependant, le quotidien est beaucoup plus prudent cette fois :

Il est juste de supposer que, alors qu'il a été assez mal avisé pour se référer au malheureux énoncé qu'il a fait avant de quitter Genève selon lequel l'admission de l'Allemagne à la SDN l'absout de sa culpabilité pour la guerre, ce propos et d'autres passages du discours avaient pour but de rencontrer des exigences de politique interne [visant à satisfaire les nationalistes]. En général, son discours était une défense sincère et impressionnante de la politique de Locarno-Thoiry [...]¹⁰⁶.

Le *Times* rejette ainsi l'idée de la duplicité de Stresemann qui serait, sous couvert de démocrate et d'homme raisonnable, un ultranationaliste.

Comme le faisait judicieusement remarquer le *Times* le 22 septembre, les dispositions des entretiens de Thoiry auraient pour conséquence de changer les données au niveau des réparations allemandes et des dettes alliées. En novembre, le quotidien

¹⁰³ P. Grosser, *Pourquoi la 2^e Guerre mondiale?*...p.61-75.

¹⁰⁴ J. Wright, *Gustav Stresemann*...p.377-378.

¹⁰⁵ "M. Poincaré's Speech", *Times*, 28 septembre 1926, p.15cd.

¹⁰⁶ "European Peace", *Times*, 5 octobre 1926, p.13bc.

défend d'ailleurs les mêmes arguments qu'il défendit à l'époque¹⁰⁷. Plus les pourparlers avancent, plus il est clair que les États-Unis et la France sont contre le « plan de Thoiry ». Au début du mois, Stresemann laisse de côté ce plan qui lui tenait à cœur et décide alors de se concentrer sur la suppression de la Commission interalliée de contrôle militaire qui devait, selon le « protocole d'investigation » de septembre 1924, devenir une inspection permanente de la zone démilitarisée¹⁰⁸.

La délégation allemande se dirige ainsi à Genève, du 5 au 12 décembre, afin de discuter du retrait de la Commission interalliée et du contrôle de la zone démilitarisée après l'évacuation de la Rhénanie. Le *Times* croit que la dispute sur le désarmement allemand « a été un obstacle au développement rapide de la politique de Locarno-Thoiry, un irritant qui a constamment freiné le processus guérisseur de la conciliation »¹⁰⁹. Par conséquent, « le temps est clairement venu d'appliquer de nouvelles méthodes pour combattre le danger provenant du militarisme allemand ». Il faut ainsi mettre fin à la Commission interalliée et faire régner « l'esprit de Locarno »¹¹⁰.

Un accord est signé le 12 décembre stipulant que cette commission sera remplacée le 31 janvier 1927 par une Commission d'enquête de la SDN et que les discussions sur les fortifications allemandes et le matériel de guerre seront menées ultérieurement. L'éditorialiste argumente que travailler en commun avec l'Allemagne est beaucoup plus efficace afin de combattre le militarisme que de maintenir une commission qui rappelle incessamment la guerre. Ce qu'il faut éradiquer de l'Allemagne, ce ne sont pas les armes, « mais la volonté de faire la guerre qui est à la racine de ce problème »¹¹¹. Ainsi, le *Times* continue à nuancer l'importance du désarmement, comme il le faisait en juin 1925. Il admet aussi que les Alliés portent une part de responsabilité face aux Allemands puisqu'ils ont favorisé le maintien du militarisme par le Traité de Versailles et l'occupation de la Ruhr¹¹².

¹⁰⁷ "A New Fact", *Times*, 6 novembre 1926, p.13bc.

¹⁰⁸ C. Baechler, *Gustave Stresemann...*p.692-696.

¹⁰⁹ "Paris and Geneva", *Times*, 4 décembre 1926, p.13bc.

¹¹⁰ "A Change of Method", *Times*, 8 décembre 1926, p.17cd.

¹¹¹ "Agreement at Geneva", *Times*, 12 décembre 1926, p.15bc.

¹¹² Voir page 49.

2.7 Conclusion : le *Times* et la politique étrangère allemande de 1924 à 1926

La perception du *Times* à l'égard de la politique allemande, de 1924 à 1926, est sans équivoque; il faut respecter la puissance allemande et travailler de concert avec elle malgré le fait que l'Allemagne est coupable d'avoir déclenché la Première Guerre mondiale. Cette solution semble privilégiée pour l'ensemble de la période. En ce sens, l'éditorialiste rappelle à plusieurs reprises que les Alliés ont une grande responsabilité face à l'Allemagne et doivent l'aider à revenir sur le chemin de la raison. Il serait tentant d'y voir un prélude à l'*appeasement* britannique des années hitlériennes, mais il s'agit probablement plutôt d'un triomphe des thèses de Keynes selon lesquelles l'Allemagne doit retrouver son rôle économique afin de reconstruire l'Europe¹¹³. Il ne fait cependant aucun doute, et ceci va dans le sens des écrits de Paul Kennedy, que le *Times* désire démontrer sa grandeur et son savoir-vivre en respectant l'Allemagne¹¹⁴. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le *Times* insiste sur le règlement prioritaire de la question des réparations. Ce sentiment de responsabilité alliée provient aussi du fait que le quotidien percevait, au moins jusqu'au mois d'octobre 1924, que l'Allemagne est l'objet de la politique française. Ainsi, il faut que la France soit plus conciliante envers son voisin d'outre-Rhin pour le bien de l'Europe. Après cette date, l'Allemagne reprend une partie de sa liberté d'action. On remarque que cette période coïncide avec le début de l'argumentation selon laquelle les Allemands ont aussi une responsabilité dans ce qui se déroule.

Un autre élément explicatif de la vision conciliante du quotidien réside dans son appréciation de l'instabilité interne de l'Allemagne. On s'inquiète souvent du militarisme allemand et on suit avec beaucoup d'intérêt les élections de la République de Weimar. Le *Times* ressent la nécessité et l'urgence d'adoucir la situation entre la France et l'Allemagne, et ce, tout au long de la période même si ce sentiment est plus présent jusqu'à Locarno. Autre valeur constante, la Ruhr doit retourner à l'Allemagne le plus

¹¹³ Voir la préface de E. Husson, « Keynes et Bainville à la recherche de l'équilibre européen perdu » in J. M. Keynes, *Les Conséquences économiques de la paix*; J. Bainville, *Les Conséquences politiques de la paix*, Paris, Gallimard, 2002.

¹¹⁴ P. Kennedy, *The Realities Behind Diplomacy. Background Influences on British External Policy, 1865-1980*, Glasgow, Fontana Press, 1981, p.224.

rapidement possible afin qu'elle puisse s'acquitter des réparations. Il ne faut pas négliger non plus l'idée selon laquelle la sécurité française est amplement garantie par le Traité de Versailles. On s'inquiète d'une éventuelle hégémonie française sur le continent.

La vision du *Times* sur la question du désarmement allemand est plus complexe. Il est en faveur du désarmement allemand, mais n'en fait pas une priorité. Il mentionne à quelques reprises que le désarmement est une chose, mais qu'il vaut mieux rapprocher les pays si l'on désire réellement la paix. Il faut ainsi aider l'Allemagne à combattre le militarisme et les ultranationalistes. Certes, la sécurité n'est pas aussi importante pour la Grande-Bretagne que pour la France et il est clair que le quotidien craint une éventuelle hégémonie française sur le continent. Un équilibre des puissances entre l'Allemagne et la France est évidemment favorable à la Grande-Bretagne. De plus, entrer dans une discussion sur le désarmement mondial signifierait entrer dans une joute dangereuse pour le maintien de l'Empire colonial britannique, lequel nécessite une flotte importante.

Finalement, on peut mentionner que le rôle de la SDN est bien accepté par le quotidien. Le *Times* veut de plus en plus que les problèmes se discutent à la SDN et non plus bilatéralement à la façon de « l'ancienne diplomatie ». En ce sens, l'éditorialiste est aussi en faveur des arrangements multilatéraux, tels que le plan Dawes et les accords de Locarno. L'admission de l'Allemagne à un siège permanent à la SDN est appuyée sans restriction tout au long de la période. On y voit cependant, malgré son intérêt pour la SDN, une volonté de retourner au concert européen qui prévalait avant la Première Guerre mondiale avec l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et la Russie comme joueurs principaux¹¹⁵. On le constate notamment lorsqu'il hiérarchise les problèmes de sécurité et qu'il relègue les problèmes polonais au deuxième rang. L'ironie est donc que le *Times* souhaite le maintien de la SDN, mais désire que celle-ci soit le reflet du concert européen. On peut ainsi en déduire que le quotidien désire une discussion permanente afin d'éviter l'isolement des pays antagonistes, comme ce fut le cas avant la guerre. Avec les entretiens de Thoiry, on dénote une certaine irritation face à une éventuelle

¹¹⁵ Cela appuie les propos de Soutou et Steinert dans l'article G.-H. Soutou & M. Steinert, « Ordre européen et construction européenne, XIX-XX^e siècles », *Relations internationales*, no. 90, 1997, p.133-136.

entente bilatérale qui signifierait une baisse d'influence britannique sur le continent. Ainsi, le quotidien est en faveur de la politique de conciliation, mais seulement dans la mesure où l'Angleterre en fait partie. Une fois de plus, tout ceci confirme la communauté d'opinion entre le *Times* et le gouvernement britannique sur cette question¹¹⁶.

¹¹⁶ P. Kennedy, *The Realities Behind Diplomacy*. p.243-245; P. Kennedy, *Strategy and Diplomacy 1870-1945*, London, George Allen & Unwin, 1983, p.13-39; B. McKercher, "Old Diplomacy and New", in M. Dockrill & B. McKercher, *Diplomacy and World Power. Studies in British Foreign Policy, 1850-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p.83-84.

Chapitre 3

Le pacte Briand-Kellogg, le plan Young et l'évacuation de la Rhénanie, 1927-1929

3.1 Les deux derniers combats importants de Stresemann

Après avoir remporté plusieurs combats en politique étrangère au cours des trois dernières années, Stresemann entame 1927 avec la volonté d'améliorer davantage la situation allemande. En effet, plusieurs questions demeurent en plan et les pressions nationalistes sont grandes. Le ministre des Affaires étrangères concentre ses efforts principalement dans deux domaines : l'évacuation de la Rhénanie et la renégociation de la question des réparations prévue par le plan Dawes de 1924. À un moindre niveau, il s'intéresse aussi à la révision des frontières à l'Est. Même si la diplomatie s'effectue encore surtout en privé et de façon bilatérale, les combats de Stresemann ont généralement pour théâtre le Conseil de sécurité de la SDN, ce qui élargit considérablement sa marge de manoeuvre. Cependant, les efforts allemands en matière de révision se buttent à une inertie partielle en 1927. Cette situation n'exclut pas certains avancements pour l'Allemagne et ne signifie pas que la pensée de Stresemann en matière de politique extérieure ne progresse pas, mais les vrais gains sont effectués en 1928 et 1929. La mort de Stresemann en octobre 1929 et la crise économique qui débute quelques semaines plus tard détruisent finalement les chances d'ajustements pacifiques en Europe.

3.2 L'année 1927 : stabilité et inertie partielle

Cinq jours après la signature de l'accord sur le remplacement de la Commission interalliée par la Commission d'investigation de la SDN du 12 décembre, le gouvernement Marx démissionne en raison d'un vote de non-confiance de la part du SPD et du DNVP. C'est donc par des élections que débute l'année 1927 en Allemagne. Le 29 janvier, un gouvernement de droite (DNVP, DVP et BVP) est formé après une crise provoquée par le DNVP sur deux sujets. D'abord, Westarp, leader parlementaire du DNVP, accepte que son parti entre au gouvernement et déclare être en accord avec la

politique de Stresemann, mais en désaccord total avec ses méthodes, alors que la condition *sine qua non* de l'entrée du DNVP au gouvernement était l'acceptation de la politique de Locarno. Ensuite, le nomination de von Keudell, qui est suspecté d'avoir participé au putsch antirépublicain de Kapp en 1920, au poste de ministre de l'Intérieur soulève la grogne du SPD. Le gouvernement reçoit finalement un vote de confiance le 5 février de la part du Reichstag¹.

Le *Times* est perplexé face à ce qu'il considère être une mascarade et perçoit les problèmes au niveau de la formation du nouveau gouvernement allemand comme un « nouveau tournant dans la politique de l'Allemagne républicaine ». L'éditorialiste écrit ainsi :

La présence de Marx à la tête du gouvernement de la République d'Allemagne et de Stresemann à la Wilhelmstrasse est une promesse (*pledge*) de la paix mondiale que tous les partisans de la paix (*friends of peace*) désirent ardemment voir préservée. Mais feindre de ne pas voir le caractère précaire de leur fonction serait vain [...] Il est déplorable, mais indéniable, que ces événements ont eu un effet décourageant, non seulement de l'autre côté du Rhin, mais partout en Europe².

Pour la première fois, le quotidien affirme explicitement que la droite nationaliste allemande est un danger non seulement au niveau de la manipulation de l'opinion allemande, mais qu'elle peut entrer au gouvernement et devenir une entrave à la politique extérieure conciliante de l'Allemagne. Ainsi, on pourrait croire que les deux « phases » de la période Stresemann semblent bien définies dans le cas de la perception du *Times*³. Or, il s'avère que le quotidien ne pèse pas ses mots à ce sujet puisque, à l'exception d'un autre éditorial du mois de novembre 1927, il ne reparlera aucunement « d'un nouveau tournant dans la politique de l'Allemagne républicaine ». Il est probable que la peur provoquée par l'entrée du DNVP au gouvernement ait provoqué l'utilisation excessive de ce langage.

¹ J. Wright, *Gustav Stresemann. Weimar's Greatest Statesman*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p.393-396.

² "The German Coalition", *Times*, 10 février 1927, p.13cd. Voir aussi: "A Hitch in the German Government", *Times*, 1^{er} février 1927, p.13cd.

³ Voir l'introduction de ce mémoire.

Stresemann croit que 1927 sera « l'année de l'évacuation de la Rhénanie ». En ce sens, il tente de faire progresser cette question lors de la session du Conseil de la SDN du début du mois de mars⁴. C'est plutôt la question des relations entre l'Allemagne et la Pologne qui intéresse le *Times*. En effet, les relations entre ces deux pays ne s'améliorent pas et l'Allemagne refuse toujours un « Locarno à l'Est ». Après l'expulsion d'Allemands vivant en Pologne, l'Allemagne interrompt les négociations au sujet d'un traité économique avec sa voisine⁵. Le 8 mars, l'éditorialiste plaide en faveur du règlement du litige afin de rétablir le calme en Europe de l'Est puisqu'il est conscient du danger qu'un conflit germano-polonais peut représenter pour la paix européenne. Selon le quotidien, il faut d'abord renouer les liens économiques, ce qui amènera une atmosphère de détente pour les questions politiques⁶. Donc, une fois de plus, le *Times* désire régler les questions économiques en priorité.

De cette session à la SDN, Stresemann réussit seulement à obtenir le départ des troupes de la Sarre, mais il doit accepter la mise sur pied d'une troupe de protection des chemins de fer de la région sarroise. Le *Times* est heureux de cette décision. En fait, ce qui satisfait particulièrement le quotidien, c'est que la SDN favorise grandement les négociations en forçant les contacts entre gouvernements. Il répète ainsi sa foi en cette institution. Le rôle le plus important de la SDN est de garder les différents pays en contact permanent. Les questions de la Sarre et des relations germano-polonaises ont été discutées et les délégations intéressées ont trouvé des compromis. Néanmoins, le quotidien est conscient que, malgré le fait que la situation européenne révèle une stabilité et un calme qui n'étaient pas présents quelques années auparavant, les relations sont encore difficiles sur le continent : « Tout répit successif est un gain, et c'est en produisant des résultats comme ceux-ci, plutôt qu'en se concentrant sur des schémas d'une ambition démesurée, que la SDN remplit le mieux sa mission »⁷.

⁴ C. Baechler, *Gustave Stresemann (1878-1929) : de l'impérialisme à la sécurité collective*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1996, p.720-721.

⁵ P. Krüger, «La politique extérieure allemande et les relations franco-polonaises (1918-1932)», trad. E. Pietri et G.-H. Soutou, *Revue d'histoire diplomatique*, 95, 1981, p.284-286.

⁶ «East of Locarno», *Times*, 8 mars 1927, p.17bc.

⁷ «Common Sense at Geneva», *Times*, 16 mars 1927, p.17bc.

Quoi qu'il en soit, Stresemann poursuit son combat pour l'évacuation de la Rhénanie, ou du moins, pour la diminution des troupes d'occupation, comme prévu à Locarno⁸. Cependant, les pressions nationalistes pour l'évacuation immédiate, et sans contrepartie, sont de plus en plus fortes sur Stresemann⁹. Le *Times* reprend un thème qu'il a développé tout au long de la période 1924-1926. L'éditorialiste argumente en effet que Stresemann poursuit une politique de paix réaliste, tandis que les « cris alarmants des nationalistes » pour l'évacuation complète et immédiate de la Rhénanie ainsi que leur « opposition bornée » ne font que retarder le processus. Donc, il s'agit encore de cette dichotomie entre la population allemande et le gouvernement de Weimar¹⁰.

Les efforts de Stresemann sont relégués au second plan puisque la politique internationale, par le biais des rencontres à la SDN, focalise sur la question du désarmement naval entre les mois de juin et août 1927. L'Allemagne, ne possédant plus de flotte depuis la fin de la Première Guerre mondiale, ne s'intéresse à ces rencontres que partiellement. Le point de vue allemand est simple sur cette question : l'Allemagne, déjà désarmée, a tout à gagner d'un désarmement général, mais elle ne s'immiscera pas dans ce dossier puisqu'elle a amplement à faire dans d'autres domaines. Le *Times* concentre ainsi son analyse de la politique internationale sur les rencontres entre la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis, laissant peu de place à la politique allemande¹¹. Le seul éditorial abordant la politique allemande durant ces mois estivaux traite de la prétention des nationalistes allemands d'enrayer la culpabilité allemande pour le déclenchement de la Grande Guerre. Comme il l'avait fait au mois de mai 1927, l'éditorialiste condamne les propos nationalistes et rappelle que Stresemann « s'est vaillamment lancé (*embarked upon*) dans la politique de Locarno et a vaillamment agi dans l'esprit de Locarno » alors que les nationalistes font de la

⁸ J. Jacobson, *Locarno Diplomacy. Germany and the West, 1925-1929*, Princeton, Princeton University Press, 1972, p.101.

⁹ R. P. Grathwol, *Stresemann and the DNVP: Reconciliation or Revenge in German Foreign Policy, 1924-1928*, Lawrence, Regents Press of Kansas, 1980, p.182.

¹⁰ "A German Diversion", *Times*, 14 mai 1927, p.13bc.

¹¹ "Naval Disarmament", *Times*, 18 juin 1927, p.15bc; "The Spectre at the Board", *Times*, 11 juillet 1927, p.15bc; "Not Without Hope", 15 juillet 1927, p.15bc; "A Naval Interlude", *Times*, 23 juillet 1927, p.13bc; "The British Case at Geneva", *Times*, 28 juillet 1927, p.13bc; "The Conference – Adjourns", *Times*, 5 août 1927, 11bc.

« propagande futile »¹². Une fois de plus, on insiste sur la dichotomie entre les dirigeants allemands et la population en général.

La conférence sur le désarmement naval étant passée, la délégation allemande a enfin la chance de faire valoir de nouveau son point de vue dans les domaines de l'évacuation de la Rhénanie et de la frontière avec la Pologne lors de la session de la SDN de septembre. Au sujet de l'évacuation de la Rhénanie, ou du moins de la réduction des troupes, le *Times* réitère qu'il croit que les traités de Versailles et de Locarno assurent amplement la sécurité française et que le fait de maintenir des troupes en Rhénanie va à l'encontre de l'esprit de Locarno. De plus, l'éditorialiste argumente qu'il ne faut pas mêler deux sujets, c'est-à-dire la sécurité française et l'occupation de la Ruhr qui, en théorie, devait assurer le paiement par l'Allemagne des réparations, et non pas assurer la protection du territoire français¹³. Il faut donc diminuer encore le nombre de soldats dans la région du Rhin. On voit donc que le *Times* reprend l'argumentaire du gouvernement allemand selon lequel les troupes d'occupation entrent en contradiction avec le désarmement effectif de l'Allemagne et avec l'esprit de conciliation des intérêts.

Sur la question de la frontière germano-polonaise et de la situation de la ville libre de Dantzig, le *Times* met en évidence la responsabilité commune de l'Allemagne et de la Pologne dans la pacification de l'Europe de l'Est, d'autant plus que la première est membre du Conseil de sécurité et que la seconde est membre de la SDN. Une fois de plus cependant, l'éditorialiste affirme la nécessité que la Pologne agisse pour le bien de l'Europe en acceptant un éventuel dénouement favorable à l'Allemagne. Il s'en prend aussi à la proposition polonaise de la fin du mois d'août selon laquelle tous les pays signeraient un pacte multilatéral de non-agression¹⁴. Il conclut son article ainsi :

« L'Allemagne, en tant que membre de la SDN, a des opportunités remarquables d'aller dans cette direction [de paix], et la Pologne, en faisant face une fois de plus à toutes les responsabilités vivifiantes mais difficiles de la négociation directe, rendra un meilleur service aux idéaux de paix de la SDN que par n'importe quelle tentative peu enthousiaste de trouver refuge dans les

¹² «Futile Propaganda», *Times*, 2 août 1927, p.11cd.

¹³ «A Confusion of Issues», *Times*, 25 août 1927, p.11bc.

¹⁴ Voir: C. Baechler, *Gustave Stresemann...*p.729-730.

généralisations incertaines du Protocole [de pacte multilatéral de non-agression] »¹⁵.

Donc, on perçoit encore ici une volonté de retourner au concert des nations de l'avant-guerre étant donné que l'Allemagne, en tant que puissance, peut imposer sa volonté à la Pologne. Ainsi, la SDN connaît des limites pour le journal.

Les deux questions ne sont pas résolues au moment de cette session. Trois raisons principales expliquent l'impossibilité, pour la France, de faire des concessions supplémentaires. D'abord, l'opinion publique y est opposée. Ensuite, Briand, le ministre des Affaires étrangères, voit ses efforts freinés par le Premier ministre Poincaré. Finalement, au Quai d'Orsay, on remet de plus en plus en cause l'intérêt pour la France de réduire les troupes en Rhénanie, étant donné le caractère vital de la sécurité française. Stresemann croit ainsi qu'il faille attendre les élections prévues pour avril 1928 en France avant de tenter une nouvelle offensive sur la question de la Rhénanie puisque qu'il est persuadé que Poincaré sera écarté du pouvoir¹⁶.

La fin de l'année 1927 est plutôt tranquille sur le plan des relations internationales. À la session de décembre du Conseil de la SDN, Briand tente secrètement d'amener Stresemann dans un pacte de sécurité oriental, mais Stresemann refuse catégoriquement¹⁷. Quoi qu'il en soit, de septembre à décembre, le *Times* s'affaire à défendre la politique britannique, particulièrement au sujet du désarmement naval. Celle-ci a en effet été attaquée par plusieurs gouvernements puisque Londres remet en cause le désarmement naval et le Protocole de pacte multilatéral de non-agression. L'éditorialiste, à plusieurs reprises, défend son gouvernement et insiste sur le fait que nul pays n'a fait autant pour la paix que la Grande-Bretagne, particulièrement en signant les accords de Locarno¹⁸.

¹⁵ "The League and the Vistula", *Times*, 10 septembre 1927, p.11bc.

¹⁶ P. Jardin, «À l'Est du nouveau? La question des frontières orientales de l'Allemagne à la fin des années vingt», *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 38, no.2, 2006, p.198-199.

¹⁷ E. D. Keeton, "Economics and Politics in Briand's German Policy, 1925-1931", in C. Fink, I. Hull & M. Knox (eds.), *German Nationalism and the European Responses, 1890-1945*, Norman, University of Oklahoma Press, 1985, p.174-175.

¹⁸ "Clearing the Air", *Times*, 13 septembre 1927, p.13bc; "The League Assembly", *Times*, 28 septembre 1927, p.15bc; "British Diplomacy Vindicated", *Times*, 11 octobre 1927, p.14bc; "Disarmament", *Times*,

Un éditorial s'avère important afin de comprendre la vision du *Times* au sujet de la politique extérieure allemande. Le 5 novembre 1927, l'éditorialiste tente en effet d'y analyser les buts de l'Allemagne en étudiant un discours électoral de Marx. Il relance l'idée, défendue au début de février, selon laquelle l'Allemagne est dans une « situation transitoire », tant au niveau politique qu'économique. Une fois de plus, c'est l'économie qui intéresse d'abord le quotidien. Il conclut :

Les récents accomplissements économiques de l'Allemagne sont tellement grands qu'il est important, tant pour elle que pour le reste de l'Europe, qu'il n'y ait aucun soupçon d'incertitude sur sa capacité et sa détermination à s'acquitter loyalement du paiement des réparations prévues par le plan Dawes. Il serait important, par-dessus tout, que l'on puisse donner une certaine assurance qu'aucun parti en Allemagne ne sera capable de tourner à son avantage des opportunités politiques grandissantes ou des complications du redressement financier afin de rejeter les travaux de coopération européenne dans un but séparatiste allemand.

Ailleurs dans le texte, le quotidien souligne avec soulagement que Marx a déclaré qu'une éventuelle révision de la culpabilité allemande pour le déclenchement de la Grande Guerre ne changerait en rien la volonté du gouvernement allemand de respecter le paiement des réparations prévues par le plan Dawes.

En plus de la priorité des questions économiques, ce passage développe l'idée selon laquelle les nationalistes (DNVP) peuvent déstabiliser la politique extérieure allemande et, par le fait même, la politique internationale. L'éditorialiste fait implicitement référence au DNVP lorsqu'il utilise l'expression « aucun parti en Allemagne ». C'est particulièrement le poids des nationalistes au gouvernement qui explique le caractère transitoire de l'Allemagne en cette fin de 1927. Ailleurs dans le texte, le journal met de nouveau en évidence la dichotomie entre la population allemande exigeante et le gouvernement responsable. Après avoir énuméré les dossiers sur lesquels l'influence des nationalistes se fait sentir au gouvernement, le quotidien écrit à ce sujet que « l'exacerbation des relations entre la Pologne et l'Allemagne [que provoque le DNVP] peut difficilement faire autrement qu'entraver le travail patient de

29 octobre 1927, p.13bc; "The Foreign Outlook", *Times*, 10 novembre 1927, p.15bc; "Peace and Propaganda", *Times*, 14 novembre 1927, p.15bc; "Cruisers and Lord Cecil", *Times*, 18 novembre 1927, p.17cd; "Conditions of Disarmament", *Times*, 3 décembre 1927, p.13bc.

reconstruction auquel tellement de leaders allemands sont maintenant profondément engagés (*committed*) »¹⁹. Ainsi, le quotidien résume, dans cet éditorial, son point de vue sur la politique allemande de l'année 1927.

3.3 Le retour des questions de l'évacuation rhénane et des réparations (janvier-décembre 1928)

Au mois de septembre 1927, Stresemann était venu à la conclusion qu'il valait mieux attendre les élections d'avril 1928 en France avant de relancer la discussion sur l'évacuation de la Rhénanie. Le 30 janvier et le 1^{er} février 1928, il décide cependant de soulever la question de nouveau puisqu'il doit répondre aux déclarations du rapporteur de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des députés de France selon lesquelles la Rhénanie devrait être surveillée en permanence par un organisme international civil advenant l'évacuation militaire. Évidemment, Stresemann refuse une telle interprétation et qualifie « d'hypocrisie » les demandes françaises²⁰.

Le *Times*, pour sa part, croit que la raison pour laquelle Stresemann soulève cette question à ce moment précis est électorale. Il réitère ensuite son désir de voir les troupes d'occupation quitter le plus tôt possible. Il affirme aussi que la France utilise l'occupation rhénane comme une monnaie d'échange pour laquelle l'Allemagne a peu à offrir depuis que l'économie française se porte mieux. Finalement, l'éditorialiste conclut : « Va-t-il [Briand] combler la curieuse lacune (*bridge the curious gap*) qui existe encore entre la politique et l'économique de la conciliation (*understanding*) franco-allemande? »²¹. Pour le quotidien, il semble donc clair que la balle est dans le camp français et qu'il faille remédier à la situation rapidement, ce qui correspond à la vision allemande.

¹⁹ Pour les deux citations: "The Aims of Germany", *Times*, 5 novembre 1927, p.13bc.

²⁰ C. Baechler, *Gustave Stresemann...*p.773.

²¹ "Herr Stresemann on the Rhineland", *Times*, 2 février 1928, p.13bc.

Au mois de mars, faisant suite à une déclaration de Jacques Seydoux²² critiquant la politique britannique envers l'Allemagne et la France, le *Times* affirme qu'il est certes vrai que la Grande-Bretagne pratique sa politique traditionnelle d'« équilibre des puissances sur le continent », mais qu'il ne faut pas oublier que le gouvernement anglais s'est impliqué dans les accords de Locarno qui garantissent la sécurité française²³. L'éditorialiste écrit ensuite que tôt ou tard l'Allemagne allait retrouver sa force et que la politique britannique est la seule possible; en ce sens, il est clair que la Grande-Bretagne a aidé le redressement allemand. Le quotidien développe aussi un thème récurrent des dernières années selon lequel le rapprochement économique qu'encourage Londres entre l'Allemagne et la France a dans le passé favorisé le rapprochement politique franco-allemand et qu'il continue de le faire. Il est d'ailleurs déçu que Seydoux ne prenne pas en compte les progrès au niveau politique dans son analyse. Il s'en prend aussi à la prétention de Seydoux qui affirme que la France est dans la meilleure situation qu'elle a été depuis la fin de la guerre, tant aux niveaux économique que politique. Il rappelle en effet qu'il revient maintenant à la France de poursuivre son rapprochement politique et économique avec l'Allemagne et que Paris ne peut se passer d'une bonne entente avec Berlin²⁴.

Lorsque, dans un discours électoral effectué à Carcassonne en avril 1928, Poincaré affirme vouloir accélérer le règlement des réparations et des dettes interalliées, il suscite l'émoi en Europe. Comme le fait remarquer le *Times*, pour la première fois depuis la fin de la guerre, Poincaré accepte de se pencher sur ces deux sujets. L'éditorialiste affirme ensuite que ces paroles doivent être comprises comme « un premier pas hésitant (*tentative first step*) en direction d'un règlement général entre la

²² Jacques Seydoux a occupé plusieurs ministères ainsi que la direction politique et économique au Quai d'Orsay. Il a été impliqué de près ou de loin dans les discussions importantes entre 1900 et 1925, principalement la période 1920-1925 ; Spa, Cannes, Gênes, Londres, etc. Voir : S. Jeannesson, « Jacques Seydoux et la diplomatie économique dans la France de l'après-guerre », *Relations internationales*, no.121, printemps 2005, p.9-24 ; F. Charles-Rioux, « Préface », in J. Seydoux, *De Versailles au Plan Young réparations, dettes interalliées, reconstruction européenne*, (publié par J. Arnavon et E. de Felcourt), Paris, Plon, 1932, p.i-xxi.

²³ Cette affirmation du *Times* est d'ailleurs reprise dans une partie de l'historiographie qui insiste sur le fait que Locarno ne signifie pas un désengagement britannique du continent. Bien au contraire, Locarno suppose un engagement accru de la Grande-Bretagne. Voir : P. Grosser, *Pourquoi la 2^e Guerre mondiale?*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999, p.62.

²⁴ "France and Germany", *Times*, 15 mars 1928, p.15bc.

France et l'Allemagne, un règlement essentiel à leur tranquillité et à la tranquillité du monde ». Il évoque même « l'esprit de Carcassonne », faisant ainsi référence à « l'esprit de Locarno » et à la détente et au compromis que celui-ci représente²⁵.

Cependant, la question de l'évacuation de la Rhénanie, à laquelle Stresemann consacre la majeure partie de ses efforts, est de nouveau mise en attente puisque la France et les États-Unis ont amorcé des discussions sur la possibilité de rendre la guerre hors-la-loi, discussions qui mèneront à la signature du pacte Briand-Kellogg, le 27 août 1928. À ce stade des pourparlers, l'Allemagne n'est pas encore invitée à discuter de ce pacte. Le *Times* s'intéresse peu à la politique extérieure allemande durant les mois de février à avril, son attention étant dirigée vers les échanges de notes entre la France et les États-Unis²⁶. Cependant, le 13 avril 1928, les États-Unis invitent l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Japon ainsi que tous autres pays désireux de maintenir la paix à se joindre aux négociations sur un pacte de renonciation à la guerre.

Le quotidien souligne, à ce sujet, la contradiction qui existe entre la signature d'un traité de renonciation à la guerre et les obligations des pays signataires de Versailles et de Locarno. Par contre, il ne rejette pas le futur traité et énonce son emballement de voir les États-Unis participer à la pacification du monde, qualifiant ce moment de « tournant historique de la politique internationale »²⁷. Une semaine plus tard, dans un article du 23 avril, le *Times* souligne qu'il ne doute pas que les « éléments raisonnables » en Allemagne signeront le traité le moment venu et qu'ainsi, un des buts de la France, à savoir la garantie de la sécurité de son allié polonais, sera atteint. Cependant, le quotidien rappelle qu'il sera extrêmement difficile, voire impossible, de faire signer l'URSS, c'est-à-dire l'autre menace à la sécurité de la Pologne²⁸.

Au début du mois de mai, Stresemann est le premier à répondre à Kellogg et affirme sans détour son intention de participer à ce projet de pacte de renonciation à la

²⁵ "A Carcassonne Spirit?", *Times*, 9 avril 1928, p.11bc.

²⁶ "The Peace Temper", *Times*, 27 février 1928, p.15bc; "The Search for Peace", *Times*, 3 mars 1928, p.13bc; "Limitation of Armaments", *Times*, 17 mars 1928, p.13bc; "Disarmament at Geneva", *Times*, 24 mars 1928, p.15cd; "Realities at Geneva", *Times*, 27 mars 1928, p.17bc; "Pacts and Armaments", *Times*, 4 avril 1928, p.15bc.

²⁷ "The Renunciation of War", *Times*, 14 avril 1928, p.11bc.

²⁸ "France and the Peace Pact", *Times*, 23 avril 1928, p.15bc.

guerre puisqu'il est conscient de l'immense danger que l'Allemagne courrait, étant donné sa position géographique, si jamais une autre guerre devait avoir lieu²⁹. Le *Times* souligne l'esprit d'ouverture et de paix du gouvernement allemand, mais insiste sur le fait que celui-ci a peu à perdre en signant ce futur pacte, alors que la Grande-Bretagne a un empire à protéger. De plus, l'éditorialiste écrit que l'Allemagne a tout intérêt à régler rapidement ce problème étant donné qu'il fait ombrage à ses propres dossiers et que les choses doivent avancer rapidement dans un système aussi instable que Weimar. Il y voit aussi une manœuvre électorale de la part de Stresemann, ce qui nous apparaît contradictoire étant donné que les ultranationalistes sont ouvertement contre le pacte. Il faut aussi mentionner l'agacement du quotidien au sujet de la réponse unilatérale du gouvernement allemand. Il affirme en effet que Stresemann aurait dû en discuter avec les signataires de Locarno avant de répondre à cette offre³⁰. Le *Times* comprend ainsi de plus en plus que l'Allemagne est, à toutes fins pratiques, libre de ses actions.

Quoi qu'il en soit, le *Times* concentre son attention sur cette question du pacte de renonciation à la guerre jusqu'à la fin du mois d'août, question à laquelle l'Allemagne participe peu³¹. Le quotidien s'intéresse néanmoins à l'analyse des élections allemandes qui surviennent en mai 1928, ce qui lui permet de dresser un portrait de la politique allemande et de ses politiciens. Une semaine avant les élections, l'éditorialiste décrit ainsi Stresemann et sa politique :

De toutes les causes qui ont contribué à libérer l'Allemagne et l'Europe des anxiétés et des dangers qui accompagnent nécessairement une élection ayant comme enjeu fondamental [le choix de la république ou de la monarchie comme ce fut le cas en 1924 et en 1926], la première est sans aucun doute la politique de l'homme d'État dont la maladie grave cause tristesse et inquiétude chez les amis de la paix et de la réconciliation dans tous les pays civilisés. Stresemann a assimilé les leçons du passé, et a fait de son mieux dans des conditions d'extrême difficulté afin de faire accepter ces leçons à tous ses concitoyens de tous les partis. La meilleure façon par laquelle il a servi ses concitoyens a été en leur

²⁹ H. Mommsen, *The Rise and Fall of Weimar Democracy*, trans. by E. Forster & L. E. Jones, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1996, p.214-215.

³⁰ "A British Opportunity", *Times*, 2 mai 1928, p.17bc.

³¹ "The Answer to America", *Times*, 11 mai 1928, p.17bc; "To the Utmost of Their Power", *Times*, 21 mai 1928, p.17cd; "Mr. Kellogg's Last Note", *Times*, 26 juin 1928, p.17bc; "A Signal Advance", *Times*, 20 juillet 1928, p.15bc; "The Signing of the Pact", *Times*, 27 août 1928, p.13bc.

enseignant par les mots et par l'exemple à garder les réalités à l'esprit et à subordonner tout le reste à la politique que celles-ci imposent³².

Ainsi, pour le *Times*, Stresemann est la raison principale du maintien de la République de Weimar et de la politique de conciliation qu'elle mène. Le quotidien qualifie aussi, de façon implicite, Stresemann de *Vernunftsrepublikaner* lorsqu'il parle de l'assimilation « des leçons du passé » et de la prise en compte des « réalités » de l'après-guerre. Il est à noter que ce point de vue peut être rapproché de celui de plusieurs historiens et contemporains de Stresemann³³.

Plus loin dans le même éditorial, le *Times* défend une fois de plus la dichotomie entre la population allemande déraisonnable et les politiciens pragmatiques. Comme il l'avait fait le 5 novembre 1927, l'éditorialiste explique ensuite de façon plus approfondie le danger que représente l'extrême-droite nationaliste en Allemagne qui « augmente en nombre et est redevenue le deuxième parti » du Reichstag. Il ne constate néanmoins pas, cette fois, de « tournant » dans la politique allemande. Il argumente de toute façon que de plus en plus de citoyens allemands croient en la démocratie et se réjouit de voir que le retour à la monarchie n'est pas un sujet abordé dans cette campagne de 1928 malgré la présence d'Hindenburg au poste de président. Ainsi, le quotidien est conscient du danger qui pèse sur l'Allemagne et l'Europe à cause de cette droite revancharde, mais il essaie tout de même de voir des signes encourageants dans la politique de la République de Weimar.

Quelques semaines plus tard, soit le 6 juin 1928, au moment où les tractations sur la formation du cabinet allemand vont bon train³⁴, le *Times* effectue une appréciation générale des candidats potentiels. Au poste de ministre des Affaires étrangères, il est clair que Stresemann a son soutien : « Il y a, en effet, un désir parmi certains membres du *Zentrum* (*Center*) de s'approprier le portefeuille de Stresemann pour leur parti. Il est cependant improbable [...] que les politiciens favorisent une sottise (*folly*) aussi flagrante que de priver l'Allemagne des services du ministre qui a gagné pour elle une

³² "The German Elections", *Times*, 17 mai 1928, p.17bc.

³³ Voir chapitre 1.

³⁴ Voir: J. Wright, *Gustav Stresemann...*p.418-424.

nouvelle position en Europe »³⁵. Ainsi, le quotidien réitère sa foi en la personne et en la politique extérieure de Stresemann.

Au début du mois de septembre, la session annuelle de la SDN a lieu à Genève au cours de laquelle le gouvernement allemand a bien l'intention de soulever les problèmes du désarmement général et de l'évacuation de la Rhénanie. Stresemann, affaibli par la maladie, ne peut s'y rendre et insiste pour que le nouveau chancelier Müller soit présent afin que son absence « n'apparaisse pas comme une "maladie diplomatique" ». Cependant, les lignes maîtresses des discussions portent le sceau de Stresemann et de son proche collaborateur, Schubert. Ainsi, le 7 septembre, Müller défend vigoureusement la thèse allemande selon laquelle les Alliés (en particulier la France) doivent accélérer le désarmement général et, surtout, évacuer complètement la Rhénanie le plus tôt possible puisque ces deux réalités vont à l'encontre de l'esprit de Locarno. Il ajoute que cette pratique « apparaît à l'homme de la rue comme une politique à "deux visages" ». Briand réplique, le 10, avec une virulence inhabituelle au discours de Müller³⁶.

Face à cette situation, le *Times* déclare à nouveau que l'empressement dont fait preuve la délégation allemande est déplorable et que les questions doivent se régler une à une, pas à pas. Ainsi, le quotidien défend la position française en rappelant que tout le monde sait que l'armée allemande se réarme actuellement et qu'elle développe des armes interdites par le Traité de Versailles, notamment en URSS. Il regrette d'ailleurs l'absence de Stresemann à Genève qui aurait peut-être su éviter cette petite crise³⁷. Encore une fois, Stresemann reçoit le respect du quotidien. De plus, malgré la défense de la thèse française, l'éditorialiste se garde bien de vilipender le gouvernement allemand.

Néanmoins, les discussions sur ces deux sujets se poursuivent. Les cinq puissances en viennent à un accord et publient un communiqué en trois points le 16

³⁵ "Cabinet-making in Germany", *Times* 6 juin 1928, p.17cd. Voir aussi: "Herr Müller's Government", *Times*, 2 juillet 1928, p.17bc.

³⁶ C. Baechler, *Gustave Stresemann...*p.779.

³⁷ "Clearing the Air", *Times*, 13 septembre 1928, p.13bc.

septembre. D'abord, le plus important pour Stresemann; il y aura l'ouverture officielle des discussions sur l'évacuation anticipée de la Rhénanie. Ensuite, un comité d'experts sera formé afin de régler définitivement la question des réparations étant donné que le plan Dawes tire à sa fin. Finalement, on accepte le principe d'une « commission de constatation et de conciliation » dans les territoires allemands occupés qui seront évacués. Les dispositions exactes seront négociées ultérieurement³⁸.

Le *Times* se réjouit que l'on accepte enfin d'ouvrir les discussions sur l'évacuation de la Rhénanie. Ainsi, les pays reprennent le chemin de la réconciliation et de la bonne entente, ce qui procure un « grand espoir » à l'Europe entière. Le quotidien rappelle aussi que le Traité de Versailles est encore en vigueur et qu'une concertation des Alliés avec l'Allemagne est nécessaire afin de changer les dispositions du traité. Il est intéressant de noter que le *Times* accepte le fait que l'Allemagne peut maintenant négocier avec les Alliés au sujet de la révision du traité tandis qu'il n'y a pas si longtemps, le *Times* clamait haut et fort que l'Allemagne devait se soumettre aux vainqueurs de la guerre. Une fois de plus, l'Allemagne est perçue comme une puissance à part entière. Ensuite, le quotidien approuve la décision de séparer, pour l'instant, les questions des réparations allemandes et des dettes interalliées qui ne doivent pas être reliées pour des raisons similaires à celles qu'il défendait en 1924 alors qu'il souhaitait discuter d'abord des réparations puisque le règlement des questions économiques aiderait au règlement des questions politiques³⁹. Cependant, il accorde peu d'importance, à ce stade, à la querelle entre la France et l'Allemagne à savoir si les questions des réparations et de l'évacuation de la Rhénanie doivent être interdépendantes. Comme il l'a mentionné à plusieurs reprises, l'important est que les discussions débutent; les détails seront étudiés plus tard⁴⁰.

Deux semaines plus tard, dans un article qui analyse la politique britannique et l'implication britannique à la SDN, le *Times* déclare sans hésiter son souhait de voir la

³⁸ J. Wright, *Gustav Stresemann...*p.432.

³⁹ Voir le chapitre 2 de ce mémoire.

⁴⁰ "Agreement to Negotiate", *Times*, 18 septembre 1928, p.15bc.

Rhénanie évacuée le plus rapidement possible ainsi que de voir le règlement des réparations afin que problème n'entrave plus la politique internationale :

Il y a des raisons d'espérer que le comité d'experts pourra trouver une solution à certaines difficultés concernant les réparations qui profiteront à la fois à la France et à l'Allemagne et qu'il retirera le dernier obstacle dans le chemin d'une évacuation conjointe de toutes les troupes étrangères du sol allemand. Il a été établi que l'accord devra être tel qu'il n'impliquera aucun fardeau additionnel aux contribuables britanniques⁴¹.

Ainsi, non seulement désire-t-il « l'évacuation conjointe de toutes les troupes étrangères du sol allemand », l'arrangement sur cette évacuation ne devra pas être « un fardeau additionnel » pour la Grande-Bretagne. Il est donc clair que le *Times* souhaite le retrait des troupes britanniques qui pourraient être déployées ailleurs. Il semble aussi que ce passage face référence à la volonté française d'établir une force de protection des chemins de fer allemands qui servent au paiement des réparations; la Grande-Bretagne ne devrait plus avoir de soldats en Allemagne.

Défendant encore, dans un autre article, la politique britannique qui se fait reprocher de ne pas être dédiée complètement au maintien de la paix, voire de sombrer dans sa politique d'avant-guerre, le quotidien affirme : « Au moins, nous retenons les plans français contre l'Allemagne »⁴². Il est intéressant de voir refaire surface l'argument que le *Times* développait constamment en 1924-1925, à savoir que la Grande-Bretagne doit réfréner les visées de la France face à l'Allemagne⁴³. Cela implique que la France n'a pas réellement besoin de davantage de garanties pour sa sécurité. Ce passage aide aussi certainement à comprendre la position tolérante du quotidien face à l'ensemble de la politique extérieure allemande, même s'il regrette certains actes ponctuels des politiciens allemands. Même si l'Allemagne est de plus en plus autonome et reprend son statut de grande puissance européenne, la politique d'équilibre des puissances continentales est encore bien ancrée dans l'esprit de l'éditorialiste. Nous sommes donc loin de l'Entente cordiale dans l'opinion du quotidien.

⁴¹ "Great Britain and the League", *Times*, 27 septembre 1928, p.13bc.

⁴² "Misrepresentation", *Times*, 30 octobre 1928, p.17bc.

⁴³ Voir le chapitre 2 de ce mémoire.

Quoi qu'il en soit, le 19 octobre 1928, Churchill et Poincaré se rencontrent à Paris pour discuter des réparations, rencontre à laquelle le banquier américain Parker Gilbert assiste. Les deux chefs d'État s'entendent sur une annuité de 2 milliards de marks or, montant que Gilbert considère réaliste compte tenu des finances allemandes⁴⁴. Le lendemain, le *Times* donne son opinion sur le sujet. Après avoir rappelé la primauté des questions économiques sur les questions politiques (« Dawes a mené à Locarno »), le quotidien fait une déclaration surprenante :

L'accord de Genève [...] soulève en fait une question fondamentale de principe. La juxtaposition des questions de l'évacuation de la Rhénanie et des réparations peut correctement être interprétée comme impliquant un désir de régler, non pas un ou deux détails des problèmes laissés par la guerre, mais la totalité de la question de la période de la mise sous tutelle de l'Allemagne. Il s'agit, du moins, de l'interprétation de l'accord sur laquelle la Grande-Bretagne peut et doit agir vigoureusement et, ce, en conformité de l'esprit réel de sa politique européenne des dernières années⁴⁵.

Alors que le 27 septembre, le quotidien rappelait que le Traité de Versailles - donc « la mise sous tutelle de l'Allemagne » - était encore en vigueur et bien en vie, moins d'un mois plus tard il appelle au règlement complet de la situation allemande. Bien qu'il avait défendu, à maintes reprises, la nécessité de régler le « problème allemand » auparavant, l'éditorialiste effectue tout de même un pas. Il semble maintenant clair pour le *Times* que l'Allemagne doit retrouver complètement sa liberté d'action légale puisque, dans les faits, cela est de plus en plus le cas.

Au début novembre, après une absence officielle de plus de six mois en raison de son état de santé, Stresemann reprend son poste à Berlin. Même s'il teintait encore la politique extérieure allemande malgré son éloignement de Berlin, Stresemann pourra maintenant la diriger complètement de nouveau. Les 14 et 19 novembre, respectivement lors d'une conférence de presse et d'une session du Reichstag, il défend une fois de plus la politique allemande et donne son avis sur les questions des réparations et de l'évacuation de la Rhénanie. Il insiste sur les quatre points que la délégation allemande met de l'avant depuis le début de 1927; la nécessité de nommer des experts indépendants

⁴⁴ C. Baechler, *Gustave Stresemann...* p.780.

⁴⁵ "A Fresh Opportunity", *Times*, 20 octobre, 1928, p.17bc.

au sein du comité des réparations et de la « commission de constatation et de conciliation »; la position financière et militaire défavorable de l'Allemagne qui doit cesser en accord avec l'esprit de Locarno; le refus allemand « d'acheter » ses droits sur la Rhénanie; démenti de la justification française selon laquelle l'occupation tient à des raisons financières⁴⁶.

Faisant référence à ces déclarations, le *Times* soutient qu'il n'est pas question que l'Allemagne « achète l'évacuation »; elle doit lui être « rendue », étant donné que les conditions sur lesquelles reposait l'occupation sont maintenant « obsolètes ». Cependant, il réitère, une fois de plus, la primauté des questions économiques sur les questions politiques et argumente en faveur du règlement de la question des réparations : « Avant que l'on puisse mener à terme l'évacuation, on doit rendre une décision au sujet de la composition du comité qui s'assurera du désarmement dans la zone démilitarisée ainsi qu'au sujet de la durée de ce comité. La meilleure façon d'accélérer l'évacuation est de procéder, aussi rapidement que possible, aux négociations au sujet des réparations »⁴⁷. Dans un autre éditorial, le *Times* rappelle son désir de voir la Rhénanie évacuée avant 1935, la possibilité de le faire ayant d'ailleurs été insérée dans le Traité de Versailles (article 421) « à la demande du gouvernement britannique ». Il soutient que la Grande-Bretagne est néanmoins garante du traité et qu'elle doit respecter ses obligations envers la France au même titre qu'elle doit respecter ses obligations envers l'Allemagne qui découlent des accords de Locarno⁴⁸. Ainsi, le quotidien prend bien soin de ne pas froisser les susceptibilités allemandes et françaises.

Lors de la session annuelle du Conseil de sécurité de la SDN en décembre 1928, les délégations se donnent rendez-vous à Lugano afin de permettre à un Stresemann malade de participer aux entretiens, ce qui témoigne du respect que l'on porte à Stresemann et de l'appréciation de son influence en Allemagne. Stresemann réussit à faire avancer la cause de l'évacuation rhénane, point central de sa politique depuis 1927.

⁴⁶ C. Baechler, *Gustave Stresemann...* p.781-784.

⁴⁷ "Herr Stresemann's Speech", *Times*, 21 novembre 1928, p.15bc. Voir aussi: "Governments and Experts", *Times*, 27 novembre 1928, p.17c.

⁴⁸ "The Rhineland", *Times*, 8 décembre 1928, p.13bc.

En effet, à la fin de la réunion, le 15 décembre, il est entendu que lorsque les négociations sur les réparations débiteront, les discussions sur l'évacuation seront aussi mises de l'avant et que le règlement de l'une des deux questions ne dépendrait pas du sort de l'autre. Ce résultat est important puisqu'il permet de séparer partiellement les questions de l'évacuation et des réparations en ce sens que l'Allemagne ne devra pas « acheter la Rhénanie »⁴⁹. Cependant, dans les faits, nous le verrons, les deux questions demeureront interdépendantes jusqu'à la conférence de La Haye du mois d'août 1929. Pour sa part, le *Times* répète simplement les arguments qu'il a développés à plusieurs reprises au cours des derniers mois, à savoir la primauté des questions économiques et la volonté de voir la Rhénanie évacuée le plus rapidement possible par la suite⁵⁰.

3.4 Les discussions sur les réparations menant au plan Young (janvier-juillet 1929)

Ayant été entendu que l'on discuterait du règlement définitif de la question des réparations, un comité d'experts, constitué de deux représentants de chaque puissance européenne ainsi que des États-Unis, est mis sur pied en janvier 1929⁵¹. Le *Times* profite de cette période de mise en candidature des membres de chaque pays pour réitérer sa volonté de mettre fin « aux derniers problèmes de la guerre ». Ainsi, au sujet de la présence étrangère en Allemagne (tant au niveau de l'occupation que de la tutelle économique), l'éditorialiste affirme que la supervision étrangère « est assurément perçue - avec raison - comme incompatible avec l'idée de souveraineté nationale et la dignité et l'égalité des nations. Toute cette situation représente certainement de bonnes raisons en faveur d'un règlement final des obligations financières de l'Allemagne »⁵². Au risque de se répéter, il est intéressant de noter que le quotidien fait référence à « un règlement final des obligations financières » et qu'il ne mentionne pas l'évacuation de la Rhénanie.

La conférence des experts s'ouvre à Paris le 11 février avec pour mission de décider des annuités que l'Allemagne pourra payer afin de s'acquitter des réparations

⁴⁹ J. Wright, *Gustav Stresemann...*p.435-436.

⁵⁰ "A Forward Step in Reparations", *Times*, 24 décembre 1928, p.11c.

⁵¹ J. Wright, *Gustav Stresemann...*p.443-444.

⁵² "Reparations", *Times*, 4 janvier 1929, p.13cd.

alliées. Les discussions se poursuivront jusqu'en juin et le « plan Young » sera finalement accepté au mois d'août 1929, à peine plus d'un mois avant la mort de Stresemann. Parallèlement, la session annuelle du Conseil de la SDN a lieu au mois de mars où la question principale est celle des minorités en Europe. Bien que plusieurs points intéressants ressortent des éditoriaux et articles que le *Times* consacre à cette question, notamment au sujet des minorités allemande et polonaise, il suffit de mentionner, pour les fins de ce mémoire portant sur la politique extérieure allemande, que le traitement des minorités promu par le quotidien démontre une fois de plus la hiérarchie qui existe entre l'Ouest et l'Est ainsi qu'entre les grands pays et les petits pays. Ainsi, l'éditorialiste élabore une argumentation selon laquelle la Pologne doit s'entendre avec l'Allemagne pour son propre bien et celui de l'Europe, comme cela fut le cas dans les années 1925-1926⁵³.

Quoi qu'il en soit, après sept semaines de discussions portant sur les « questions de mécanique » des réparations⁵⁴, le vrai débat, à savoir le montant ainsi que les annuités des réparations allemandes, débute à la fin mars. Le *Times* se montre optimiste sur la possibilité d'en venir à un accord malgré les deux points de vue divergents; l'Allemagne désire que le montant des réparations soit le même que le montant des dettes alliées envers les États-Unis alors que les Occidentaux insistent sur la nécessité d'ajouter à ce montant un indemnisation pour les pertes françaises⁵⁵. Malheureusement, ces deux points de vue entrent en opposition si bien qu'une crise secoue le comité des experts à la mi-avril. Avant que les choses ne dégénèrent totalement, le *Times* déclare que l'éventuel refus allemand d'accepter les termes proposés par les Alliés (59 ans / 39 milliard de marks) « ne signifierait pas un retour au *status (sic) quo ante* » et que l'Allemagne devrait porter le poids de l'échec sur ses épaules. Il conclut en affirmant son souhait de voir cette « question politique » se diriger vers « le domaine beaucoup plus pratique et

⁵³ “League and Minorities - I”, *Times*, 28 février 1929, p.15f-16a; “League and Minorities - II”, *Times*, 1^{er} mars 1929, p.17f-18a; “Council and Minorities”, *Times*, 2 mars 1929, p.13bc; “A Useful Council”, *Times*, 11 mars 1929, p.17bc.; “Germany and Poland – I”, *Times*, 11 mars 1929, p.17f-18ab; “Germany and Poland – II”, *Times*, 12 mars 1929, p.17f-18a. “Germany and Poland - III”, *Times*, 13 mars 1929, p.17f-18a.

⁵⁴ C. Baechler, *Gustave Stresemann...*p.788-793.

⁵⁵ “Reparations”, *Times*, 25 mars 1929, p.13bc.

sobre de la finance internationale »⁵⁶. Une fois de plus, la majorité des problèmes découlant de la guerre doivent se limiter, au tant que possible, à des questions économiques. Ceci peut d'ailleurs expliquer le fait que le quotidien insiste longuement sur les conséquences qu'un refus allemand aurait sur l'Allemagne, étant donné qu'il s'agit d'une question économique capitale pour la Grande-Bretagne.

Deux jours après cet éditorial, soit le 17 avril, Schacht, le délégué allemand, propose la formule suivante; 26 milliards de marks sur 37 années. De plus, il soulève des questions politiques (révision de la frontière polonaise, droit de posséder des colonies, etc.) lors de rencontres purement économiques. Évidemment, les gouvernements occidentaux crient au scandale, d'autant plus que l'offre allemande semble finale, ce qui va à l'encontre de l'atmosphère de conciliation qui existe depuis Locarno⁵⁷. La mort d'un des délégués britanniques réduit quelque peu la tension et oblige l'ajournement des rencontres. Dans un éditorial du 20 avril, le *Times*, tout en rappelant l'argument que l'échec futur devrait être porté seul par l'Allemagne, tente de rationaliser la situation en affirmant qu'il est normal d'avoir un écart important entre les deux parties⁵⁸. Deux jours plus tard, l'éditorialiste affirme qu'une telle question prendra inévitablement une longue période et plusieurs discussions⁵⁹. Ainsi, le quotidien, comme à son habitude, se montre très sévère avant les événements, mais tempère ses commentaires lorsque les crises se produisent.

Devant les problèmes rencontrés, le président du comité, l'états-unien Young, propose finalement un compromis le 25 avril; 37 milliards sur 59 ans. La délégation allemande retourne à Berlin du 29 avril au 1^{er} mai afin de discuter avec le gouvernement de la République. Après d'âpres discussions avec Stresemann, Schacht accepte le plan Young le 4 mai⁶⁰. Le mois de mai est ensuite une période de discussions entre les pays « alliés » au sujet de la division des réparations, le nouveau plan Young mettant de côté

⁵⁶ "Reparations – A Critical Stage", *Times*, 15 avril 1929, p.15c.

⁵⁷ C. Baechler, *Gustave Stresemann...*p.792-793.

⁵⁸ "The Reparations Deadlock", *Times*, 20 avril 1929, p.13bc

⁵⁹ "Reichstag and Reparation", *Times*, 22 avril 1929, p.15cd.

⁶⁰ C. Baechler, *Gustave Stresemann...*p.794-795.

les réparations prévues à la conférence de Spa⁶¹ pour les États-Unis et les Dominions britanniques ainsi que les demandes belges au sujet des marks laissés en Belgique après l'occupation. Le *Times* défend, dans une série d'éditoriaux, la part des réparations qui revient aux Dominions et insiste sur le caractère « risible » d'un éventuel échec du plan Young à cause de malentendus entre les Alliés⁶².

3.5 La conférence de La Haye (5-31 août 1929)

Le plan Young est finalement accepté par tous les pays le 7 juin 1929, soit deux mois avant son adoption définitive au mois d'août. Dans un éditorial publié trois jours plus tard, le *Times* se réjouit évidemment de ce résultat au niveau économique et financier. Le quotidien poursuit :

Au point de vue politique, ces conséquences devraient être toutes aussi importantes. Il transporte le processus guérisseur de réconciliation, qui fut initié à Locarno, une étape plus loin et ouvre la porte à l'évacuation de la Rhénanie. Le fait que les calculs du Rapport sont effectués en assumant que les paiements allemands pour les armées d'occupation vont cesser le 1^{er} septembre ne peut pas être complètement sans signification⁶³.

Ainsi, il est clair pour le *Times* que la question des réparations est maintenant liée à celle de l'évacuation et qu'il faut s'attaquer à ce problème. Cependant, la rétrocession de la Sarre à l'Allemagne n'est pas un point qui doit être discuté lors de la prochaine rencontre puisqu'elle soulève d'autres questions, telles le maintien du niveau actuel de l'économie française et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes⁶⁴. D'ailleurs, le quotidien n'y consacra aucune couverture jusqu'au mois d'octobre 1929.

⁶¹ M. Kitchen, *Europe Between the Wars. A Political History*, London/New York, Longman, 1988, p.28-29.

⁶² Voir à ce sujet: "A New Crisis in Reparations", *Times*, 8 mai 1929, p.17b; "A Solid Front", *Times*, 9 mai 1929, p.17bc; "Mr. Churchill on Reparations", *Times*, 10 mai 1929, p.17c; "Reparations", *Times*, 20 mai 1929, p.11bc; "In Sight of Settlement", *Times*, 30 mai 1929, p.15cd; "Agreement at Last", *Times*, 5 juin 1929, p.15c; "Agreement as Last", *Times*, 7 juin 1929, p.15bc.

⁶³ "The Young Plan", *Times*, 10 juin 1929, p.17bc.

⁶⁴ "German Claims", *Times*, 27 juin 1929, p.17bc.

Tout au long du mois de juillet, les Alliés discutent de certaines modalités concernant les dettes alliées et les réparations⁶⁵. Tout est alors prêt afin que la conférence de La Haye débute le 6 août 1929. Le *Times* décrit d'ailleurs cette conférence comme la « troisième et dernière phase dans le long travail de restauration de conditions de paix normales en Europe », ce qui témoigne des attentes du quotidien face à cette « conférence historique »⁶⁶. Les travaux sont divisés en deux commissions, l'une traitant des réparations et l'autre de l'évacuation de la Rhénanie. Nous n'analyserons pas les questions économiques pour deux raisons. D'abord, Stresemann participe très peu à ces discussions et l'Allemagne n'a pas réellement un mot à dire puisque les désaccords sont principalement sur les dettes alliées. Ensuite, celles-ci portent sur des points techniques⁶⁷ qui n'intéressent pas notre propos, à savoir la perception du *Times* au sujet de la politique étrangère allemande. Lorsque le quotidien traite des propos de la délégation britannique au sujet des réparations, il défend évidemment celle-ci⁶⁸.

Au sujet des questions politiques qui touchent l'Allemagne, le *Times* présente son analyse dans quatre éditoriaux. Aux réticences françaises d'évacuer la troisième zone de la Rhénanie avant l'année 1935, sous prétexte de craindre une nouvelle invasion, le quotidien rappelle que les accords de Locarno et le pacte Briand-Kellogg apportent suffisamment de garanties à ce sujet. Ensuite, alors que l'éditorialiste écrivait que l'occupation fut une action conjointe qui demandait obligatoirement une évacuation conjointe récemment, il se contente maintenant de dire que cela serait « préférable » et non plus « obligatoire ». Cela témoigne sans aucun doute d'une volonté de quitter la Rhénanie « avant la fin de l'année, le plus rapidement possible », peu importe les décisions françaises⁶⁹.

⁶⁵ Pour le point de vue du *Times* sur cette question: "Debts and Reparations", *Times*, 1^{er} juillet 1929, p.15bc; "The Next Step", *Times*, 12 juillet 1929, p.15bc; "M. Poincaré's Task", *Times*, 13 juillet 1929, p.15bc; "M. Poincaré's Victory", *Times*, 22 juillet 1929, p.15c.

⁶⁶ "The Final Stage?", *Times*, 6 août 1929, p.11bc. Voir aussi: "Reparations", *Times*, 6 août 1929, p.11f-12a.

⁶⁷ C. Baechler, *Gustave Stresemann...*p.801.

⁶⁸ "A Constructive Proposal", *Times*, 10 août 1929, p.11bc; "Problems at The Hague", *Times*, 12 août 1929, p.13bc; "Deliveries in Kind", *Times*, 15 août 1929, p.11bc; "Making Time at The Hague", *Times*, 19 août 1929, p.13bc.

⁶⁹ "Political Issues at The Hague", *Times*, 17 août 1929, p.11bc.

Lorsque Stresemann demande aux délégations d'accélérer les discussions pour des raisons de politique interne, le *Times* semble ne pas saisir la priorité de Stresemann - est l'évacuation de la Rhénanie et non le règlement des réparations - lorsqu'il affirme que l'Allemagne doit attendre le règlement des réparations. Il substitue ainsi sa propre logique qui consiste à résoudre les questions économiques avant les questions politiques à celle de Stresemann⁷⁰. On voit ici la défense des intérêts nationaux prévaloir sur la paix en Europe. En effet, pour l'Allemagne en général, l'évacuation est prioritaire, alors que pour la Grande-Bretagne, les réparations sont prioritaires. On peut interpréter ceci comme une démonstration de la position du *Times* selon laquelle l'Allemagne est maintenant un acteur à part entière qui n'a plus besoin d'être défendu. Cela est d'autant plus étonnant que le quotidien souligne l'importance de cette conférence puisqu'elle traite de « la pacification et de la prospérité de l'Europe ». De plus, le *Times* se montre habituellement compatissant face à la délégation allemande qui doit composer avec les « cris nationalistes ». Il semble cependant que cette situation est temporaire puisque le quotidien, dans les jours qui suivent, retrouve sa compréhension habituelle des revendications et priorités de Stresemann.

Du 23 au 29 août, les discussions s'accroissent afin de régler les deux questions avant le 1^{er} septembre, date à laquelle l'Allemagne devrait commencer à payer en vertu du plan Young. Pour l'Allemagne, il s'agirait d'un avantage en ce sens que les annuités des premières années de ce plan sont inférieures de 800 000 marks à celles du plan Dawes. La République de Weimar a donc tout intérêt à régler cette question avant le mois de septembre, d'autant plus que cela apporterait des gains importants en politique intérieure. À ce stade des négociations, il reste à s'entendre sur la date exacte de l'évacuation de la troisième zone et sur l'acceptation d'une diminution de 300 000 millions de marks pour l'Allemagne. Stresemann fait savoir que la baisse sera acceptée si l'évacuation de la troisième zone s'effectue au plus tard le 30 juin 1930. Les termes sont acceptés et un accord est finalement conclu le 30 août. Outre ces deux décisions, il est entendu que la deuxième zone sera évacuée au plus tard le 31 décembre 1929. Le

⁷⁰ "Critical Days at The Hague", *Times*, 23 août 1929, p.13bc.

protocole final est signé le lendemain⁷¹. De plus, la France doit renoncer à la « commission de constatation et de conciliation »⁷². La France obtient tout de même ce qu'elle voulait, c'est-à-dire la mise en interrelation des réparations et des dettes interalliées⁷³.

Faisant la part belle à l'analyse des résultats économiques de la conférence de La Haye⁷⁴, le *Times* s'exprime tout de même sur les résultats politiques. Il réitère d'abord un de ses thèmes préférés : le fait que les négociations aient porté en premier lieu sur la question des réparations (question économique) avant la question de l'évacuation (question politique) a grandement aidé à régler cette dernière. Il souligne aussi la satisfaction de voir que l'évacuation s'effectuera conjointement comme la Grande-Bretagne le souhaitait, même si, nous l'avons vu, le *Times* se disait récemment en faveur d'un retrait unilatéral. Le quotidien félicite encore une fois le caractère réaliste de Stresemann qui a su faire des concessions « qui ne seront certainement pas populaires au pays ». De plus, la démilitarisation de la Rhénanie - s'appuyant sur les accords de Locarno et le pacte Briand-Kellogg - est la meilleure garantie que cette région pouvait recevoir. Ainsi, pour le *Times*, la conférence de La Haye est sans aucun doute l'aboutissement de la politique de conciliation et de paix en Europe, malgré le fait que la Sarre demeure sous tutelle française. Le quotidien se dit rassuré de savoir que Stresemann et Briand ont décidé de discuter de la rétrocession de la Sarre à l'Allemagne avant 1935⁷⁵. Il est cependant clair que le *Times*, ayant constaté une certaine stabilité ainsi que le règlement des dettes interalliées et des réparations, est satisfait.

Cette conférence est la dernière d'envergure à laquelle participe Stresemann. En effet, l'immédiat après-La Haye voit la contestation contre le plan Young se renforcer et la majorité des actions de Stresemann, de plus en plus affaibli par la maladie, seront

⁷¹ C. Baechler, *Gustave Stresemann...*p.804-806.

⁷² J. Bariéty, « La tentative de construction de la paix : 1924-1930 », in J. Bariéty & R. Poidevin, *Les relations franco-allemandes, 1815-1975*, Paris, Armand Colin, 1977, p.274.

⁷³ R. Girault et R. Frank, *Turbulente Europe et nouveaux mondes, tome 2 : 1914-1941*, Paris, Masson, 1988, p.151

⁷⁴ D'ailleurs, un article du 29 août ne traite même pas des questions politiques : "Settlement at The Hague", *Times*, 29 août 1929, p.13bc.

⁷⁵ Voir à ce sujet: E. D. Keeton, "Economics and Politics in Briand's German Policy, 1925-1931" ... p.177-178.

destinées à défendre ses décisions, ainsi que le gouvernement Müller. Au milieu de ces combats incessants, Stresemann rend l'âme dans la matinée du 3 octobre des suites d'une attaque cérébrale⁷⁶.

Le *Times*, dans un éditorial des plus élogieux pour un politicien étranger, décrit Stresemann comme le politicien allemand « le plus apte ». Après avoir décrit ses principales réalisations, l'éditorialiste explique :

Le redressement interne de l'Allemagne et sa nouvelle position dans les affaires européennes montrent la mesure de ses exploits. L'Allemagne est en ordre (*orderly*) et elle est en train de prospérer à l'intérieur; dans le concert européen d'après-guerre, elle a une position de premier ordre (*foremost place*); et pour ces bénéfices, elle doit remercier, plus que quiconque, l'ingénieur directeur de sa politique étrangère [...] La politique de Locarno, qui a pavé la voie à l'entrée de l'Allemagne à la SDN, a été en grande partie mise sur pied par le ministre des Affaires étrangères allemand⁷⁷.

Le quotidien fait ensuite référence à la dialectique du politicien responsable qui dirige les affaires extérieures, malgré une « minorité enragée » parmi ses concitoyens « qu'il a su rendre plus réalistes ». Puis, il décrit le parcours de Stresemann à la façon d'un *Vernunftsrepublikaner*, comme il l'avait d'ailleurs fait le 17 mai 1928⁷⁸ :

Il a lui-même été un ardent supporteur du vieux régime; il a longtemps adhéré à la croyance selon laquelle, par principe, l'Allemagne devait avoir une monarchie, mais il avait l'adaptabilité du réaliste et il a accepté la République. Son esprit pragmatique, dans les questions extérieures, a également accepté les faits. Il est demeuré intensément nationaliste, mais les nécessités de l'Europe et l'interdépendance des États l'ont mené vers un nationalisme plus grand qui voit dans la coopération la seule sortie de secours hors du chaos. La première préoccupation de Stresemann était son pays. Il a combattu en sa faveur avec beaucoup de force et d'ingéniosité, et sans aucun doute, ses méthodes conciliantes ont remporté de très larges concessions. Mais il a eu l'intelligence (*wit*) de voir que l'Allemagne pourrait prospérer seulement à l'intérieur d'une Europe prospère et pacifiée. Le patriote allemand – de la même façon que le patriote français, Briand- est devenu l'ardent avocat de la bonne volonté internationale. Ce sont les patriotes pragmatiques et intelligents – non pas les idéalistes qui ne peuvent même pas servir leur propre pays- qui font de « bons Européens ». Stresemann a rendu d'incalculables services à la République allemande; son œuvre pour l'Europe en entier était presque aussi importante.

⁷⁶ C. Baechler, *Gustave Stresemann...*p.807-814.

⁷⁷ "Herr Stresemann", *Times*, 4 octobre 1929, p.15c.

⁷⁸ Voir page 77.

Dans ce long passage, Stresemann est décrit comme un politicien pragmatique, conciliant et intelligent. Encore plus intéressant, il est décrit comme un « bon Européen » qui a travaillé pour la « République allemande » et pour l'Europe. Ce type de commentaire a certainement influencé la perception de ses contemporains, ainsi que l'analyse d'une partie de l'historiographie⁷⁹. Cela laisse aussi entrevoir tout le respect qu'il suscitait à l'extérieur de son pays en tant que politicien allemand réaliste.

3.5 Conclusion : le *Times* et la politique étrangère allemande de 1927 à 1929

La perception du *Times*, pour la période 1927-1929, change très peu par rapport à la période précédente. Certes la responsabilité des Alliés face à l'Allemagne humiliée et désarmée est moins prononcée que lors de la période 1924-1926 et les démonstrations de culpabilité que l'on pouvait ressentir à cette période sont pratiquement disparues. À l'inverse, la responsabilité des Allemands dans ce qui se produit est de plus en plus présente. La nécessité de « défendre » l'Allemagne n'est avancée qu'une seule fois entre le milieu de 1927 et octobre 1929. En ce sens, on insiste souvent sur le fait que la France et son voisin d'outre-Rhin doivent être des plus conciliants pour le bien de l'Europe.

Le centre d'intérêt du *Times* change aussi partiellement lors de cette période, suivant, en fait, le recentrage de la politique européenne. Alors que l'Allemagne occupait, pour des raisons évidentes, le centre des préoccupations du quotidien de 1924 à 1926, il semble maintenant qu'il tourne son regard vers des questions qui se rapprochent davantage des intérêts nationaux britanniques. Ainsi, les questions des dettes interalliées, du désarmement (terrestre, mais surtout naval) et de la mise hors-la-loi de la guerre occupent une part très importante de son analyse. D'ailleurs, l'éditorialiste prend beaucoup d'espace afin de défendre la politique britannique, s'intéressant par le fait même moins à la politique allemande.

Alors que l'on insistait sur la nécessité de respecter la puissance allemande et de ne pas l'humilier inutilement entre 1924 et 1926, le *Times* signale, pour cette période, le

⁷⁹ Voir chapitre 1.

retour effectif de la puissance de l'Allemagne, tant au niveau économique que politique. Par réalisme, il faut donc prendre en compte son opinion et tenter de faire pour le mieux avec les réalités du moment. En ce sens, il n'est jamais contesté que l'Allemagne puisse retrouver le plein contrôle sur la Rhénanie.

Le règlement prioritaire de la question des réparations demeure une constante. Ainsi, même si la Ruhr doit retourner à l'Allemagne le plus rapidement possible, la priorité est sans aucun doute les réparations. Cela est palpable dans tous les éditoriaux qui traitent de la politique extérieure allemande et de la politique européenne en général. De plus, l'idée selon laquelle la sécurité française est amplement garantie par le Traité de Versailles, les accords de Locarno et le pacte Briand-Kellogg est aussi constamment avancée. Il semble clair que le *Times* désire maintenir l'équilibre des puissances sur le continent européen.

On s'inquiète aussi, de 1927 à 1929, du militarisme allemand et on suit avec beaucoup d'intérêt les élections de la République de Weimar. Ainsi, non seulement on s'intéresse à la politique interne et aux « cris nationalistes » comme facteur de déstabilisation de l'Allemagne, mais on craint les répercussions qu'une prise de pouvoir des ultranationalistes pourraient avoir sur la politique internationale. En ce sens, la dichotomie que le *Times* décrivait en 1924-1926 entre les politiciens (principalement Stresemann) pragmatiques et la population utopique est encore présente. Cependant, on prend de plus de plus en compte les différentes tendances politiques dans la population allemande, et on évoque « une minorité enragée » qui tente de saboter les efforts de la République de Weimar.

Finalement, le rôle de la SDN est bien accepté par le quotidien mais on voit cependant, tout comme lors de la période précédente, une volonté de retour au concert européen qui prévalait avant la Première Guerre mondiale avec l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et, à un moindre degré, la Russie en tant qu'acteurs principaux. L'alignement presque complet sur la politique du gouvernement britannique est une fois

de plus une réalité⁸⁰. En ce sens, dans le dossier des minorités allemandes en Pologne, il est clair pour le *Times* que la Pologne doit accepter les idées de l'Allemagne, plus puissante. Mais la couverture du quotidien des questions touchant l'Europe de l'Est ne reflète pas l'importance de cette question dans la politique allemande⁸¹. De plus, un phénomène intéressant doit être soulevé; il n'est pratiquement pas fait mention de la politique extérieure de la Russie et des liens politiques, économiques et militaires qu'elle entretient avec l'Allemagne ou encore de son intérêt dans la question des frontières à l'Est. Cela s'explique probablement par la difficulté qui existe, encore aujourd'hui, à cerner la position soviétique dans les années 1920 et le poids de « l'interférence soviétique » sur le continent européen⁸².

⁸⁰ P. Kennedy, *The Realities Behind Diplomacy*, p.243-245; P. Kennedy, *Strategy and Diplomacy 1870-1945*, London, George Allen & Unwin, 1983, p.13-39; B. McKercher, "Old Diplomacy and New", in M. Dockrill & B. McKercher, *Diplomacy and World Power. Studies in British Foreign Policy, 1850-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p.83-84.

⁸¹ C. Fink, "Stresemann's Minority Policies, 1924-1929", *Journal of Contemporary History*, 14, 3, 1979, p.403-422.

⁸² G.-H. Soutou, « Les Occidentaux et l'Allemagne durant l'entre-deux-guerres », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 38, n.2, 2006, p.180-182; J. Hiden, « The Weimar Republic and the problem of the *Auslandsdeutsche* », *Journal of Contemporary History*, 12, 1977, p.273-289.

Conclusion générale: Le *Times* et la politique extérieure de Stresemann

L'hommage que le *Times* rend à Gustav Stresemann, au lendemain de sa mort, reflète, à bien des égards, la vision de la politique extérieure allemande que le quotidien a développée de 1924 à 1929. Cette vision est par ailleurs constante sur l'ensemble de la période. Ainsi, à la question de départ à savoir si le *Times* distingue nettement les deux phases de l'ère Stresemann parfois décrites dans l'historiographie et, si le cas échéant, il est possible de déceler un décalage de vision entre ces deux phases, la réponse est négative. Le quotidien fait preuve de réalisme et de pragmatisme en admettant, dès le début de la période, la nécessité de prendre en compte la puissance allemande. Cela le pousse à tempérer les volontés françaises et à développer une certaine défense de la politique allemande.

Peut-on, à ce moment, parler d'un début d'*appeasement*? Alors que la période 1924-1926 semble impliquer une forme préliminaire d'*appeasement* (ou du moins un sentiment de culpabilité britannique face au Traité de Versailles), la situation change entre 1927-1929. En effet, le quotidien défend encore la politique allemande, mais il insiste de moins en moins sur la nécessité de « défendre l'Allemagne » contre la France, même si celui-ci déclare le 30 octobre 1928 : « Au moins, nous retenons les plans français contre l'Allemagne »¹. Ce passage doit cependant être remis en contexte, c'est-à-dire celui où le *Times* défend la politique britannique contre ses détracteurs. Néanmoins, le réflexe demeure ancré dans l'esprit de l'éditorialiste. En ce sens, une autre constante de la vision du quotidien tout au long de la période est la nécessité de maintenir l'équilibre des puissances sur le continent. Bien qu'il soit plus sévère envers la France qu'envers l'Allemagne, le *Times* se garde bien, la majorité du temps, de fustiger à outrance les deux voisins d'outre-Rhin. Néanmoins, cette analyse de D. Reynolds a propos des dirigeants britanniques semblent s'appliquer au *Times* : « À la base d'une compréhension satisfaisante de ce que nous appelons maintenant l'entre-deux-guerres, il y a le fait que la plupart des dirigeants britanniques voyaient l'antagonisme anglo-

¹ « Misrepresentation », *Times*, 30 octobre 1928, p.17bc

allemand de 1904-1918 comme une aberration. Pour la grande majorité de la période, en fait, ils se méfiaient davantage de la France que de l'Allemagne »².

On doit constater qu'il existe un recentrage des intérêts du quotidien entre 1924 et 1929 plutôt qu'un réel changement de perception de la politique menée par Stresemann. En effet, alors que le « problème allemand » est crucial et accapare l'ensemble de l'attention du *Times* jusqu'en 1926, le centre d'intérêt se déplace par la suite. L'analyse de la politique (intérieure et extérieure) allemande demeure certes importante, mais les questions touchant davantage la Grande-Bretagne, telles les dettes interalliées, les Dominions et le désarmement naval, gagnent en importance dans la couverture du quotidien. En ce sens, on ne peut pas parler de « deux phases » de la politique extérieure allemande pour le quotidien, pas plus qu'on ne peut parler d'*appeasement*. Il y a certes une sympathie et une certaine forme de mauvaise conscience, mais elles diminuent en intensité plus on s'approche de 1929. Le terme « *appeasement* » est parfois employé dans les éditoriaux du *Times*, mais celui-ci, comme le fait remarquer Paul Kennedy, a un sens différent de celui des années 30. L'*appeasement* des années 1920 devait alors servir « à démontrer la magnanimité et l'impartialité britannique, non pas sa lâcheté (*cravenness*) »³. Ainsi, le *Times* réagit à l'image du gouvernement et de la population britannique.

Pour ce qui est de la question du « décalage » entre les deux phases, elle ne s'applique donc plus. On peut d'ailleurs affirmer que le quotidien comprend habituellement bien les revendications allemandes, ce qui nous permet de questionner la validité de la thèse du décalage entre les demandes réelles des Allemands et la compréhension britannique, puisque le *Times* réagit habituellement de façon similaire au gouvernement. Comment alors comprendrait-il adéquatement les demandes allemandes et non pas le gouvernement? Cette question de décalage demeurerait cependant pertinente dans l'éventualité d'une étude sur l'ensemble de la République de Weimar et

² D. Reynolds, *Britannia Overruled. British Policy & World Power in the 20th Century*, London/New York, Longman, 1992, p.115.

³ P. Kennedy, *The Realities Behind Diplomacy. Background Influences on British External Policy, 1865-1980*, Glasgow, Fontana Press, 1981, p.224.

non pas uniquement sur la période Stresemann. Ainsi, les différents courants révisionnistes trouveraient peut-être des échos différents dans ce quotidien.

Une autre problématique soulevée en introduction est de savoir si le rattachement de Stresemann à la République est sincère ou encore manichéen. Sur cette question, qui n'occupe pas beaucoup l'attention du quotidien au cours de la période, mais dont celui-ci traite tout de même à quelques reprises, il faut admettre que le *Times* est clair. Il suffit de reprendre une partie de la longue citation utilisée à la fin du troisième chapitre afin de s'en convaincre.

Il a lui-même été un ardent supporteur du vieux régime; il a longtemps adhéré à la croyance selon laquelle, par principe, l'Allemagne devait avoir une monarchie, mais il avait l'adaptabilité du réaliste et il a accepté la République. Son esprit pragmatique, dans les questions extérieures, a également accepté les faits. Il est demeuré intensément nationaliste, mais les nécessités de l'Europe et l'interdépendance des États l'ont mené vers un nationalisme plus grand qui voit dans la coopération la seule sortie de secours hors du chaos⁴.

Pour le quotidien, Stresemann est donc un *Vernunftsrepublikaner* qui a accepté la République, les nouvelles réalités d'après-guerre ainsi que la coopération comme « seule sortie de secours hors du chaos ». Le *Times* est donc imprégné, en partie, de la vision hagiographique lorsqu'il qualifie Stresemann de « grand Européen ». Cependant, il va plus loin en ce sens qu'il ne décrit pas un « chemin de Damas » qu'aurait franchi Stresemann. C'est son pragmatisme qui l'a rendu ainsi. Il est clair que le manque d'intérêt du quotidien pour les questions orientales, notamment la frontière germano-polonaise, biaise quelque peu sa vision. Pour la plupart des historiens qui insistent sur la duplicité de Stresemann, c'est dans ses négociations à l'Est que l'on peut le plus percevoir la dualité de sa personnalité et de ses actions⁵.

D'ailleurs, il faut noter une autre constante de la période 1924-1929. Le *Times* établit une dichotomie claire entre les politiciens allemands et la population. Comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, les politiciens en place (principalement Stresemann, Marx et Luther) sont décrits comme des hommes pragmatiques alors que la

⁴ "Herr Stresemann", *Times*, 4 octobre 1929, p.15c

⁵ Voir chapitre 1.

population est plutôt décrite comme irresponsable. Il faut apporter la précision suivante : plus le temps passe et les accords de conciliation se multiplient, plus on décrit la population avec davantage de nuances. On évoque, de plus en plus, une « minorité enragée » qui tente de faire échouer les projets du gouvernement de Weimar et non plus de l'ensemble de la population. En ce sens, les ultranationalistes du DNVP ne méritent pas d'estime puisqu'ils mettent en péril, dans un premier temps, l'Allemagne et, à partir de 1927, l'Europe.

La deuxième partie du débat historiographique portant sur Stresemann questionne son programme de révision. Stresemann était-il « européiste » ou « hégémoniste »? Sur cette question, encore une fois, le *Times* demeure constant et s'exprime sans ambiguïté. On le décrit même, au moment de sa mort, comme un « grand Européen » qui « a rendu d'inestimables services à la République allemande » de même qu'à l'Europe. Il n'est donc pas question d'un hégémoniste et, encore moins, d'un personnage manichéen qui joue le jeu de la concertation afin d'assouvir des désirs revanchards et hégémoniques par la suite. L'objectif de ce mémoire n'était pas d'apporter une contribution significative au débat historiographique. Cependant, l'opinion du journal nous permet de mieux cerner la vision de plusieurs des contemporains de Stresemann et, par le fait même, de mieux saisir la perception hagiographique soutenue par une tranche de l'historiographie des années 1920-1930. L'étude de cette perception nous permet aussi de voir les fondements de la thèse du *Vernunftsrepublikaner*, développée par Henry Ashby Turner⁶. Ainsi, le *Times* est dans un entre-deux, c'est-à-dire entre la vision hagiographique et la thèse du *Vernunftsrepublikaner*.

Une autre observation doit être faite au sujet du révisionnisme. Alors que dans les faits le *Times* s'oppose très peu aux volontés révisionnistes allemandes, il se refuse d'abord de parler de « révision », mais accepte par la suite le concept. Par exemple, le 5 août 1925, on déclare encore qu'il s'agirait d'une « folie de réviser Versailles »⁷ malgré

⁶ H.A. Turner, *Stresemann and the politics of the Weimar Republic*, Princeton, Princeton University Press, 1963.

⁷ "Security Pact", *Times*, 5 août 1925, p.12d.

que le plan Dawes et les accords de Locarno sont en réalité deux actes qui révisent le Traité de Versailles. Cependant, un pas est franchi le 22 septembre 1926 alors qu'il admet la possibilité d'une révision :

Tout développement de cette même politique [de révision] – à condition, bien sûr, qu'il soit fait à l'intérieur du schéma prévu – ne peut qu'être accueilli favorablement dans ce pays, qui sera sans aucun doute tenu informé et sera consulté au même titre que les autres puissances concernées, si la discussion au sujet d'un adoucissement du Traité de Versailles telle l'évacuation de la Rhénanie se concrétisait⁸.

La révision est maintenant quelque chose dont on peut discuter, mais seulement si la Grande-Bretagne est impliquée dans les négociations. Pour justifier cette affirmation, l'éditorialiste argumente que les décisions qui ont mené à Versailles ont été prises multilatéralement et que d'éventuelles modifications devraient aussi être multilatérales. Ensuite, le 18 septembre 1928, il accepte l'idée même de révision alors que, pour lui, « l'Allemagne doit discuter avec les puissances garantes afin de réviser Versailles »⁹. Il va même plus loin, le 17 août 1929, lors de la conférence de La Haye. Il affirme en effet que les troupes britanniques devraient quitter la deuxième zone d'occupation rhénane même s'il est « préférable » que cette évacuation soit multilatérale¹⁰. Malgré qu'il accepte, dans les faits, la révision du traité depuis 1924, il y a une gradation dans l'acceptation du révisionnisme, probablement due au réalisme de l'éditorialiste qui l'oblige à accepter la nouvelle situation. On peut aussi y voir une façon de ménager l'opinion publique en refusant d'utiliser le mot « révision », usant encore du terme « adoucissement » en 1926. Ce n'est qu'à la fin de 1928 qu'il évoque ouvertement la révision. Néanmoins, cela vient confirmer les thèses de Georges-Henri Soutou qui affirme que le traité était révisable et dynamique, tant pour les Britanniques que pour les Allemands¹¹. On peut donc affirmer que cela est vérifiable entre 1924 et 1929.

Quelques autres points importants ressortent de l'analyse de la vision que développe le *Times* de la politique extérieure allemande entre 1924 et 1929. En lien avec l'idée de respect de la puissance allemande énoncée plus haut, le quotidien ne remet

⁸ «Franco-German Conversations», *Times*, 22 septembre 1926, p.13bc.

⁹ «Agreement to Negotiate», *Times*, 18 septembre 1928, p.15bc.

¹⁰ «Political Issues at The Hague», *Times*, 17 août 1929, p.11bc.

¹¹ G.-H. Soutou, « Les Occidentaux et l'Allemagne durant l'entre-deux-guerres »...p.169-170.

jamais en cause la nécessité d'évacuer la Rhénanie. De cette façon, l'éditorialiste croit que l'Allemagne sera davantage en mesure de payer les réparations. De plus, le retour de la pleine souveraineté sur la Rhénanie sert à contenir les volontés hégémonistes françaises sur le continent, tandis que, nous l'avons déjà expliqué, l'équilibre des puissances européennes apparaît essentiel au maintien de la puissance impériale britannique.

Autre point important; la primauté des questions économiques sur les questions politiques. Tout au long de la période, le *Times* insiste sur la nécessité de régler en priorité les questions économiques qui aident ensuite à tempérer les passions soulevées par les questions politiques. Ainsi, le plan Dawes doit venir avant Locarno et l'entrée à la SDN, de la même manière que le plan Young doit être mis sur pied avant l'évacuation de la Rhénanie. Ce n'est pas que le quotidien ne croit pas en Locarno ou en l'évacuation. Il veut surtout une hiérarchisation des questions. En ce sens, les intérêts nationaux prévalent. Outre le besoin urgent de paix, qui d'ailleurs est essentiel pour un retour à la prospérité économique, les intérêts nationaux britanniques visent le recouvrement des dettes alliées qui sont directement reliées aux réparations.

Le *Times* établit aussi une hiérarchie en ce qui concerne les questions occidentales et orientales. Il est évident que les problèmes soulevés à l'Ouest ont préséance sur les problèmes provenant de l'Est. Encore une fois, les intérêts nationaux à court terme expliquent en partie cette division. La Grande-Bretagne a davantage intérêt à stabiliser l'Ouest de l'Europe que l'Est. Évidemment, Hitler montra que cette logique connaît ses limites puisque les problèmes à l'Est ont fini par devenir des problèmes à l'Ouest. Cependant, il y a aussi le fait indéniable que les grandes puissances, à l'exception de l'URSS, se retrouvent à l'Ouest du continent. Ainsi, la hiérarchie entre l'Ouest et l'Est s'accompagne d'une hiérarchie entre grandes puissances et petites puissances. À maintes reprises, le quotidien rappelle à la Pologne qu'il est dans son intérêt de s'entendre avec son puissant voisin allemand, même si cela doit se faire à son détriment. Cela peut aussi expliquer le peu d'intérêt porté à la question des minorités en Europe puisqu'elles se situent principalement en Europe de l'Est. En ce sens, l'attention

accordée à l'URSS et à ses liens avec l'Allemagne est minime. Cette analyse du *Times*, une fois de plus, se situe très près de la vision géopolitique de Londres pour qui l'Europe orientale est « d'un intérêt fort limité, surtout après la balkanisation en 1918 »¹².

Ces constatations nous mènent vers la vision du concert européen développée précédemment et sur le rôle de la Société des Nations. La SDN est perçue positivement et à plusieurs reprises le *Times* décrit sa foi en cette institution. Cependant, l'éditorialiste voit en celle-ci une façon d'éviter l'isolement des politiciens comme cela fut le cas avant la guerre de 1914-18 davantage que comme un nouveau concert des nations. On peut notamment le remarquer lorsqu'il se dit contre les prétentions de pays tels le Brésil et la Pologne de « mériter » un siège permanent au Conseil de sécurité en 1925-1926. Ainsi, l'avantage de la SDN réside dans le fait que les discussions entre pays ne sont pratiquement jamais interrompues. Il est par contre clair que les grandes puissances dictent leur façon de voir aux plus petites. De plus, la population britannique est ardemment en faveur de la SDN, ce qui explique aussi une propension à louer cette institution¹³. En ce sens, une fois de plus, le *Times* a une appréciation similaire à celle de son gouvernement.

Notre étude apporte donc des éclairages nouveaux sur des questions parfois floues. Elle confirme d'ailleurs la proximité entre la vision souvent décrite entre le *Times* et le gouvernement britannique; le *Times* est souvent à la remorque des idées de son gouvernement, mais il influence aussi les membres du gouvernement qui lisent ce journal. Il y a parfois des différences d'opinion, mais aucune opposition majeure. Cette presse à grand tirage joue sans contredit sur l'opinion publique, une donnée de plus en plus importante dans les pays démocratiques de l'entre-deux-guerres, ce qui confirme davantage l'importance de l'étude des journaux afin de saisir une autre dimension des phénomènes sociopolitiques et strictement politiques.

¹² P. Grosser, *Pourquoi la 2^e Guerre mondiale? ...* p.166.

¹³ P. Kennedy, *The Realities Behind Diplomacy...* p.243-245; P. Kennedy, *Strategy and Diplomacy 1870-1945*, London, George Allen & Unwin, 1983, p.13-39; B. McKercher, "Old Diplomacy and New", in M. Dockrill & B. McKercher, *Diplomacy and World Power. Studies in British Foreign Policy, 1850-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p.83-84.

En conclusion, la vision de la politique extérieure allemande sous Gustav Stresemann développée par le *Times* tout au long de la période 1924-1929 est sans équivoque et se rapproche souvent de la vision du gouvernement britannique, mais aussi allemand. Ceci ouvre certainement une porte à l'*appeasement* des années 1930. Si on met en perspective le travail que Stresemann a effectué pour l'Allemagne et pour l'Europe, on s'aperçoit du chemin parcouru. Alors que l'Europe était hautement instable en 1923-1924 avec l'occupation de la Ruhr, elle semble stable à la suite de la conférence de La Haye en 1929. Alors que l'Allemagne était l'objet de la politique des autres États en 1923-1924, elle a repris son rôle de grande puissance dans le concert des nations en 1929. Cependant, la mort prématurée de Stresemann le 3 octobre 1929 ainsi que le krach boursier du 24 au 29 octobre se dressent comme autant d'obstacles à la poursuite de la réconciliation européenne, alors que le problème des réparations et des dettes interalliées est transformé par ces événements. Dans la débâcle, la réconciliation ne semble plus faire partie des priorités des populations, et encore moins dans une Allemagne grandement touchée par le krach à cause de ses liens économiques et financiers avec les États-Unis, épïccentre du séisme.

Bibliographie

Sources

Journaux

London Times, 1924-1929 (microfilmes)

Index

The Official Index to the Times, London, Times Pub. Co, 1924-1929

Sources publiées

ISRAEL F. L. (ed). *Major Peace Treaties of Modern History, 1648-1967, with an introductory essay by Arnold Toynbee; commentaries by Emmanuel Chill*, New York, Chelsea House Publ., 1967, 4 vol.

MCCARTNEY C.A. (dir.), *Survey of International Affairs, 1925*, vol. II, London, Royal Institut of International Affairs, 1928.

Répertoires bibliographiques

Allemagne

DREYFUS F.-G. *L'Allemagne contemporaine, 1815-1990*, Paris, Presses universitaires de France, 1991, 551 p.

KIMMICH C. M. *German Foreign Policy, 1918-1945: a Guide to Research and Research Materials*, rev. ed., Wilmington, Scholarly Research, 1991, 264 p.

NIEDHART G. *Die Aussenpolitik der Weimarer Republik*, München, Oldenbourg, 1999, 142 p.

WALSDORFF M. *Bibliographie Gustav Stresemann*, Düsseldorf, Droste-Verlag, 1972, 207 p.

ZWOCH G. *Gustav-Stresemann-Bibliographie*, Düsseldorf, Droste-Verlag, 1953, 38 p.

Grande-Bretagne

ASTER S. (ed.). *British Foreign Policy, 1918-1945: a Guide to Research and Research Materials*, rev. ed, Wilmington, Scholarly Resources, 1991, 391 p.

Ouvrages de référence

GRIFFITHS D. (ed). *The Encyclopedia of the British Press, 1422-1992*, New York, St. Martin's Press, 1992, 694 p.

VINCENT C.P. *A Historical Dictionary of Germany's Weimar Republic, 1918-1933*, Westport, Greenwood Press, 1997, 635 p.

Ouvrages sur la presse

Presse et histoire

Actes du 113^e Congrès International des Sociétés Savantes, Presse, radio et histoire, tome 1, Paris, CTHS, 1989, 355 p.

COOPER H. & G. Robinson, *How to Study Mass Media Effects*, Montreal, McGill University Press, 1974, 38 p.

FRANK R. « Penser historiquement les relations internationales », *Annuaire français des relations internationales*, 2003, p.42-65.

MILZA P. « Mentalités collectives et relations internationales », *Relations internationales*, 41, 1985, p.93-109.

OSKAMPS S. *Attitudes and Opinions*, 3rd ed., London, Prentice-Hall International, 2005, 578 p.

Presse britannique

ADAMTHWAITE A. "The British Government and the Media, 1937-1938", *Journal of Contemporary History*, Vol. 18, no. 2, 1983, p. 281-297.

COCKETT R. *Twilight of Truth: Chamberlain, Appeasement and the Manipulation of the Press*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1989, 229 p.

GANNON F. R. *The British Press and Germany, 1936-1939*, Oxford, Clarendon Press, 1971, 314 p.

HUTTNER M. *Britische Presse und nationalsozialistischer Kirchenkampf: eine Untersuchung der "Times" und des "Manchester Guardian" von 1930 bis 1939*, Paderborn, F. Schöningh, 1995, 814 p.

MARX R. « Presse et propagande politique dans l'Angleterre de l'Entre-deux-guerres », in J. C. Sergeant (ed.), *Visages de la presse britannique*, Nancy, Presses de l'Université de Nancy, 1987, p.23-28.

MORRIS B. *The Roots of Appeasement: The British Weekly Press and Nazi Germany during the 1930s*, London, Frank Cass, 1992, 212 p.

POTTERS S. J. *News and the British World: the Emergence of an Imperial Press System, 1867-1922*, Oxford/Clarendon/New York, Oxford University Press, 2003, 246 p.

TAYLOR P. « Publicity and Diplomacy: The Impact of the First World War upon Foreign Office Attitudes towards the Press », in D. Dilks (ed.), *Retreat From Power. Studies in Britain's Foreign Policy of the Twentieth Century, Volume I 1906-1939*, London/Basingstoke, MacMillan Press Ltd, 1981, p.42-63.

London Times

BOWMAN W. D. *The Story of the Times*, London, G. Routledge, 1931, 342 p.

WOODS O. & BISHOP J. *The Story of the Times*, London, M. Joseph, 1983, 392 p.

Relations internationales

Monographies

ADAMTHWAITE A. *Grandeur and Misery: France's bid for power in Europe 1914-1940*, London/New York/Sydney, Arnold, 1995, 276 p.

ARON R. *Penser la guerre, Clausewitz*, Paris, Gallimard, 1976, 2 vol.

_____. *Sur Clausewitz*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1987, 118 p.

BOEMECKE M. F., G. D. Feldman & E. Glaser (eds.). *The Treaty of Versailles. A Reassessment after 75 Years*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, 674 p.

DROZ J. *Les causes de la Première Guerre mondiale. Essai d'historiographie*, Paris, Éditions du Seuil, 1973, 187 p.

FINK C. *The Genoa Conference: European Diplomacy 1921-1922*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1984, 365 p.

GIRAULT R. et R. Frank. *Turbulente Europe et nouveaux mondes, tome 2 : 1914-1941*, Paris, Masson, 1988, 279 p.

GROSSER P. *Pourquoi la 2^e Guerre mondiale?*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999, 303 p.

JACOBSON J. *Locarno Diplomacy: Germany and the West, 1925-1929*, Princeton, Princeton University Press, 1972, 420 p.

JEANNESSON S. *Poincaré, la France et la Ruhr, 1922-1924 : histoire d'une occupation*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1998, 432 p.

KENNEDY P. *Strategy and Diplomacy 1870-1945*, London, George Allen & Unwin, 1983, 254 p.

_____. *The Realities Behind Diplomacy. Background Influences on British External Policy, 1865-1980*, Glasgow, Fontana Press, 1981, 415 p.

KISSINGER H. *Diplomatie*, trad. M.-F. de Paloméra, Paris, Fayard, 1996 [1994], 860 p.

KITCHEN M. *Europe between the Wars. A political history*, London/New York, Longman, 1988, 350 p.

LENTIN A. *Lloyd Georges, Woodrow Wilson, and the Guilt of Germany: An Essay in the Pre-history of Appeasement*, Baton Rouge, Leicester University Press, 1984, 193 p.

MACMILLAN M. *Peacemakers. The Paris Conference of 1919 and Its Attempt to End War*, London, John Murray, 2001, 574 p.

NÉRÉ J. *The Foreign Policy of France from 1914 to 1945*, London/Boston, Routledge and Kegan Paul, 1975, 366 p.

PROST A. & J. Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Éditions du Seuil, 2004, 340 p. (*Points/Histoire*, H336).

REYNOLDS D. *Britannia Overruled. British Policy & World Power in the 20th Century*, London/New York, Longman, 1992, 372 p.

ROBBINS K. *Appeasement*, Oxford, Blackwell, 1988, 89 p.

SCHMIDT G. *The Politics and Economics of Appeasement*, trans. J. Bennett-Ruete, Leamington Spa/Hamburg/New York, Berg, 1986, 435 p.

SOUTOU G.-H. *L'or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1989, 963 p.

Articles

BARIÉTY J. «Finances et relations internationales à propos du "plan Thoiry"», *Relations internationales*, 21, 1980, p.51-70.

_____. «Le projet de pacte franco-britannique, 1920-1922», *Guerres mondiales et conflits contemporains*, no 193, 1999, p.83-99.

CHARLES-RIOUX F. «Préface», in J. Seydoux, *De Versailles au Plan Young réparations, dettes interalliées, reconstruction européenne*, (publié par J. Arnavon et E. de Felcourt), Paris, Plon, 1932, p.i-xxi.

FINK C. «Beyond Revisionism: The Genoa Conference of 1922», in C. Fink, A. Frohn & J. Heideking (eds.), *Genoa, Rapallo, and European reconstruction in 1922*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p.11-27.

_____. «From Illusion to Disillusion», in M. Petricioli (éd.), *Une occasion manquée?: 1922, la reconstruction de l'Europe : actes du colloque tenu à Florence, 1-3 octobre 1992*, Bern, Peter Lang, 1995, p.13-29.

DUROSELLE J.-B. « Reconsiderations. The Spirit of Locarno: Illusions of Pactomania », *Foreign Affairs*, 50, 1972, p.752-764.

HIMMER R. « Rathenau, Russia and Rapallo », *Central European History*, 9, 1976, p.147-183.

HUSSON É. « Keynes et Bainville à la recherche de l'équilibre européen perdu » in J. M. Keynes, *Les Conséquences économiques de la paix*; J. Bainville, *Les Conséquences politiques de la paix*, Paris, Gallimard, 2002, p.1-65.

JEANNESSON S. « Jacques Seydoux et la diplomatie économique dans la France de l'après-guerre », *Relations internationales*, no.121, printemps 2005, p.9-24.

KEETON E. D. "Economics and Politics in Briand's German Policy, 1925-1931", in C. Fink, I. Hull & M. Knox (eds.), *German Nationalism and the European Responses, 1890-1945*, Norman, University of Oklahoma Press, 1985, p.157-180.

KRÜGER P. « A Rainy Day, April 16 1922: The Rapallo Treaty and the Cloudy Perspective for German Foreign Policy », in C. Fink, A. Frohn & J. Heideking (eds.), *Genoa, Rapallo, and European reconstruction in 1922*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p.49-64

McKERCHER B. "Old Diplomacy and New", in M. Dockrill & B. McKercher, *Diplomacy and World Power. Studies in British Foreign Policy, 1850-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p.79-114.

SOUTOU G.-H. & M. Steinert. « Ordre européen et construction européenne, XIX-XX^e siècles », *Relations internationales*, no.90, 1997, p.127-143.

L'Allemagne des XIX^e et XX^e siècles

BAECHLER C. *Guillaume II d'Allemagne*, Paris, Fayard, 2003, 533 p.

_____. *L'Aigle et l'Ours. La politique russe de l'Allemagne de Bismarck à Hitler 1871-1945*, Berne, Peter Lang, 2001, 437 p.

BOURNAZEL R. *Rapallo : naissance d'un mythe. La politique de la peur dans la France du Bloc National*, Paris, Armand Colin, 1974, 258 p.

FISCHER F. *Griff nach der Weltmacht; die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschland 1914/18*, Düsseldorf, Droste, 1962, 896 p.

FREVERT U. *A Nation in Barracks : Modern Germany, Military Conscription and Civil Society*, trans. A. Boreham with D. Brückenhaus, Oxford/New York, Berg, 2004, 322 p.

HAFFNER S. *De Bismarck à Hitler. Une histoire du Reich allemand*, trad. C. Vernier, Paris, Éditions la Découverte, 1991 [1987], 193 p.

HUSSON É. *Comprendre Hitler et la Shoah. Les historiens de la République fédérale d'Allemagne et l'identité allemande depuis 1949*, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, 306 p. (*Perspectives germaniques*).

JARDIN P. *Aux racines du mal. 1918 le déni de défaite*, Paris, Tallandier, 2005, 639 p.

KERSHAW I. *Hitler. 1889-1936: Hubris*, London, Penguin Book, 2001 [1998], 845 p.

KERSHAW I. *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*, trad. J. Carnaud, nouvelle édition augmentée et mise à jour, Paris, Gallimard, 1997, 538 p.

MANN G. *The History of Germany Since 1789*, trans. M. Jackson, London, Penguin Books, 1968 [1958], 896 p.

SIMMS B. «The Return of the Primacy of Foreign Policy», *German History*, 21, 3, 2003, p.275-291.

WEBER M. *Wissenschaft als Beruf, 1917/1919 ; Politik als Beruf, 1919*, heraus. von W. J. Mommsen und W. Schluchter; in Zusammenarbeit mit B. Morgenbrod, Tübingen, J.C.B. Mohr, 1992, 296 p.

WINKLER H. A. *Histoire de l'Allemagne, XIX^e-XX^e siècle. Le long chemin vers l'Occident*, trad. O. Demange, Paris, Fayard, 2005 [2000], 1152 p.

République de Weimar

Monographies

BARIÉTY J. *Les relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale : 10 novembre 1918 au 10 janvier 1925 : de l'exécution à la négociation*, Paris, Édition Pedone, 1977 (*Série internationale*, 8), 797 p.

BARIÉTY J. & R. Poidevin. *Les relations franco-allemandes, 1815-1975*, Paris, Armand Colin, 1977, 373 p.

CORUM J.C. *The Roots of Blitzkrieg. Hans von Seeckt and German Military Reform*, Lawrence, University Press of Kansas, 1992, 274 p.

FELIX D. *Walther Rathenau and the Weimar Republic. The Politics of Reparations*, Baltimore, The John Hopkins Press, 1971, 210 p.

HIDEN J. *Germany and Europe 1919-1939*, London/New-York, Longman, 1977, 183 p.

KESSLER H. G. *Walther Rathenau. His Life and Work*, London, Gerard Howe Ltd, 1929, 400 p.

KRÜGER P. *Die Aussenpolitik der Republik von Weimar*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1993 [1985], 605 p.

LAQUEUR W. *Weimar. A Cultural History, 1918-1933*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1974, 308 p.

LEE M. M. & W. Michalka. *German Foreign Policy 1917-1933 : Continuity or Break?*, Lemington Spa, Berg, 1987, 180 p.

LÉTOURNEAU P. *Walther Rathenau (1867-1922)*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1996, 271 p.

MOMMSEN H. *The Rise and Fall of Weimar Democracy*, trans. E. Forster & L. E. Jones, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1996, 604 p.

PEUKERT D. J. K. *La République de Weimar. Années de crise de la modernité*, trad. P. Kessler, Paris, Aubier, 1995 [1987], 301 p.

POIDEVIN R. *L'Allemagne de Guillaume II à Hindenburg, 1900-1933*, Paris, Éditions Richelieu, 1972, 409 p.

POST Jr. G. *The Civil-Military Fabric of Weimar Foreign Policy*, Princeton, Princeton University Press, 1973, 398 p.

VOURKOUTIOTIS V. *Making Common Cause. German-Soviet Secrets Relations, 1919-1922*, New York, Palgrave, 2007, 240 p.

Articles

BAECHLER C. « L'Alsace-Lorraine dans les relations franco-allemandes de 1918 à 1933 », in J. Bariéty, A. Guth et J.M. Valentin (dir.), *La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales. Actes du colloque tenu en Sorbonne (Paris IV) 15-16-17 janvier 1987*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1987, p.69-109.

BARIÉTY J. « La place de la France dans la "Westorientierung" de la République de Weimar au cours de sa phase de stabilisation », 1924-1929 », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, 8, 1, 1976, p.35-50.

BARIÉTY J. « La politique extérieure allemande au début des années 1930: continuité ou rupture ? », in G. Krebs & G. Schneilin (éds.), *Weimar, ou, De la démocratie en Allemagne*, Asnières, PIA, 1994, p.315-326.

BOUCHARD C. & D. Desrosiers. « Rathenau, Stresemann, Brüning, Hitler : les quatre moments du révisionnisme allemand », *Les Cahiers d'Histoire*, XXII, 2, 2003, p.5-23.

DEFRANCE C. « Le renouveau de la biographie dans les historiographies française et allemande contemporaines », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 33, 4, 2001, p. 373-384.

FINK C. « German Revisionpolitik 1919-1933 », *Historical Papers*, 1986, p.134-145.

FISCHER C. «Continuity and Change in Post-Wilhelmine Germany. From the 1918 Revolution to the Ruhr Crisis», in G. Eley & J. Retallack (eds.), *Wilhelminism and its legacies: German modernities, imperialism, and the meanings of reform, 1890-1930: essays for Hartmut Pogge von Strandmann*, New York, Berghahn Books, 2003, p.202-218.

GEISS I. « The Weimar Republic between the Second and Third Reich: Continuity and Discontinuity in the German Question, 1919-1933 », in M. Laffan (ed.), *The Burden of German History 1919-1945. Essays for the Goethe Institute*, London, Methuen London, 1988, p.56-80.

HIDEN J. « The Weimar Republic and the problem of the *Auslandsdeutsche* », *Journal of Contemporary History*, 12, 1977, p.273-289.

HOLBORN H. « Diplomats and Diplomacy in the Early Weimar Republic », in G. A. Craig & F. Gilbert (eds.), *The Diplomats 1919-1939*, Princeton, Princeton University Press, 1953, p.123-171.

JUNEAU J.-F. & F. Cyr. «Les Occidentaux et le révisionnisme allemand dans l'historiographie», in P. Létourneau et G.-H. Soutou (dir.), « Le révisionnisme allemand et les puissances occidentales, 1919-1939 », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 38, n.2, 2006, p.263-275.

KRÜGER P. «La politique extérieure allemande et les relations franco-polonaises (1918-1932)», trad. E. Pietri et G.-H. Soutou, *Revue d'histoire diplomatique*, 95, 1981, p.264-294.

LÉTOURNEAU P. «L'échec des premières tentatives allemandes d'organisation d'une paix durable dans l'après-guerre : les deux ministères de Walther Rathenau », *XIX Acta- International Colloquium of Military History*, Istanbul, 1993, p.118-126.

POLONI B. « Weimar : des républicains en quête de république », in G. Krebs et G. Schneilin (éds.), *Weimar, ou, De la démocratie en Allemagne*, Asnières, PIA, 1994, p.65-77.

SONTHEIMER K. « La culture politique de la République de Weimar », trad. V. Robert, in G. Krebs et G. Schneilin (éds.), *Weimar, ou, De la démocratie en Allemagne*, Asnières, PIA, 1994, p.81-90.

SOUTOU G.-H. « L'alliance franco-polonaise (1925-1933) ou comment s'en débarrasser? », *Revue d'histoire diplomatique*, 95, 1981, p. 295-348.

_____. « Les Occidentaux et l'Allemagne durant l'entre-deux-guerres », in P. Létourneau et G.-H. Soutou (dir.), « Le révisionnisme allemand et les puissances occidentales, 1919-1939 », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 38, n.2, 2006.

Gustav Stresemann

Monographies

BAECHLER C. *Gustave Stresemann (1878-1929) : de l'impérialisme à la sécurité collective*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1996, 906 p.

BERG M. *Gustav Stresemann und die Vereinigten Staaten von Amerika: weltwirtschaftliche Verflechtung und Revisionspolitik 1907-1929*, Baden Baden, Nomos, 1990, 438 p.

GATZKE H.W. *Stresemann and the rearmament of Germany*, Baltimore, John Hopkins Press, 1954, 132 p.

GRATHWOL R. P. *Stresemann and the DNVP: Reconciliation or Revenge in German Foreign Policy, 1924-1928*, Lawrence, Regents Press of Kansas, 1980, 299 p.

MAXELON M.-O. *Stresemann und Frankreich, 1914-1929; deutsche Politik der Ost-West-Balance*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1972, 309 p.

RUGE W. *Stresemann. Ein Lebensbild*, Berlin, Deutscher Verlag der Wissenschaften, 1965, 231 p.

THIMME A. *Gustav Stresemann. Eine politische Biographie zur Geschichte der Weimarer Republik*, Hannover, O. Goedel, 1957, 132 p.

TURNER H. A. *Stresemann and the politics of the Weimar Republic*, Princeton, Princeton University Press, 1963, 287 p.

WALSDORFF M. *Westorientierung und Ostpolitik. Stresemanns Rußlandpolitik in der Locarno-Ära*, Bremen, Schünemann Universitätsverlag, 1971, 325 p.

WEIDENFELD W. *Die Englandpolitik Gustav Stresemanns: Theoretische und praktische Aspekte der Aussenpolitik*, Mainz, Von Hase und Koehler, 1972, 382 p.

WRIGHT J. *Gustav Stresemann. Weimar's Greatest Statesman*, Oxford, Oxford University Press, 2002, 569 p.

Articles

BAECHLER C. « La politique de paix de Stresemann : réalisme ou conviction? », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 35, n.1, 2003, p. 5-17.

_____. «La politique extérieure de l'Allemagne 1871-1945 vue par les historiens allemands», *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, 10, 1, 1978, p.13-23.

_____. « Stresemann et la frontière rhénane, 1919-1929 », in C. Baechler et C. Fink, *L'établissement des frontières en Europe après les deux guerres mondiales*, Francfort/ Berne/ New York, 1996, p.181-198.

ENSSLE M. «Stresemann's Diplomacy Fifty Years After Locarno: Some Recent Perspectives», *The Historical Journal*, vol. 20, no. 4, 1977, p.937-948.

FINK C. «Stresemann's Minority Policies, 1924-29», *Journal of Contemporary History*, 14, 3, 1979, p. 403-422.

FREYMOND J. «Gustav Stresemann et l'idée d'une "Europe économique" (1925-1927)». *Relations internationales*, no. 8, 1976, p.343-360.

GATZKE H. W. «The Stresemann Papers», *Journal of Modern History*, 26, 1954, p.49-59.

GEISS I. « The Weimar Republic between the Second and Third Reich: Continuity and Discontinuity in the German Question, 1919-1933 », in M. Laffan (ed.), *The Burden of German History 1919-1945. Essays for the Goethe Institute*, London, 1988, p.56-80.

GRATHWOL R. P. « Germany and the Eupem-Malmédy Affair 1924-1926: "Here Lies the Spirit of Locarno" », *Central European History*, vol. 8, no. 3, 1975, p.221-250.

_____. «Gustav Stresemann: Reflections on His Foreign Policy», *The Journal of Modern History*, vol.45, no. 1, 1973, p.52-70.

HÜBINGER G. « Gustav Stresemann and Max Weber : Politics and Scholarship », in W. J. Mommsen & J. Osterhammel (eds.), *Max Weber and his Contemporaries*, London, Unwin Hyman, 1987, p.323-333.

JARDIN P. «À l'Est du nouveau? La question des frontières orientales de l'Allemagne à la fin des années vingt», in P. Létourneau et G.-H. Soutou (dir.), « Le révisionnisme allemand et les puissances occidentales, 1919-1939 », *Revue d'Allemagne et des Pays de langue allemande*, tome 38, n.2, 2006, p.197-221.

KNAUSS B. «Politik ohne Waffen. Dargestellt an der Diplomatie Stresemanns», *Zeitschrift für Politik*, X, 1963, p.249-256.

MICHALKA W. «Einleitung», in W. Michalka & M.M. Lee (heraus.), *Gustav Stresemann*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1982.

RUGE W. «Stresemann – Ein Leitbild?», in W. Michalka & M.M. Lee (heraus.), *Gustav Stresemann*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1982, p.72-97.

STAMBROOK F. G. « "Das Kind" – Lord D'Abernon and the Origins of the Locarno Pact », *Central European History*, 1, 3, 1968, p.233-263.

THIMME A. «Die Locarnopolitik im Lichte des Stresemann-Nachlasses», *Zeitschrift für Politik*, III, 1956, p.42-63; traduction: «Stresemann and Locarno», in H. W. Gatzke. *European diplomacy between two wars, 1919-1939*. Chicago, Quadrangle Books, 1972, p.73-93.

TURNER H.A. «Eine Rede Stresemanns über seine Locarnopolitik», *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 19, 1967, p. 412-436.

_____. «Stresemann und das Problem der Kontinuität in der Deutschen Aussenpolitik», in G. Ziebura (hrsg.), *Grundfragen der deutschen Aussenpolitik seit 1871*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1975, p. 284-304.

WRIGHT J. «Stresemann: A Mind Map», in G. Johnson, *Locarno revisited: European diplomacy, 1920-1929*, London/New York, Routledge, 2004, p.146-160.

Mémoires et thèses

GENDRON F. *La question d'une contribution britannique à la sécurité française de Cannes à Locarno entre 1922 et 1925*, Montréal, Mémoire de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 1986, 327 p.

Souvenirs et romans

HAFFNER S. *Histoire d'un Allemand (1914-1933)*, édition augmentée, trad. B. Hébert, Paris, Actes Sud, 2003 [2000], 435 p.

